

SIXIÈME RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES ET ONZIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE: 1 AU 19 OCTOBRE 2012

La sixième réunion de la Conférence des Parties (CdP) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP/RdP 6) s'ouvre aujourd'hui à Hyderabad, en Inde, et se poursuivra jusqu'au 5 octobre 2012. Elle sera suivie par la onzième réunion de la Conférence des Parties à la CDB (CdP 11) qui se tiendra du 8 au 19 octobre. La CdP/RdP 6 abordera un certain nombre de questions de fond, notamment: le renforcement des capacités; la manipulation, le transport, l'emballage et l'identification (MTEI) des organismes vivants modifiés (OVM); les obligations de notification; les mouvements transfrontières non intentionnels et les mesures d'urgence; les considérations socio-économiques; le suivi et l'établissement des rapports; et les deuxièmes évaluation et examen de l'efficacité du Protocole. La réunion portera également sur les points permanents de l'agenda relatifs au Comité chargé du respect des obligations; au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB); aux ressources financières et au mécanisme de financement; et à la coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives. La CdP/RdP6 doit également examiner le statut du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur relatif à la responsabilité et la réparation.

La CdP 11 de la CDB portera sur l'état d'avancement du Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (APA); la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 et les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique; et les questions relatives aux ressources financières et au mécanisme de financement, à la coopération, la communication et la Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique, au fonctionnement de la Convention, et aux questions administratives et budgétaires. Les délégués examineront également le programme de travail sur la diversité biologique insulaire, et aborderont: la restauration des écosystèmes; l'Article 8 (j) (savoirs traditionnels); la diversité biologique marine et côtière; la diversité biologique et le changement climatique; la diversité biologique et le développement; et plusieurs autres questions liées aux écosystèmes et aux questions transversales. Du 16 au 19 octobre 2012, le Segment de haut niveau portera sur: la mise en œuvre du Plan stratégique; la diversité biologique pour les moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté; la diversité biologique marine et côtière; et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'APA.

BREF HISTORIQUE DE LA CDB ET DU PROTOCOLE DE CARTAGENA

La CDB a été adoptée le 22 mai 1992, et est entrée en vigueur le 29 décembre 1993. Il y a actuellement 193 Parties à la Convention, qui vise à promouvoir la conservation de la

diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques.

La Conférence des Parties est l'organe directeur de la Convention. Parmi ses réalisations, la CdP a adopté:

- le Mandat de Jakarta sur la diversité biologique marine et côtière (CdP 2, novembre 1995, Jakarta, Indonésie);
- les programmes de travail sur la biodiversité agricole et forestière (CdP 3, novembre 1996, Buenos Aires, Argentine);
- l'Initiative taxonomique mondiale (ITM) (CdP 4, mai 1998, Bratislava, Slovaquie);
- les programmes de travail sur les zones arides et les zones subhumides, et les mesures d'incitation (CdP 5, mai 2000, Nairobi, Kenya);
- les Lignes directrices de Bonn sur l'APA et la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (CdP 6, avril 2002, La Haye, Pays-Bas);
- les programmes de travail sur la diversité biologique des montagnes, sur les aires protégées et sur le transfert de technologie, les directives d'Akwé: Kon pour l'évaluation des impacts d'ordre culturel, environnemental et social, les Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable (CdP 7, février 2004, Kuala Lumpur, Malaisie);
- le programme de travail sur la diversité biologique insulaire (CdP 8, mars 2006, Curitiba, Brésil); et
- la stratégie de mobilisation des ressources, et les critères scientifiques et lignes directrices applicables aux zones marines nécessitant une protection (CdP 9, mai 2008, Bonn, Allemagne).

CdP 10: À sa dixième réunion (octobre 2010, Nagoya, Japon), la CdP à la CDB a adopté le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, qui, après sept ans de négociations, établit les règles et procédures de mise en œuvre du troisième objectif de la Convention. L'entrée en vigueur du Protocole requiert 50 ratifications. À ce jour, six Parties ont ratifié le Protocole.

La CdP a également adopté, parmi de nombreuses autres décisions: le Plan stratégique de la CDB pour la période 2011-2020, y compris les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, et une décision sur les activités et les indicateurs pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources.

NÉGOCIATION DU PROTOCOLE DE PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES: Adopté en

janvier 2000, à la suite de longues négociations, le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques traite du transfert, de la manipulation et de l'utilisation des OVM qui peuvent avoir des effets néfastes sur la diversité biologique, en tenant compte de la santé humaine, avec une focalisation particulière sur les mouvements transfrontières des OVM. Il comprend une procédure d'accord préalable en connaissance de cause (APCC) pour les importations d'OVM destinés à une introduction intentionnelle dans l'environnement, et intègre également le principe de précaution et les mécanismes d'évaluation des risques et de gestion des risques. Le Protocole a établi un Centre d'échange pour faciliter les échanges d'informations, et contient des dispositions sur le renforcement



des capacités et sur les ressources financières, avec une attention particulière aux pays en développement et aux pays ne disposant pas de systèmes réglementaires intérieurs. Le Protocole est entré en vigueur le 11 septembre 2003 et compte actuellement 164 Parties. L'organe directeur du Protocole est la CdP/RdP.

CdP/RdP 1: A sa première réunion (février 2004, Kuala Lumpur, Malaisie), la CdP/RdP a adopté des décisions portant sur l'échange d'information et le CEPRB; le renforcement des capacités; les procédures régissant la prise de décision; le suivi et l'établissement de rapports; le Secrétariat; les directives concernant le mécanisme de financement; et le programme de travail à moyen terme. Les délégués ont également convenu de la documentation devant accompagner les OVM destinés à l'alimentation humaine et animale, ou à la transformation (OVH-AHAT), sous réserve d'une décision sur le détail des besoins en la matière, et sont parvenus à un accord sur le détail des besoins en matière de documentation concernant les OVM destinés à être directement introduits dans l'environnement. La réunion a établi un Comité sur le respect des dispositions, et a créé le Groupe de travail sur la responsabilité et la réparation (GTRR), chargé de l'élaboration des règles et procédures internationales applicables dans le domaine de la responsabilité et réparation des dommages résultant de mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés dans le cadre du Protocole, en accord avec l'Article 27 du Protocole (Responsabilité et réparation).

CdP/RdP 2: À sa deuxième réunion (mai/juin 2005, Montréal, Canada), la CdP/RdP a adopté des décisions portant sur le renforcement des capacités et la sensibilisation et la participation du public, et a décidé d'établir un groupe intersessions d'experts techniques sur l'évaluation et la gestion des risques. La CdP/RdP 2 n'est pas parvenue à un accord sur les exigences détaillées en matière de documentation des OVM-AHAT qui devaient être approuvées «au plus tard, deux ans après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole».

CdP/RdP 3: A sa troisième réunion (mars 2006, Curitiba, Brésil), la CdP/RdP a adopté la liste des éléments exigés dans la documentation et l'identification des OVM-AHAT, et a examiné diverses questions relatives à la mise en œuvre du Protocole, y compris le financement destiné à la mise en place de cadres nationaux de biosécurité, l'évaluation des risques, les droits et les responsabilités des Parties de transit, le mécanisme de financement et le renforcement des capacités.

CdP/RdP 4: A sa quatrième réunion (mai 2008, Bonn, Allemagne), la CdP/RdP a décidé de prolonger le délai pour la négociation d'un régime international en matière de responsabilité et de réparation, et a adopté des décisions portant notamment sur: le Comité sur le respect des dispositions; la MTEI; le CEPRB; le renforcement des capacités; les considérations socio-économiques; l'évaluation des risques et la gestion des risques; le mécanisme de financement et les ressources financières; et les organes subsidiaires.

NÉGOCIATIONS SUR LA RESPONSABILITÉ ET LA RÉPARATION: Les négociations sur les règles et procédures internationales régissant la responsabilité et la réparation ont duré plus de cinq ans. Lors des deux premières réunions du GTRR (mai 2005 et février 2006, Montréal, Canada) les délégués ont entendu des exposés d'experts et ont commencé à compiler les points de vue et les projets de textes présentés par les Parties. Les GTRR 3 et 4 (février 2007 et octobre 2007, Montréal, Canada) ont élaboré des options d'éléments de base d'un régime international, y compris une définition de dommage, les approches administratives et la responsabilité civile.

La GTRR 5 (mars 2008, Cartagena de Indias, Colombie) a approuvé un certain nombre d'éléments fondamentaux du régime et a décidé de convoquer un groupe des Amis des coprésidents (CCLR) pour achever les négociations. Le CCLR ne fut pas en mesure de finaliser les négociations avant la date limite, soit la CdP/RdP 4, en partie à cause de divisions persistantes quant à la nature du régime et quant au point de savoir s'il doit ou non inclure des dispositions juridiquement contraignantes sur la responsabilité civile. La CdP/RdP 4 a donc décidé de convoquer à nouveau le CCLR pour finaliser les négociations sur la base d'un compromis qui envisageait un protocole additionnel juridiquement contraignant mettant l'accent sur une approche administrative, mais incluant une disposition juridiquement contraignante sur la responsabilité civile complétée par des directives non juridiquement contraignantes sur la responsabilité civile.

Le CCLR s'est réuni quatre fois de plus. Lors de la première réunion (février 2009, Mexico, Mexique), les délégués ont mis au point un projet de protocole. La deuxième réunion (février 2010, Putrajaya, Malaisie) a élaboré une disposition juridiquement contraignante sur la responsabilité civile, mais n'a pas conclu les négociations sur ce point et sur d'autres questions en suspens. La troisième réunion (juin 2010, Kuala

Lumpur, Malaisie) est parvenue à un accord sur la responsabilité civile et d'autres questions, y compris la «menace de dommage imminent» et la définition de «opérateur». Le CCLR a été convoqué une dernière fois juste avant la CdP/RdP 5 pour résoudre les questions en suspens en ce qui concerne la définition des produits des OVM et la garantie financière.

CdP/RdP 5: A sa cinquième réunion (octobre 2010, Nagoya, Japon), la CdP/RdP a adopté le Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur relatif à la responsabilité et la réparation, qui entrera en vigueur 90 jours après la 40e ratification. A ce jour, trois Parties ont ratifié le Protocole additionnel. La CdP/RdP 5 a également adopté des décisions notamment sur: les expériences en matière d'exigences documentaires pour la MTEI des OVM-AHAT, les normes en matière de MTEI; les droits et/ou obligations des Parties de transit des OVM; le suivi et l'établissement des rapports; l'évaluation et l'examen; le Plan stratégique et le programme de travail pluriannuel (PTPA); l'évaluation des risques et la gestion des risques.

LES FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE INTERSESSIONS

ARTICLE 8 (j): Le Groupe de travail de la CDB sur l'Article 8 (j) et les dispositions connexes (octobre-novembre 2011, Montréal, Canada) a adopté des recommandations sur, entre autres: les tâches 7, 10 et 12 (partage des avantages découlant, et appropriation illégale des savoirs traditionnels) du Programme de travail sur l'Article 8 (j), l'Article 10 (c) (utilisation coutumière durable), et le mandat relatif à l'élaboration des directives devant encadrer le rapatriement.

CONSIDÉRATIONS SOCIO-ECONOMIQUES: Un atelier sur le renforcement des capacités en matière de recherche et d'échange d'information sur les impacts socio-économiques des OVM (novembre 2011, New Delhi, Inde) a envisagé les prochaines étapes, y compris l'élaboration de directives générales déterminant les éléments communs minimaux qui pourraient être utilisés dans l'examen des impacts socio-économiques des OVM, tout en offrant la flexibilité pour tenir compte de la situation dans les différents pays.

OSASTT: L'Organe subsidiaire de la Convention chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (OSASTT) s'est réuni deux fois (novembre 2011 et avril/mai 2012, Montréal, Canada) et a adopté une série de recommandations pour examen par la CdP 11, y compris sur: les indicateurs de suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique; un projet de stratégie de renforcement des capacités pour l'ITM; et la restauration des écosystèmes. Il a également adopté deux ensembles de recommandations sur la diversité biologique marine et côtière, et sur la diversité biologique et le changement climatique.

EXAMEN DE LA MISE EN ŒUVRE: La première réunion du Groupe spécial d'experts sur l'évaluation et l'examen du Protocole (mai 2012, Vienne, Autriche) a examiné les renseignements sur la mise en œuvre et a élaboré des recommandations concernant: la mise en œuvre nationale; le renforcement des capacités et la mobilisation des ressources; les approches régionales; et le partage de l'information et le CEPRB.

GTEA: Le Groupe de travail de la CDB sur l'examen de l'application (mai 2012, Montréal, Canada) a adopté des recommandations notamment sur: le Plan stratégique; la stratégie de mobilisation des ressources; la coopération avec d'autres conventions; la diversité biologique pour l'éradication de la pauvreté et le développement; l'engagement des entreprises; et la coopération Sud-Sud.

ÉVALUATION DES RISQUES ET GESTION DES RISQUES: Dans le cadre de conférences en ligne en temps réel et de forums de discussion, la quatrième réunion du Groupe spécial d'experts techniques (GSET) sur l'évaluation des risques et la gestion des risques (juin 2012, Montréal, Canada) a élaboré une version révisée des directives sur l'évaluation des risques découlant de l'utilisation des OVM et une liste de sujets spécifiques pour le développement de directives supplémentaires.

APA: Le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya sur l'APA s'est réuni deux fois (juin 2011, Montréal, Canada et juillet 2012, New Delhi, Inde) et a mis l'accent sur: le respect des dispositions; les modalités de fonctionnement du Centre d'échange APA; le renforcement des capacités et la sensibilisation; et les directives en matière de mécanisme de financement et de mobilisation des ressources. A ce jour, six Parties ont ratifié le Protocole de Nagoya.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB : LUNDI 8 OCTOBRE 2012

La séance plénière du matin a entendu les déclarations liminaires et régionales et a abordé les questions d'organisation. L'après-midi, le Groupe de travail I (GT I) a examiné la biodiversité insulaire et la restauration des écosystèmes. Le GT II a examiné la mise en œuvre du Plan stratégique et les progrès accomplis vers les objectifs d'Aichi.

LA PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Hoshino Kazuaki, au nom du ministre de l'environnement du Japon, a ouvert la réunion, mettant en exergue le soutien accordé à la révision des stratégies et plans d'action (SPANB) à travers le Fonds japonais pour la biodiversité. Ryu Matsumoto, ancien ministre de l'environnement du Japon et président de la Cdp 10, a appelé à une mise en œuvre urgente des résultats de la Cdp 10, y compris le Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (APA) et les objectifs d'Aichi. Il a ensuite remis la présidence de la Cdp à Jayanthi Natarajan, ministre indien de l'environnement et des forêts.

La présidente de la Cdp 11, Natarajan, a appelé à la réalisation d'un accord sur une feuille de route et sur les moyens de mise en œuvre des résultats de Nagoya. Signalant que la Cdp 10 n'est pas parvenue à conclure sur la question de la mobilisation des ressources, elle a encouragé la réalisation d'un accord sur les objectifs de financement. Elle a affirmé que les pays en développement ont besoin de concilier les préoccupations environnementales et l'éradication de la pauvreté. Amina Mohamed, Directrice exécutive adjointe du PNUE, a déclaré que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) a ouvert des voies pour le développement durable, notamment à travers l'économie verte inclusive, et a souligné la nécessité de processus de mise en œuvre plus efficaces et plus ciblés.

Le secrétaire exécutif de la CDB, Bráulio Ferreira de Souza Dias, a appelé à une approche pragmatique axée sur le partage des expériences vécues dans la mise en œuvre, par opposition à la négociation. Il a souligné la nécessité : de renforcer les liens entre la Convention et ses protocoles; d'un système de suivi efficace et continu de la mise en œuvre des objectifs d'Aichi; d'un processus de renforcement des capacités structuré au niveau régional et local, à travers une collaboration renforcée avec les organismes des Nations Unies et avec les parties prenantes; et de soutenir les approches communautaires.

Nallari Kiran Kumar Reddy, ministre en chef de l'Etat d'Andhra Pradesh, a appelé au besoin de permettre à chaque pays de mettre en œuvre les politiques convenues au niveau international en fonction de ses circonstances nationales. Le secrétaire indien de l'environnement et des forêts, T. Chatterjee, a souligné la nécessité de parvenir à un consensus sur : les questions financières; la mise en œuvre du plan stratégique; la biodiversité et la réduction de la pauvreté; la biodiversité marine et côtière; et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

LES QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/COP/11/1 et Add.1 Rev.1), et ont élu Betty Kauna Schroder

(Namibie), rapporteur de la réunion, et Valeria González Posse (Argentine) et Andrew Bignell (Nouvelle-Zélande), comme présidents respectifs du GT I et du GT II.

M.F. Farooqui, au nom de la présidence de la Cdp, a signalé que la Conférence n'est pas en mesure d'adopter les règles relatives au vote majoritaire en suspens dans le Règlement intérieur et les règles de gestion financière, et a présenté les rapports des travaux intersessions et des réunions régionales préparatoires (UNEP/CBD/COP/11/2-7).

LES DECLARATIONS REGIONALES: L'Argentine, pour le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), a encouragé la Cdp 11 à se pencher sur le résultat final de Rio +20, sur le principe des responsabilités communes mais différenciées, sur l'éradication de la pauvreté et sur l'évitement des restrictions commerciales. Elle a donné la priorité à la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du plan stratégique et des objectifs d'Aichi, au maintien de la périodicité des réunions de la Cdp, et à un budget de base renforcée.

La Syrie, pour l'ASIE-PACIFIQUE, a souligné les liens entre les objectifs de la Convention, ainsi que la nécessité de ressources financières et d'un renforcement des capacités efficaces pour la mise en œuvre. La Serbie, pour les pays d'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (PECO), a souligné la nécessité de mobiliser des ressources pour la ratification du Protocole de Nagoya. Le Bénin, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a rappelé que la CDB est l'un des rares accords internationaux juridiquement contraignants sur le développement durable; la priorité accordée aux objectifs d'Aichi sur les habitats naturels, les zones protégées et le Protocole de Nagoya; et a souligné le besoin de maintenir la périodicité des réunions de la Cdp.

L'UE, avec la CROATIE, a souligné la nécessité de se concentrer sur la mise en œuvre efficace à travers : des cadres politiques et des structures de gouvernance, une augmentation significative des ressources financières, humaines et techniques, et la mobilisation de nouvelles sources de financement, y compris l'économie verte et des mécanismes financiers novateurs. Kiribati, au nom des Petits Etats insulaires en développement (PEID), a encouragé le traitement du problème de l'érosion de la biodiversité insulaire et a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de fournir des ressources financières en temps opportun.

L'ALLIANCE DE LA CDB a appelé : au maintien de la mise en œuvre de la Convention sous examen; à l'adoption d'indicateurs applicables aux objectifs d'Aichi; à l'allocation de ressources financières pour le programme de travail de la biodiversité des forêts, au lieu de se concentrer sur des directives non contraignantes encadrant la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, ainsi que la conservation, la gestion durable des forêts et le renforcement des stocks de carbone forestier (REDD +); à l'arrêt des subventions et des objectifs relatifs aux biocarburants; et à la prorogation du moratoire sur la géo-ingénierie. Le CAUCUS DES FEMMES a appelé à l'intégration de la dimension féminine dans les indicateurs sociaux, environnementaux et culturels, et à s'engager en faveur d'une action à long terme sur la parité hommes-femmes. Le FORUM INTERNATIONAL DES AUTOCHTONES SUR LA BIODIVERSITE (FIAB) a souligné les défis qui restent à relever, notamment en respectant les pratiques autochtones et leurs moyens de subsistance, dans l'établissement des zones

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la Cdp 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

protégées, et l'intégration des droits énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) dans la mise en œuvre nationale de la CDB.

ADMINISTRATION ET BUDGET : Le secrétaire exécutif de la CDB, Dias, a présenté le rapport (UNEP/CBD/COP/11/9-11 et INF/36), y compris l'état des fonds d'affectation spéciale de la Convention et de dotation en personnel, et les scénarios budgétaires. La Plénière a créé un groupe informel à composition non limitée sur le budget, qui sera présidé par l'Amb. Conrod Hunte (Antigua-et-Barbuda), notant que les présidents des GT et du groupe du budget assureront la coordination des discussions sur les politiques et sur le budget.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

LA DIVERSITE BIOLOGIQUE INSULAIRE : Le président du Groupe de travail I, González Posse, a présenté la recommandation de l'OSASTT concernant l'examen approfondi du programme de travail sur la biodiversité insulaire (UNEP/CBD/COP/11/3). De nombreux pays ont appuyé la recommandation de l'OSASTT. Les Seychelles, au nom des PEID, a déclaré que l'examen approfondi a contribué à la gestion de la biodiversité des îles.

L'UE, avec la CROATIE, a appelé à l'octroi d'une attention accrue à la réduction de la pauvreté et à l'APA. Avec L'AFRIQUE DU SUD, le délégué a souligné le problème de l'érosion de la biodiversité dans les écosystèmes inhabités et les écosystèmes saisonnièrement habités. L'ARGENTINE a déclaré que le programme de travail ne devrait pas s'appliquer aux territoires objet de contestation. L'Ethiopie, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé à l'intégration des activités d'adaptation au et d'atténuation du changement climatique dans la conservation de la biodiversité insulaire. La THAÏLANDE a soutenu l'idée de procéder à une évaluation des capacités des îles à accomplir les activités anthropiques.

Le délégué de TRINITÉ-ET-TOBAGO a appelé à la formation individuelle et institutionnelle. L'INDE a suggéré d'examiner les pratiques de tourisme durable et de promouvoir des initiatives écologiques, tels que la création de banques de semences d'espèces autochtones résistantes.

Le BRESIL a appelé à la réalisation de progrès sur l'Objectif 12 d'Aichi sur la prévention de l'extinction des espèces. La CHINE a appelé à la mention de l'article 20 de la CDB (Ressources financières).

LA RESTAURATION DES ÉCOSYSTÈMES : Les délégués ont examiné un projet de décision fondé sur une recommandation de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/2 et 21). Le GROUPE AFRICAÏN a souligné la nécessité de clarifier la compréhension de la "restauration des écosystèmes" dans le cadre de la Convention, l'AFRIQUE DU SUD suggérant de placer davantage l'accent sur la santé des écosystèmes et leur fonctionnement.

L'UE a déclaré que la restauration des écosystèmes doit être intégrée dans le travail de la CDB sur les écosystèmes et, avec la REPUBLIQUE DE COREE, qu'elle doit constituer le dernier recours. La SUISSE a proposé que le Secrétariat, non seulement détermine, mais aussi "utilise de manière appropriée" les possibilités de collaboration avec d'autres conventions. Le délégué de SAINTE-LUCIE a souligné l'importance de la coopération entre les conventions sur la biodiversité.

La THAÏLANDE a recommandé l'établissement d'inventaires des écosystèmes dégradés aux fins de déterminer les bonnes pratiques et les technologies appropriées en matière de restauration. La NORVEGE a appelé : à des directives conviviales pour appuyer la planification et la restauration et l'évitement des effets négatifs; à l'examen de l'utilisation actuelle des terres, y compris le pastoralisme et l'agriculture à faible impact; à l'élaboration de mesures de protection, y compris sur la propriété foncière dans la détermination des terres propices à la restauration; et à l'examen des différents mécanismes financiers, y compris ceux du secteur privé.

Le MEXIQUE a mis en garde que la restauration ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme un processus à long terme de gestion continue. Le GUATEMALA, l'ARGENTINE et le SALVADOR ont souligné la nécessité d'un soutien financier. Le CANADA a reconnu les limitations en matière d'informations, de capacités et de financement, précisant que cela n'est pas une excuse pour le manque de mesures de conservation. L'INDE a affirmé la nécessité d'adopter des pratiques de restauration saines et conviviales sur les plans écologique et socio-économique, de s'attaquer aux causes de la dégradation et de soutenir la régénération naturelle. La FAO et le RESEAU INTERNATIONAL DE FORETS MODELES ont mis en relief les approches paysagères.

Le GHANA, l'EQUATEUR et le CANADA ont appuyé la création d'un groupe spécial d'experts techniques (GSET) sur la restauration des écosystèmes. Le PEROU et la COLOMBIE ont encouragé la compilation des données disponibles. La REPUBLIQUE DOMINICAÏNE a suggéré que le secteur minier soit ciblé dans la suite de l'élaboration des directives pratiques pour la restauration.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE ET DES OBJECTIFS D'AICHI : Le Secrétariat a introduit ce point de l'ordre du jour, y compris les sous-articles sur : les progrès réalisés dans l'établissement des objectifs nationaux et dans la mise à jour des SPANB (UNEP/CBD/COP/11/12 et 4); le renforcement des capacités; le mécanisme d'échange (Centre d'échange) et de transfert de technologies (UNEP/CBD/COP/11/4, 13, 13/Add.1 et 2, 31 et INF/5 et 8); et la mise en œuvre du suivi, y compris les indicateurs (UNEP/CBD/COP/11/2, 3 et 27).

Mise en place d'objectifs nationaux et mise à jour des SPANB : Plusieurs parties ont souligné les progrès réalisés dans la mise à jour de leurs SPANB et alignement sur le plan stratégique. La CHINE a également mis en exergue la formulation de SPANB provinciaux. L'UE a souligné l'intégration des SPANB dans les plans sectoriels. L'INDONESIE a souligné l'implication des parties prenantes dans tous les aspects de la mise à jour des SPANB pour éliminer les obstacles à la mise en œuvre.

Le COSTA RICA a appelé les parties à déterminer les ressources financières nécessaires à la réalisation des objectifs nationaux. Le JAPON a souligné le renforcement des synergies entre le Fonds japonais pour la biodiversité et le financement du FEM. Le BANGLADESH a appelé à une procédure simplifiée quant à l'accès aux fonds du FEM.

Renforcement des capacités : Plusieurs participants ont demandé la suppression des crochets autour du texte encourageant la fourniture de ressources financières, le transfert de technologie et le partage des avantages. L'Egypte, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a déclaré que si les crochets ne sont supprimés, "nous sommes en train de perdre notre temps". Le JAPON a proposé "inviter" à la place et lieu "d'encourager", les pays industrialisés à s'engager. L'AFRIQUE DU SUD a proposé un texte du préambule fondé sur l'article 20 de la CDB.

Le KENYA a encouragé la mise en place de réseaux de renforcement des capacités. Le BRESIL a appelé à des précisions sur la classification et à des critères de sélection des centres d'excellence dans le réseau de renforcement des capacités proposé. Le délégué des PHILIPPINES a encouragé l'idée que les évaluations des besoins technologiques soient financées et entreprises de manière prioritaire.

L'UE a soutenu l'amélioration du Centre d'échange et l'élaboration d'une approche cohérente de coopération technique et scientifique. La NORVEGE a donné la priorité à la biosécurité et à l'APA dans l'élaboration d'outils dans le cadre du Centre d'échange. La SUISSE a proposé au Secrétariat de faciliter un processus d'examen collégial volontaire visant à améliorer l'échange d'informations sur les bonnes pratiques.

Suivi de la mise en œuvre : L'UE a soutenu l'élaboration d'indicateurs mondiaux et leur utilisation par la CDB et les processus pertinents. Le CANADA a appuyé la réalisation d'un consensus sur un ensemble restreint d'indicateurs à la CdP 11, au lieu de poursuivre l'élaboration d'un projet de liste d'indicateurs pour examen à la CdP 12. Le GROUPE AFRICAÏN a appelé à un soutien, avertissant que le délai accordé à la mise en œuvre est en train de rétrécir. Le MEXIQUE s'est félicité des indicateurs proposés, mais a souligné l'importance de la poursuite des travaux pour permettre leur mise en œuvre au niveau national. Le BRESIL a contesté l'inclusion de certains indicateurs proposés. L'INDE a encouragé le maintien des indicateurs proposés en guise d'un cadre souple à utiliser en fonction des circonstances nationales. Mettant en garde contre la marchandisation de la biodiversité et contre un modèle de développement fondé sur des modes de production et de consommation non durables, la BOLIVIE a suggéré de reconnaître les différentes visions dans la réalisation des objectifs de la CDB et de discuter des indicateurs comme faisant partie intégrante du cadre plus large de la durabilité sociale et environnementale.

Au sujet des indicateurs applicables aux savoirs traditionnels, la NOUVELLE ZELANDE a souligné l'importance de travailler avec les processus disponibles d'évaluation forestière, pour aider à réduire le fardeau de données. L'EQUATEUR et la MALAISIE ont appelé à l'élaboration d'indicateurs spécifiques aux peuples autochtones.

DANS LES COULOIRS

Après l'intense session législative de la CdP 10, à Nagoya, beaucoup considéraient la CdP 11, à Hyderabad, être l'occasion de mettre l'accent sur "la mise en œuvre, la mise en œuvre, la mise en œuvre". Les points de vue initiaux étaient, cependant, divergents sur la question de savoir si un tel objectif impliquait nécessairement le traitement des "épineuses questions d'argent" ou si ces dernières allaient pouvoir être traitées autrement. Plus d'un délégué a affirmé que "la réalité du monde a beaucoup changé avec la crise économique", laissant des doutes sur la question de savoir qui pouvait payer et jusqu'à quelle hauteur. N'empêche, la rumeur dans les couloirs dit que les questions financières, notamment le budget et les objectifs de mobilisation des ressources, vont dominer les délibérations de la réunion.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB : MARDI 9 OCTOBRE 2012

Le GT I a examiné la biodiversité marine et côtière, les mesures de sauvegarde de la REDD + et la géo-ingénierie. Le GT II a poursuivi ses discussions sur la mise en œuvre du Plan stratégique et a examiné les questions touchant aux ressources financières et au mécanisme de financement. Un groupe de contact nocturne a discuté de la REDD +.

GROUPE DE TRAVAIL I

LA BIODIVERSITÉ MARINE ET CÔTIÈRE : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/3, 22 et 23).

Les zones marines d'importance écologique et biologique (ZIEB) : Le MEXIQUE, l'ARGENTINE et le JAPON ont souligné que l'établissement du descriptif des ZIEB est un exercice scientifique et technique et qu'il ne peut ni porter atteinte aux droits et obligations des États relevant du droit international ni compromettre le travail des organisations internationales compétentes.

Le CANADA a apporté son appui au projet de décision, notant que toutes les bases de données pertinentes sont prises en compte. L'AUSTRALIE a recommandé le terme "approuver" les rapports de synthèse des ateliers tenus sur les ZIEB et l'établissement d'un processus supplémentaire pour les inclure dans le référentiel. Le JAPON, la CHINE et le PEROU ont préféré "prendre note" des rapports. La NORVEGE a encouragé l'inclusion des rapports dans le référentiel, leur distribution aux organes compétents et l'amélioration des descriptifs des ZIEB lorsque les données en deviennent disponibles. L'UE a appelé à l'approbation des rapports pour stimuler d'autres ateliers et à la détermination d'autres ZIEB, et a invité les groupes régionaux à identifier des aires marines protégées dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZADJN) en vertu d'un nouvel accord sur la mise en œuvre conclu dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). KIRIBATI a appelé à la tenue d'autres ateliers régionaux pour assurer une couverture mondiale.

L'INDONESIE a mis l'accent sur l'inclusion de critères sociaux et culturels dans le descriptif des ZIEB. La REPUBLIQUE DE COREE a appelé à la coopération entre la CDB et l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur la question des ZIEB situées au-delà de la juridiction nationale. GREENPEACE a encouragé les parties à approuver les rapports de synthèse et a prié l'AGNU d'examiner d'urgence la question de la gouvernance des ZIEB. L'UICN a exhorté la CdP à inviter le Groupe de travail de l'AGNU sur la biodiversité marine dans les ZADJN à encourager les États et les organismes internationaux à réagir aux données relatives aux ZIEB et à présenter un rapport sur les mesures prises sur la base des obligations internationales disponibles au titre de la CNUDM. Le FIAB a appelé à l'intégration des savoirs traditionnels dans le descriptif des ZIEB.

Directives concernant les EIE : Le CANADA a accueilli favorablement les directives révisées encadrant les études d'impact environnemental (EIE). L'AUSTRALIE a apporté son appui à l'idée d'en "faire état". La NORVEGE a souligné la nécessité d'affiner les libellés portant sur la responsabilité des États du pavillon et sur le rôle des organisations internationales. L'INDE, la COLOMBIE, la CHINE et la REPUBLIQUE DOMINICAINE ont mis en relief le caractère volontaire des directives, le MEXIQUE soulignant qu'ils ne préjugent pas de la

compétence de l'AGNU et de l'Autorité internationale des fonds marins. L'UE a soutenu la prise en note des directives pour les rendre disponibles à titre de référence, et l'encouragement de leur utilisation et de la soumission des données découlant de leur application. Le PEROU y a fait objection, appelant à davantage de consultations dans le cadre de l'AGNU et des conventions sur les mers régionales. Le délégué des États-Unis a mis en garde que les directives volontaires utilisent des formulations obligatoires et des termes non définis.

Autres questions : La Norvège a plaidé pour des orientations concernant : le bruit sous-marin, en tenant compte des données scientifiques limitées ; et les débris marins, en tenant compte des travaux menés dans d'autres instances. L'AUSTRALIE a appelé à la coopération avec la Convention sur les espèces migratrices. Le GROUPE AFRICAINE a souligné les défis posés à la gouvernance des milieux marins, liés à la géo-ingénierie et à la fertilisation des océans.

LA BIODIVERSITÉ ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CLIMATIQUES : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/3, 24 et 25).

LA REDD + : Le GROUPE AFRICAINE et la MALAISIE ont soutenu "prendre note" des conseils concernant l'application de mesures de sauvegarde de la biodiversité, pertinentes et spécifiques à chaque pays, et la REPUBLIQUE DE COREE a préféré "accueillir avec satisfaction". Le GRULAC a déclaré que les pays devraient mettre en place des systèmes de sauvegarde nationaux conformes aux décisions de la CdP de la CCNUCC. L'UE a soutenu les conseils concernant les mesures de sauvegarde, soulignant que la CdP devrait examiner les voies et moyens d'assurer le suivi et l'évaluation des effets de la REDD + sur la biodiversité.

La BOLIVIE a déclaré qu'il n'y a pas d'entente commune sur ce qu'est la REDD +, suggérant soit d'éviter la mention de l'abréviation, soit d'ajouter une référence au mécanisme bolivien conjoint d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrée et durable des forêts, comme approche alternative non marchande. Le SALVADOR a souligné la nécessité de mettre l'accent à la fois sur les mesures d'adaptation et les mesures d'atténuation. Le BRESIL et l'INDE ont déclaré que les données concernant les mesures de sauvegarde doivent être sous la conduite des pays. Le BRESIL a encore averti que la question des forêts ne se réduit pas à la REDD +.

L'AFRIQUE DU SUD, la NORVEGE et la SUISSE ont soutenu le maintien de la référence à une liste indicative d'indicateurs. Le BRESIL a souhaité sa suppression, et la COLOMBIE a déclaré qu'une liste d'indicateurs est prématurée.

Les parties ont examiné une demande au Secrétariat d'élaborer des conseils supplémentaires. L'UE, avec un grand nombre de pays, a soutenu la présentation à l'Organe subsidiaire, avant la CdP 12, d'un rapport sur les progrès accomplis. L'INDONESIE a préféré un mandat pour le Secrétariat, de compiler les données concernant les effets potentiels des activités de la REDD + sur les communautés autochtones et locales. La FAO a présenté un rapport sur l'exploration des synergies avec l'initiative sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et le commerce international. La COALITION MONDIALE DES FORETS a déploré la priorité accordée à la REDD + à la place et lieu d'autres questions touchant à la biodiversité des forêts.

La géo-ingénierie : Le GHANA, appuyé par GRENADE et la BOLIVIE, a souligné l'approche de précaution et a fait part de sa préoccupation au sujet des définitions émanant du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Le KOWEIT a préféré une définition tirée du Rapport d'évaluation du GIEC. La CHINE a affirmé que la définition de géo-ingénierie doit être élaborée sur la base de celles

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des États-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

retenues par le GIEC et par la CCNUCC. Le GRULAC a jugé les discussions sur la géo-ingénierie prématurées et la CDB, pas la meilleure instance pour l'hébergement du mécanisme de sa réglementation. Le délégué des PHILIPPINES a affirmé que les aspects de la biodiversité touchant à la géo-ingénierie doit continuer à relever de la compétence de la CDB. La COALITION MONDIALE DES FORETS et le GROUPE ETC ont déclaré que la CDB est l'organe approprié pour la supervision de la gouvernance de la géo-ingénierie.

Le GHANA, l'UE, l'ARGENTINE, l'AFRIQUE DU SUD, les PHILIPPINES et le KOWEIT ont préféré la reconnaissance de l'absence, et de la nécessité, d'un "cadre exhaustif, fondé sur la science, global, transparent et efficace pour les concepts de géo-ingénierie qui sont capables de donner lieu à des effets transfrontaliers négatifs et qui sont déployés dans les ZADJN et dans l'atmosphère". La NORVEGE et les ETATS-UNIS ont préféré souligner que "la nécessité d'un mécanisme, exhaustif, fondé sur la science, global, transparent et efficace est sans doute le plus approprié" pour cette géo-ingénierie. L'INDE, appuyée par la BOLIVIE, a recommandé que l'application de techniques de géo-ingénierie soit différée en attendant l'élaboration d'une entente scientifique plus solide et d'un cadre juridique approprié. Le GROUPE AFRICAIN a recommandé le maintien du moratoire et de mandater l'OSASTT d'examiner le rapport du GIEC sur la géo-ingénierie, attendu en 2014. La BOLIVIE, la COALITION MONDIALE DES FORETS et le GROUPE ETC ont recommandé le renforcement du moratoire de la CDB en interdisant les expériences en plein air.

L'ARGENTINE, contrée par l'AFRIQUE DU SUD, a proposé de supprimer la référence au droit international coutumier comme étant pertinent pour les activités de géo-ingénierie, mais constituant toujours une plate-forme incomplète pour une régulation mondiale.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATÉGIQUE ET LES OBJECTIFS D'AICHI : Etablissement d'objectifs nationaux et actualisation des SPANB : L'ARGENTINE a appelé à un processus de participation solide lors de la révision des SPANB. L'UICN a souligné que les SPANB sont essentiels pour l'intégration de la biodiversité dans les objectifs généraux de la société. La FAO a déclaré que ses correspondants nationaux pourraient contribuer à la conception des SPANB.

Suivi de l'application : L'ARGENTINE a exprimé sa préoccupation au sujet de certains indicateurs. KIRIBATI a appelé à l'inclusion des données de base utilisées dans l'élaboration des indicateurs. Le PNUE, DIVERSITAS, le GROUPE SUR L'OBSERVATION DE LA TERRE et le CENTRE D'INFORMATION MONDIAL SUR LA BIODIVERSITÉ ont présenté des exposés sur leur travail.

Le GROUPE DE TRAVAIL DU FIAB SUR LES INDICATEURS a appelé au soutien des systèmes de suivi communautaire, à travers l'établissement de partenariats entre les gouvernements et les peuples autochtones.

LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LE MÉCANISME DE FINANCEMENT : Examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/WG-RI/4/6/Add.1, UNEP/CBD/COP/11/INF/6 et 7, UNEP/CBD/COP/11/4/Rev.1, 14 et 14/Add.1-3). Dans un message vidéo, Pavan Sukhdev, président du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources, a présenté le rapport du groupe d'experts (UNEP/CBD/COP/11/14/Add.2), soulignant que la mise en œuvre de certains objectifs nécessite des investissements de plusieurs centaines de milliards de dollars.

Le GRULAC a souligné la nécessité de ressources financières nouvelles, supplémentaires, prévisibles et adéquates, et a suggéré que des fonds fiduciaires nationaux complètent les dispositions financières de la Convention à travers la canalisation des ressources internationales. Le GROUPE AFRICAIN a appelé à une augmentation annuelle de 20% des apports financiers internationaux aux pays en développement et à davantage de clarté sur les marchés, les compensations et les mécanismes financiers novateurs. La NORVEGE a souligné la nécessité de conjuguer les efforts fournis dans les domaines de la mobilisation des ressources, du suivi de financement de la biodiversité et de la création de conditions favorables. L'Australie s'est opposée à la fixation d'objectifs quantitatifs spécifiques à l'aide publique au développement.

Le CANADA a souligné la nécessité de surveiller la mise en œuvre de la stratégie par les parties, et l'importance des évaluations nationales pour l'établissement des seuils de référence, se déclarant prêt à discuter des objectifs lorsque les parties auront achevé leur processus de collecte des données. Le PEROU a souligné la nécessité du renforcement des capacités, et l'ARGENTINE, du financement, en faveur des pays pour l'entreprise d'évaluations nationales des besoins et des lacunes. Le JAPON a estimé qu'il était prématuré d'adopter un seuil de référence et des objectifs à la CdP 12. KIRIBATI a souligné l'importance de s'entendre sur les objectifs en matière de financement durant la présente réunion, précisant que les données disponibles sont suffisantes. L'INDE a expliqué que l'établissement d'objectifs maintenant, même à titre provisoire, renforcerait la confiance entre les parties. Le MEXIQUE a

déclaré que ce serait une "grave erreur" de retarder la mise en œuvre. Le COSTA RICA a appelé à des directives régissant la collecte et l'analyse des données.

Le délégué des PHILIPPINES a appuyé l'adoption du cadre préliminaire de communication des données pour la mobilisation des ressources. La BOLIVIE a affirmé que les indicateurs du cadre devraient également porter sur l'action collective entreprise par les peuples autochtones et les communautés locales. Mettant en exergue le principe des responsabilités communes mais différenciées, la CHINE a souligné que le cadre doit être facultatif pour les pays en développement.

Le FEM : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/4, 8 et 15/Rev.2). Les délégués ont entendu des rapports sur les activités du FEM touchant à la biodiversité, menées au cours des deux premières années de la cinquième reconstitution du FEM (FEM-5) et l'analyse du groupe d'experts sur les besoins en financement de la FEM-6.

Le Rapport du FEM : Le MEXIQUE a proposé une méthode plus simple pour améliorer la logique qui sous-tend le processus d'allocation des ressources du FEM.

Orientations sur le mécanisme de financement : La COLOMBIE a souligné l'importance d'avoir un financement stable pour les SPANB. Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que la formulation du portefeuille national portait atteinte à la souveraineté des Etats et qu'elle devrait être révisée. Le GHANA, avec plusieurs autres participants, a indiqué que la CdP devrait demander au FEM d'améliorer la célérité du soutien financier. Le JAPON et la NORVEGE ont suggéré de proroger le Fonds de mise en application du Protocole de Nagoya (FMAPN) jusqu'à la CdP 12. La NAMIBIE et KIRIBATI ont encouragé la rationalisation des procédures du FEM, la NAMIBIE suggérant d'appeler le FEM à plutôt "contracter directement à travers les bénéficiaires qu'à travers les agents habituels du FEM", pour les décaissements du FMAPN.

Détermination des besoins de la FEM-6 : Le MEXIQUE a plaidé pour la prorogation du mandat du groupe de haut niveau. La COLOMBIE a appelé à "inviter" les pays industrialisés à accroître leurs contributions au FEM, et a proposé un texte soulignant que la plus faible estimation des fonds nécessaires à la mise en œuvre est de 5 milliards de dollars. Le JAPON a appelé à prendre en considération également la capacité des donateurs. Le BRESIL a déclaré que l'établissement des priorités de la FEM-6 doit tenir compte du Plan stratégique et de la détermination des besoins nationaux. L'INDE a souligné la nécessité de surveiller l'impact des projets de la FEM-6 sur la réalisation des objectifs d'Aichi. La SUISSE a mis en garde contre la suggestion d'un chiffre et d'un objectif pour la sixième reconstitution du FEM (FEM-6).

LE PROTOCOLE DE NAGOYA : Janet Lowe (Nouvelle-Zélande) et Fernando Casas (Colombie), co-présidents du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (CIPN), ont présenté un rapport sur les résultats de la CIPN 1 et 2. Le Secrétariat a présenté les projets de décisions (UNEP/CBD/COP/11/6).

La NAMIBIE a recommandé que la CDP assure le suivi de la mise en application de l'Article 15 de la CDB (Accès aux ressources génétiques) par les parties de la CDB qui ne sont pas parties au Protocole. Le MEXIQUE a souligné que les activités visant à favoriser la ratification du Protocole et sa mise en application seront financées par le budget central. Le CAMEROUN a mis en garde contre le renvoi de la CdP 12 à 2015, en vue d'augmenter la dynamique en faveur de la ratification.

DANS LES COULOIRS

Le matin, les participants qui s'étaient rendus à la réception organisée lundi au stade de Gachibowli étaient encore en extase à propos du spectacle de lumière haut en couleur et du sentiment de connexion suscité par l'essai de nouveaux pas de danse avec quelques milliers d'autres personnes confuses, mais jubilatoires. Toutefois, lorsque la CdP a repris ses travaux, on s'est vite rendu compte que la synchronie des mouvements est restée sur la piste de danse; les présidents des deux groupes de travail ont eu du mal à maintenir les brèves interventions et l'ordre du jour sur la bonne voie.

"Money, money, money" du Groupe ABBA aurait été la bande-son adéquate des principales discussions dans les deux groupes de travail. Dans le GT II, les appels à davantage d'orientations "normatives" au FEM ont rencontré le scepticisme de ceux qui considèrent que le Conseil du FEM est la bonne instance pour la discussion des objectifs de financement. Dans le GT I, certains participants ont déploré "l'influence disproportionnée" des bailleurs de fonds sur le processus décisionnel international sur les forêts, qui accorde la priorité à la REDD+ au détriment d'autres questions urgentes touchant à la diversité biologique des forêts, et pointant vers le pouvoir potentiel des bailleurs de fonds "d'imposer" des orientations volontaires régissant les mesures de sauvegarde de la REDD+ sur les bénéficiaires du financement international.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB : MERCREDI 10 OCTOBRE 2012

Le GT I a examiné l'article 8 (j), la biodiversité des terres arides et subhumides, les eaux intérieures et les aires protégées (AP). Le GT II a examiné l'état actuel du Protocole de Nagoya, la coopération, la sensibilisation et la Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique. Un groupe de contact sur l'Article 8 (j) et un comité des Amis du Président sur les articles consacrés au FEM se sont réunis dans la soirée.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

L'ARTICLE 8 (j) : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/7; UNEP/CBD/WG8J/7/INF/5/Rev.1, 5/Add.1 et 7/Rev.1). Faisant référence au résultat de la Conférence de Rio +20, aux résolutions de l'AGNU et à la Convention de Ramsar, la NORVEGE, appuyée par le GUATEMALA et le FIAB, a recommandé de se référer plutôt à "peuples autochtones et communautés locales" au titre de la Convention, qu'à "communautés autochtones et locales" (CAL).

Le rapatriement des savoirs traditionnels (ST) : Le BRESIL a affirmé qu'aucune utilisation continue des savoirs rapatriés ne devrait être autorisée sans le consentement préalable en connaissance de cause (CPCC) et des termes mutuellement convenus (TMC), et a soutenu l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques pour le rapatriement international. Le JAPON a suggéré de supprimer l'interprétation des savoirs traditionnels, proposée par la Convention, en raison des travaux en cours sur la définition des savoirs traditionnels dans l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Le GROUPE AFRICAIN a proposé la suppression des crochets autour du libellé portant sur le rapatriement des savoirs traditionnels, qui ne nuit pas à la poursuite de l'exploitation de ces savoirs dans la partie qui rapatrie, tandis que la Colombie a préféré la suppression de ce libellé. Le GROUPE AFRICAIN a suggéré aussi la suppression des crochets autour du libellé appelant à l'interprétation du rapatriement à la lueur des articles 8 (j) et 17 (2) de la CDB (l'échange d'informations, y compris les savoirs traditionnels).

L'utilisation durable coutumière : L'INDE a appelé à la souplesse dans l'utilisation d'un nouvel indicateur applicable au changement d'affectation des terres et au régime foncier dans les territoires traditionnels des CAL.

Au sujet d'une liste de tâches indicative pour le plan d'action sur l'utilisation coutumière durable, le GROUPE AFRICAIN, les ILES DU PACIFIQUE et le BRESIL ont soutenu une évaluation des politiques nationales et sous-nationales visant à s'assurer de la protection et de l'encouragement de l'utilisation coutumière durable. Le GROUPE AFRICAIN et les ILES DU PACIFIQUE ont également soutenu l'élaboration de directives régissant l'élaboration d'une législation portant sur le respect, la protection et la promotion de l'utilisation coutumière durable et des savoirs traditionnels, le BRESIL a suggéré une référence à "conformément à la législation et aux circonstances nationales". L'INDE a recommandé que les directives permettent la prise en compte des circonstances nationales. Le FIAB a préféré "élaborer des mécanismes permettant de reconnaître et de respecter les lois, protocoles et procédures communautaires et

les institutions et autorités traditionnelles dans la législation nationale et sous-nationale" et "examiner et réviser les lois et politiques nationales et sous-nationales en prenant en considération les lois et pratiques coutumières". Le CANADA a proposé à la place et lieu de cela, de rassembler les données relatives aux études de cas sur l'utilisation coutumière des terres et les pratiques communautaires de gestion des ressources, et de fournir des outils et des réseaux pour permettre aux CAL de tracer la carte de leur utilisation coutumière; et d'inviter l'UICN à entreprendre des travaux sur les bonnes pratiques en matière de gouvernance, de récolte, d'accès aux sites sacrés et le partage des avantages des CAL dans le cadre des catégories des AP de l'UICN. Le GROUPE AFRICAIN, les ILES DU PACIFIQUE et le FIAB, contrés par le BRESIL, ont appuyé une tâche indicative pour l'exploration des liens entre le changement climatique, l'utilisation coutumière durable et les savoirs traditionnels.

LA BIODIVERSITÉ DES TERRES ARIDES : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/25). L'ARGENTINE a souligné les divergences terminologiques entre la CDB et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD), et le YEMEN a souligné la nécessité d'une harmonisation.

Le KENYA a souligné le rôle des éleveurs itinérants, des peuples autochtones et des savoirs traditionnels. La FAO a souligné les directives volontaires encadrant la gouvernance foncière, adoptées récemment. L'UE a déclaré que la base de données des connaissances scientifiques entre la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité et la conservation et la restauration des stocks de carbone organique, doit être utilisée pour l'établissement des priorités. L'Arabie Saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a souligné la nécessité de documenter les systèmes de savoirs traditionnels permettant de préserver les stocks de carbone organique et la gestion rationnelle des écosystèmes.

LES EAUX INTERIEURES : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/30 et INF / 2). Les parties ont examiné la Recommandation XV / 5 de l'OSASTT. Beaucoup ont soutenu l'idée de susciter de nouvelles synergies et davantage de coopération entre les secrétariats des accords pertinents. L'UE a appelé à l'utilisation des définitions et termes figurant dans les conventions. La NORVEGE et la NOUVELLE ZÉLANDE ont suggéré de reconnaître l'importance du cycle de l'eau pour la plupart des domaines abordés dans la Convention, et de la réalisation des objectifs d'Aichi. Le CANADA a demandé au Secrétariat d'élaborer des initiatives de gestion de l'eau avant la CdP 12. La REPUBLIQUE DE COREE a suggéré l'insertion d'une référence à la pertinence de l'eau telle que figurant dans le résultat de Rio +20. Le PEROU a appuyé l'insertion d'une référence aux écosystèmes qui sont partagées et qui font partie d'une domaine d'intérêt international.

LES AIRES PROTEGEES : Le Secrétariat a introduit ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/2 et 26). Plusieurs pays en développement ont souligné la nécessité d'un soutien financier pour la réalisation de l'objectif 11 d'Aichi (AP). L'UE a souligné la nécessité : d'entamer, dans le cadre de l'AGNU, des négociations pour un nouvel accord sur la mise en œuvre de la CNUDM, en rapport avec les aires protégées marines situées au-delà de la juridiction nationale ; d'établir un lien entre l'Article 9 du Protocole de Nagoya (contribution à la conservation et à l'utilisation durable) et les aires protégées

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

; et de renforcer les capacités des communautés autochtones et locales. Le GROUPE AFRICAÏN a attiré l'attention sur l'efficacité de la gestion des AP, sur les questions touchant aux moyens de subsistance ; et d'un soutien en faveur de la gestion harmonisée des aires protégées transfrontalières. La BOLIVIE a souligné la nécessité de promouvoir et de soutenir financièrement la participation des CAL dans le processus de réalisation de l'Objectif 11 d'Aichi.

Le CANADA a demandé un éclaircissement de la référence aux "réserves extractives" figurant parmi les approches communautaires en matière de biodiversité. Le délégué des PHILIPPINES a mis en exergue l'utilisation volontaire et l'élaboration du registre mondial des zones conservées des communautés locales et autochtones (ZCCAL) gérées par le Centre de suivi de la conservation (WCMC) du PNUE. La COLOMBIE a proposé de renforcer la reconnaissance et le soutien des approches communautaires de conservation de la biodiversité, y compris les ZCCAL et autres zones communautaires classés dans les catégories des AP de l'UICN.

La SUISSE a appelé le Secrétariat et l'UICN à fournir des orientations sur les conditions exigées dans l'Objectif 11 d'Aichi, telles que la représentativité écologique et l'efficacité de la gestion. La THAÏLANDE a proposé d'inviter les parties à évaluer l'état actuel des écosystèmes et d'accorder une priorité aux zones dégradées dans les aires protégées. Le FIAB a appelé au CPCC libre des peuples autochtones et des communautés locales avant l'établissement des AP.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LE PROTOCOLE DE NAGOYA : Tous les délégués ont appuyé la convocation du CIPN pour une troisième réunion, l'AFRIQUE DU SUD et le GHANA appelant à des délais stricts pour l'achèvement de ses travaux. La MALAISIE, l'INDE et la TURQUIE ont appuyé la tenue d'une réunion d'experts sur le mécanisme global multilatéral de partage des avantages. L'UE a suggéré que la CdP 11 sollicite des soumissions sur les clauses types, les codes de conduite et les lignes directrices.

La MICRONÉSIE a souligné la récente ratification du Protocole de Nagoya. Le MAROC, l'INDONÉSIE, l'AFRIQUE DU SUD, la NAMIBIE, l'EQUATEUR ET l'INDE ont fait état de leur ratification imminente. Le SOUDAN et le SENEGAL ont parlé d'ateliers sur le renforcement des capacités et la sensibilisation, destinés aux décideurs. L'OUGANDA a suggéré d'ajouter un libellé encourageant les parties à ratifier le Protocole. L'UICN a suggéré la conduite d'une analyse des obstacles posés à la ratification et à la mise en œuvre.

Le GRULAC a souligné l'importance du rôle des communautés autochtones et locales pour la mise en œuvre, et la nécessité de renforcer leurs capacités, et a suggéré que les activités visant à soutenir la mise en œuvre et l'entrée en vigueur rapide, soient couvertes par le budget central. L'ARGENTINE a attiré l'attention sur la traduction du Protocole en quatre langues autochtones.

Le JAPON a souligné l'importance d'établir un centre d'échange consacré à l'APA, et la SUISSE a appelé à des ressources supplémentaires provenant du budget central. Le délégué des PHILIPPINES a suggéré que les initiatives ayant trait à l'accès, prises par les organismes de recherche, ne doivent pas être financées par le FEM, lorsque le pays fournisseur n'a pas encore mis en place son cadre réglementaire. Le BANGLADESH a encouragé l'établissement d'un processus accéléré dans le FIPN. Le SENEGAL, le GABON, la NAMIBIE, le COSTA RICA, l'EQUATEUR, le BÉNIN et le PEROU, contrés par le CANADA, ont appelé à l'établissement d'un guichet spécial pour l'APA dans le système STAR du FEM.

La COMMISSION DE LA FAO SUR LES RESSOURCES GENÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (CRGAA) a présenté les résultats de la première session de son Groupe de travail sur l'APA au service de l'alimentation et de l'agriculture, qui s'est tenue en septembre 2012 en Norvège. Le TRAITE INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (TIRPG) a déclaré que la mise en œuvre du Protocole donne l'occasion de relancer le dialogue entre les experts en environnement et en agriculture, sur les ressources phylogénétiques.

LA COOPÉRATION : Le Secrétariat a présenté les documents sur la Décennie des Nations Unies sur la biodiversité et sur la coopération avec d'autres organisations, notamment dans le domaine de la biodiversité agricole et forestière (UNEP/CBD/COP/11/4 et 16, 17 et 32, et INF/11, 27, 30, 31, 41, 44, 46 et 52/Rev.1).

Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique : La BIELORUSSIE a proposé un libellé appelant les parties à intensifier les activités liées à la Décennie des Nations Unies et à présenter des rapports annuels.

Coopération avec les organisations internationales :

La THAÏLANDE a proposé un texte appelant à renforcer et à accroître les synergies entre la CDB et la CCNUCC, sur les villes à faibles émissions de carbone. L'UE a appelé à un meilleur usage des directives régissant la biodiversité et le développement du tourisme. Au sujet du programme de travail conjoint avec l'UNESCO sur la diversité biologique et culturelle, l'Australie a proposé un texte sur la cohérence avec les obligations internationales, tandis que l'INDE a appelé à l'examen des contextes nationaux particuliers. L'AFRIQUE DU SUD a déclaré que les parties doivent "s'engager" à utiliser l'IPBES.

Beaucoup ont appelé à la coordination au niveau national, et l'INDE a déclaré que les SPANB peuvent aider à assurer la cohérence des politiques. Les JEUNES ont appelé à leur participation dans le processus de décision à tous les niveaux.

La biodiversité des forêts : L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX (OIBT) a présenté des projets sur la biodiversité des forêts tropicales. La NOUVELLE-ZÉLANDE a parlé de la collaboration avec la FAO sur l'évaluation de 2015 des ressources forestières mondiales. Beaucoup ont proposé la poursuite de la coopération avec l'OIBT aux fins d'élargir les travaux sur la biodiversité des forêts tropicales. L'UE a proposé la suppression des crochets entourant certains libellés invitant les parties à fournir des fonds pour couvrir un poste conjoint entre la CDB et le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF).

La biodiversité agricole : Le délégué des PHILIPPINES a demandé que la mise en œuvre du plan de travail conjoint entre les Secrétariats de la CDB, de la FAO et du CRGAA prenne en ligne de compte les droits des agriculteurs. ACTION PRATIQUE a appelé à une collaboration avec le Comité de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale. Le FIAB a appelé à la revitalisation des systèmes agricoles traditionnels. La FAO a souligné l'approbation du Partenariat mondial sur les sols par le Conseil de la FAO.

Les entreprises et la biodiversité : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/18/Add.1). L'Égypte, pour le GROUPE ARABE, a recommandé que les initiatives de partenariat se focalisent sur les plans et mesures nationaux, avec un financement du secteur privé. L'Australie a suggéré que les politiques de la CDB, touchant à l'entreprise, soient souples, volontaires et aptes à reconnaître les circonstances nationales. Le GRULAC a déclaré que toutes les mesures doivent être fondées sur des normes élaborées par des institutions internationales reconnues. La SUISSE a encouragé les entreprises à rendre compte de leurs impacts sur la biodiversité.

L'engagement des parties prenantes : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/18 et 32, et INF/1, 43 et 57). Le MEXIQUE a appelé au renforcement des capacités des autorités locales en matière d'élaboration des plans locaux pour la mise en œuvre des objectifs d'Aichi. SINGAPOUR a appelé les villes à élaborer des indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre. L'INDE, le CANADA et l'UE ont soutenu le projet de texte sur le plan d'action sexo-spécifique. Le CAMEROUN a proposé d'inviter les parties à soumettre des propositions sur les indicateurs permettant de suivre l'intégration des femmes.

DANS LES COULOIRS

Le thème des savoirs traditionnels (ST) a été tissée durant les délibérations menées au cours de la troisième journée de la CdP. Dans le GT I, un tonnerre d'applaudissements a suivi la proposition de la Norvège appelant la CDB à se référer à "peuples autochtones et communautés locales", à adopter la terminologie utilisée par l'AGNU et plusieurs autres instances de l'environnement et des droits humains. Plusieurs pays ont également exprimé leur soutien en faveur des aires conservées des communautés autochtones, tandis qu'un sentiment de "famille heureuse" a prévalu dans les préparatifs de l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya, dans le GT II. Toutefois, les vibrations ont été moins positives, au sein du groupe de contact nocturne sur l'Article 8 (j), où les controverses ont continué au sujet du travail de la CDB sur les législations nationales régissant les savoirs traditionnels, le rapatriement international et la relation entre le changement climatique et les savoirs traditionnels. A l'extérieur du Centre des conférences international de Hyderabad, la Conférence mondiale du Partenariat international pour l'Initiative Satoyama a montré, exemple à l'appui, que les savoirs traditionnels restent, comme l'a dit un participant, "plus pertinents que jamais" pour la biodiversité et les moyens de subsistance durables, rappelant que les savoirs traditionnels est la chaîne de la "riche trame de la vie".



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB JEUDI 11 OCTOBRE 2012

Le GT I a examiné : l'utilisation durable, la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP), les biocarburants et la biodiversité, les espèces exotiques envahissantes (EEE) et les mesures d'incitation. Le GT II a examiné : le fonctionnement de la Convention, et la biodiversité et le développement. Le comité des Amis de la présidence sur le mécanisme financier s'est réuni toute la journée. Des groupes de contact sur l'Article 8 (j) et sur la mobilisation des ressources se sont réunis dans la soirée.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

L'UTILISATION DURABLE : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/2 et 29). La FEDERATION DE RUSSIE, l'INDONESIE et d'autres ont soutenu le renforcement de l'application des Principes et directives d'Addis-Abeba. Le GRULAC, le JAPON, le NEPAL et d'autres ont plaidé pour la reconnaissance de l'utilité de l'initiative de Satoyama comme plate-forme pour la création de synergies entre les initiatives au niveau du paysage. L'Australie a jugé prématuré de limiter les références à une plateforme particulière et a préféré retenir une référence à son utilité "potentielle".

La COLOMBIE a souligné la nécessité d'inclure les savoirs traditionnels dans l'élaboration des politiques et plans nationaux. S'agissant de l'engagement d'autres dans l'élaboration d'alternatives à la gestion non durable, l'ISLANDE s'est opposée à l'insertion d'une référence au secteur de la pêche.

La FEDERATION DE RUSSIE a souligné que l'utilisation durable de la faune englobe à la fois les zones tropicales et les zones non tropicales. La FAO s'est portée volontaire pour l'animation du partenariat de collaboration proposé dans le domaine de la gestion durable de la faune. Au sujet du "transfert", "autant que possible", de l'accès, des droits et de la responsabilité de la gestion durable des ressources fauniques aux CAL, le FIAB, appuyé par l'ETHIOPIE, a suggéré que les CAL qui peuvent fournir des solutions durables "devraient avoir accès à ces ressources et être suffisamment autonomisés. "TRAFFIC, avec le FIAB, a suggéré : plutôt "adopter" que "accueillir favorablement" les recommandations révisées du Groupe de liaison sur la viande de brousse ; leur intégration dans les SPANB ; et la détermination de correspondants spécifiques nationaux pour la viande de brousse.

SMCP : Le Secrétariat a présenté ce point (UNEP/CBD/COP/11/3). Plusieurs délégations ont appuyé le projet de décision. Le PEROU a appelé au soutien des efforts nationaux visant à accroître les connaissances sur la diversité floristique. La THAILANDE a suggéré d'encourager les pays et les partenaires à identifier les détenteurs de spécimens et des renseignements qui s'y rapportent, et de les aider à rendre l'information accessible, avec leur consentement. Le CANADA a fait état de certaines réserves concernant les annexes, mais a exprimé sa volonté d'accepter le projet de décision. Le BRESIL a souligné la nécessité de prendre en ligne de compte les conditions nationales particulières. L'ETHIOPIE a souligné la

nécessité de renforcer les capacités taxonomiques et d'un soutien financier "prévisible" pour la mise en œuvre de la SMCP. Le PARTENARIAT MONDIAL POUR LA CONSERVATION DES PLANTES a fait part de sa volonté de fournir une assistance technique aux niveaux national et régional. Le président González Posse a proposé, et les délégués ont accepté, d'enregistrer les réserves dans le rapport de la réunion, et d'approuver le projet de décision tel que transmis par l'OSASTT.

LES BIOCARBURANTS ET LA BIODIVERSITE : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/3). Plusieurs participants ont soutenu le projet de décision, le SALVADOR, le NIGER, la SUISSE et l'AFRIQUE DU SUD soulignant la pertinence de l'approche de précaution.

Le QATAR s'est déclaré préoccupé par : l'érosion de cultures vivrières ; l'incertitude de la mesure des impacts indirects ; les impacts économiques et sociaux sur les communautés autochtones et locales ; et la pénurie d'eau, et a proposé de préciser que la décision n'est pas contraignante. Le KOWEIT a proposé un libellé soulignant les impacts potentiels sur la sécurité alimentaire. La BOLIVIE a remis en question le potentiel des biocarburants en matière d'atténuation du changement climatique, et a fait état d'inquiétudes au sujet de la sécurité alimentaire et des subventions en faveur des monocultures. L'ETHIOPIE a proposé de demander au Secrétariat de la CDB et à d'autres organisations pertinentes, de rassembler des exemples concrets des impacts positifs et des impacts négatifs. Le président González Posse a proposé, et les délégués ont accepté, de noter les réserves dans le rapport de la réunion et d'accepter le projet de décision tel que transmis par l'OSASTT.

LES EEE : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/2, 28 et INF/33 et 34). Beaucoup ont soutenu le renouvellement de la demande de la CDB d'un statut d'observateur au sein du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'UE, appuyée par l'AFRIQUE DU SUD, a proposé d'inviter le Comité des mesures SPS à répondre favorablement la demande. Le délégué des PHILIPPINES a suggéré d'ajouter que les normes internationales adéquates "tiennent compte de l'article 9.2 de l'Accord sur les mesures SPS, qui exige que les pays importateurs reconsidèrent les mesures SPS qui posent des difficultés aux pays en développement."

Le BRESIL a souligné le caractère pratique et non normatif de l'enveloppe d'outils proposée sur les EEE. L'ARGENTINE s'est interrogée sur la compatibilité de l'enveloppe d'outils avec les règles de l'OMC.

Le MEXIQUE, SAINT-KITTS-ET-NEVIS et GRENADIE ont souligné les impacts de la rascasse volante invasive. Le délégué des ILES DU PACIFIQUE a appelé à une assistance technique au niveau sous-régional, dans les normes internationales. L'INDONESIE a appuyé la coopération croissante entre les organismes internationaux travaillant sur des normes applicables aux EEE. L'INDE a souligné la nécessité de surveiller les accords commerciaux pouvant constituer une menace à la biosécurité. La SUISSE a proposé de se focaliser sur les mesures visant à contrôler et à éradiquer les EEE prioritaires, après en avoir minimisé les risques, dans la réalisation de l'Objectif 9 d'Aichi (EEE). La COLOMBIE a suggéré d'inclure les considérations de santé publique dans le futur.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Le JAPON s'est opposé à, et la PROTECTION DES VÉGÉTAUX (CIPV) a appuyé, l'idée de demander à la CIPV, entre autres, d'inviter ses membres à élargir leurs mesures sanitaires et phytosanitaires à la protection des plantes évoluant dans les milieux marins, terrestres et d'eau douce. L'ARGENTINE a mis en garde que cette proposition doit être fondée sur des évaluations des risques appropriées.

LE GTI : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/2). Les délégués ont adopté la décision telle que soumise par le SBSTTA.

LES MESURES D'INCITATION : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/3 et INF/10). L'UE a souligné : que les incitations peuvent aider à la livraison des objectifs d'Aichi de la manière la plus rentable possible ; que les besoins de financement de la biodiversité doivent aussi être abordés à travers l'économie verte et des mécanismes de financement novateurs ; que le rapport sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité (EEB) doit être utilisé pour le réexamen des SPANB ; et que l'UE s'est engagée à intégrer la biodiversité dans la réforme de son secteur agricole et de la pêche. Le GRULAC a parlé de la répartition régionale inégale des incitations perverses, appelant à l'élimination des subventions accordées au secteur de l'agriculture et de la pêche dans les pays industrialisés, et a exprimé son soutien pour la rétribution des services écosystémiques s'ils traduisent par la conservation et l'utilisation durable.

Le CANADA a souligné le besoin d'efforts supplémentaires en faveur des valeurs non marchandes de la biodiversité. L'Australie, appuyée par la Nouvelle Zélande, a recommandé de s'assurer de l'harmonie avec les obligations internationales pertinentes. Le Brésil a proposé de tenir compte de l'adoption, à Rio +20, du programme décennal sur la production et la consommation durables. La Colombie a mis en exergue et les valeurs économiques et les valeurs non économiques, soulignant la portée limitée des EEB sur la rentabilité. Le président González Posse a proposé, et les délégués ont accepté, d'approuver le projet de décision tel que transmis par l'OSASTT.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LE MECANISME DE FINANCEMENT : La Belgique a présenté un rapport sur la réunion de mercredi des Amis de la présidence sur ce thème, signalant l'examen d'un document non officiel des directives destinées au mécanisme de financement. Le délégué a indiqué que les participants ont examiné le libellé sur l'opportunité d'un soutien financier du FEM et la nécessité d'accroître les contributions financières, sans parvenir à un accord.

LA COOPERATION : Au sujet du thème Entreprises et Biodiversité, ECONEXUS a déclaré que l'adoption de mesures de protection de la biodiversité incombait aux gouvernements et qu'elle ne doit pas être laissée au secteur de l'entreprise ; SEARICE a souligné que des normes volontaires ne doivent pas avoir la priorité sur des règlements contraignants ; et le PNUE-WCMC a attiré l'attention sur ses directives sur la politique d'intégration des services des écosystèmes de biodiversité dans les normes (UNEP/CBD/COP/11/INF/59). La FAO a attiré l'attention sur la Journée mondiale de l'alimentation, qui aura lieu le 16 octobre, et qui est axée sur les coopératives agricoles.

LE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION : Périodicité des réunions et retrait des décisions : Le Secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/10/10 et Add.1, et INF / 1). La plupart des délégués, y compris le GROUPE AFRICAIN, le Brésil, l'Inde, l'UE et la Suisse, ont appelé au maintien du calendrier de l'exercice biennal actuel des réunions de la CdP, plusieurs intervenants soulignant la nécessité de maintenir la dynamique de mise en œuvre et que le facteur prédominant pour la prise de décision ne doit pas être le financement. Le Japon a appelé à un nouvel examen, à la CdP 12.

L'UE s'est opposée au retrait d'éléments de la décision VII/5 concernant le travail de l'AGNU sur les ressources génétiques des grands fonds marins des ZADJN. L'ALLIANCE DE LA CDB a appelé au non retrait des décisions, en particulier, du texte sur les technologies de restriction de l'utilisation.

Les mécanismes disponibles et supplémentaires : Le Secrétariat a présenté ce point (UNEP/CBD/COP/11/2, 19 et 19/ Add.1 et INF/3 et 51).

L'IPBES: La Norvège a suggéré l'adoption d'un mécanisme permettant de déterminer la manière dont la CDB peut faire des demandes à l'IPBES. Le Mexique a appelé l'OSASTT à identifier les moyens de communication avec l'IPBES. Timor-Leste a appelé à l'élaboration de critères précis concernant la composition de l'IPBES. Le Japon et la Chine ont mis en garde contre la duplication des travaux. L'Inde a suggéré que l'OSASTT soit chargée de faire des demandes à l'IPBES. Le Japon et la Chine ont préféré voir la CdP faire des demandes à l'IPBES. Le Forum Indien de la

Biodiversité a mis en garde que l'IPBES est inutile, car le problème ne réside pas dans le manque d'information, mais dans le manque de volonté politique.

Les thèmes nouveaux et émergents : Les délégués ont examiné trois options placées entre crochets dans la recommandation XII/12 de l'OSASTT : ne pas ajouter de thèmes nouveaux et émergents à l'ordre du jour de l'OSASTT (option 1), soutenu par l'Australie, le Canada, la Thaïlande, la Chine, l'Argentine, la Nouvelle Zélande et le Brésil ; lancer un processus de collecte d'informations pour examen de la biologie synthétique, par l'OSASTT, avant la CdP 12, sur la base de l'approche de précaution (option 2), appuyée par la Bolivie, le Ghana, la Norvège, les Philippines, l'Équateur, le Groupe Africain et le Pakistan signalant que le processus de détermination des thèmes nouveaux et émergents doit être affiné et que l'OSASTT 16 n'est pas en mesure de prendre une décision, et demandant un rapport de synthèse pour examen à l'OSASTT, avant la CdP 12 (option 3), appuyée par la Suisse, l'UE, le Japon et le Koweït.

La Chine a suggéré que la question soit examinée dans le cadre du Protocole sur la biosécurité. La Bolivie, les Philippines, l'Équateur, le Gabon et plusieurs ONG ont soutenu le libellé exhortant les parties à s'assurer que les produits de la biologie synthétique ne soient ni libérés dans l'environnement ni approuvés pour un usage commercial jusqu'à ce qu'une plate-forme scientifique suffisante pour de telles activités, soit disponible. La Norvège, la Nouvelle Zélande et le Brésil ont préféré sa suppression.

BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT : Le Secrétariat a présenté ce point, y compris les recommandations de Dehradun (UNEP/CBD/COP/11/4, 33/Rev.1, 33/Add.1 et INF/4 et 40). Beaucoup ont accueilli avec satisfaction les recommandations et la poursuite des travaux mentionnés dans un GSET. Le Japon et l'Australie ont préféré "prendre note" des recommandations. Le Japon, contrôlé par le Guatemala, a déclaré que l'éradication de la pauvreté ne relève pas de la compétence de la Convention. La Bolivie, avec le Venezuela et Cuba, s'est opposée à l'approche basée sur le marché mentionnée dans les recommandations, et a appelé à veiller à la cohérence avec le résultat de Rio +20.

L'UE a reconnu le rôle de l'APA dans la contribution de l'éradication de la pauvreté, l'Indonésie et la Tunisie soulignant le potentiel du Protocole de Nagoya. Le Gabon a appelé à l'intégration des objectifs d'Aichi dans le programme de développement post-2015. Le Sénégal a appuyé d'inviter les intervenants à fournir des données sur les bonnes pratiques d'intégration de la biodiversité dans les plans d'éradication de la pauvreté. Le Kenya a appelé à des stratégies globales pour lutter contre la pauvreté et les préoccupations concernant la biodiversité.

Le Brésil a appelé à une référence au texte, tiré du document final de Rio+20, qui souligne l'importance des peuples autochtones dans la réalisation du développement durable. Le Pakistan a appelé au renforcement des capacités des communautés autochtones et locales pour aider à l'éradication de la pauvreté. Le FIAB a suggéré de reconnaître la contribution des savoirs traditionnels et d'ajouter une référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA). L'Organisation Femmes pour l'Environnement et le Développement a souligné que les femmes sont confrontées à l'inégalité d'accès aux ressources naturelles, à la terre, à la technologie et au crédit.

DANS LES COULOIRS

Dès jeudi, la CdP a réussi à terminer la première lecture de l'ensemble de ses projets de décisions. "Le rythme s'est accéléré ... Nous avons même adopté quelques décisions aujourd'hui !" a fait observer un participant chevronné surpris. Mais, ceci s'est fait au prix d'une non réouverture des textes transmis par les organes subsidiaires de la CDB, même face à des objections précises des délégations. Le bien-informé a indiqué que le temps et l'argent investis dans les travaux intersessions, durant cette ère d'austérité, appellent à l'évitement de la renégociation d'un texte (préliminaire) approuvé. D'autre part, certains juristes en étaient à se demander si la pratique de pousser vers l'avant par le biais d'accords comportant des réserves, ne risquait pas de diminuer la prise en considération des décisions de la CdP de la CDB au niveau national. Pendant ce temps, les questions difficiles à la CdP 11 sont, à l'évidence, ressorties de l'ordre du jour emballé : autres éléments liés aux financements prévisibles, les délibérations sur la géo-ingénierie et la biologie synthétique ont laissé entendre que la Convention avait encore besoin de trouver son créneau, quand il s'agit des implications de la technologie de pointe. Un éternel optimiste a commenté, «au moins, on s'est laissé suffisamment de temps pour leur traitement".



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB VENDREDI 12 OCTOBRE 2012

Le GT I s'est réuni le matin et l'après-midi pour examiner la biodiversité et le changement climatique, et la mise en valeur des écosystèmes. L'après-midi, la plénière a adopté des décisions sur les biocarburants et la biodiversité, la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP), l'ITM et les mesures d'incitation, a entendu des rapports et a traité des questions d'organisation. Les groupes de contact sur la mobilisation des ressources et sur la REDD+, ainsi que le groupe chargé du budget et des comités des amis du président sur les directives destinées au mécanisme de financement et sur la géo-ingénierie se sont réunis tout au long de la journée.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : Les délégués ont examiné un projet de décision révisé sur diverses questions liées au thème Biodiversité et le changement climatique (UNEP / CBD/COP11/WG.1/CRP.1).

Au sujet du financement devant servir à combler les lacunes dans les données sur la biodiversité et les écosystèmes, le JAPON, l'UE, la NORVEGE, le CANADA et d'autres, contrés par la CHINE, ont suggéré que les gouvernements et les organisations "en mesure de le faire", mobilisent davantage de ressources. Le BRESIL, l'ARGENTINE, la CHINE, la BOLIVIE, la MALAISIE, l'ETHIOPIE et d'autres ont demandé soit de placer entre crochets le libellé appelant à l'approbation de la recommandation de l'OSASTT sur le renforcement des connaissances et des informations concernant les liens entre la biodiversité et le changement climatique, soit d'ajouter une référence au principe des responsabilités communes mais différenciées. L'UE, le CANADA, la NOUVELLE ZELANDE, le JAPON, l'Australie et la NORVEGE s'y sont opposés. Au sujet de l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la biodiversité et sur les services écosystémiques, le BRESIL, contré par l'UE et ISRAEL, se sont opposés à la référence à des "activités de surveillance".

L'ETHIOPIE a suggéré, et les délégués ont accepté, que les parties plutôt "promeuvent" que "envisagent" des synergies entre la biodiversité et les politiques et mesures de lutte contre le changement climatique. Le BELARUS a proposé de rendre compte du rôle que les «écosystèmes restaurés» jouent dans les activités touchant à la lutte contre le changement climatique.

Au sujet du renforcement des inventaires et du suivi de la biodiversité et des services des écosystèmes, l'UE, contrée par le BRESIL, a suggéré d'y inclure l'évaluation des impacts de l'adaptation au, et de l'atténuation du, changement climatique. Le BRESIL, contré par la NORVEGE, a fait objection au libellé appelant au réexamen de l'aménagement du territoire en vue d'améliorer l'adaptation au changement climatique, fondée sur l'écosystème, affirmant que cela relevait du mandat de la CCNUCC.

L'après-midi, les délégués se sont accordés sur des textes de compromis portant sur : le renforcement des connaissances et renseignements, y compris les ensembles de données comparables et la recherche connexe, et des activités de suivi des liens entre la biodiversité, le changement climatique et le bien-être humain dans les programmes éducatifs, l'UE ajoutant "à tous les niveaux" ; le renforcement des inventaires et du suivi des menaces et des impacts probables du changement climatique et les effets positifs et négatifs des mesures d'atténuation du, et d'adaptation au, changement climatique sur la biodiversité et les services écosystémiques ; et "envisager" le réexamen de l'aménagement du territoire en vue d'améliorer l'adaptation au changement climatique, fondée sur les écosystèmes.

LA RESTAURATION DES ECOSYSTEMES : Les délégués ont examiné un projet de décision révisé (UNEP / CBD/COP11/WG.1/CRP.2). Le CANADA, appuyé par l'INDE, a proposé de supprimer la référence à la restauration de l'écosystème comme "dernier recours pour améliorer les écosystèmes dégradés".

Au sujet de la détermination des écosystèmes dégradés pour une restauration potentielle, qui peuvent être utilisés par les communautés autochtones et locales (CAL), la THAILANDE a proposé de promouvoir les bonnes pratiques et les technologies appropriées. La NORVEGE a recommandé la réalisation d'études d'impact social pour s'assurer que les projets de restauration n'affectent pas négativement les CALs qui peuvent utiliser la terre. L'UE a préféré "envisager" la réalisation d'évaluations d'impact social, l'Australie ajoutant "appropriées aux conditions nationales".

Le libellé reconnaissant que les pays en développement ont besoin de ressources financières pour mettre en œuvre la restauration des écosystèmes et pour atteindre les objectifs d'Aichi, le PEROU, appuyé par le SALVADOR, mais contré par le CANADA, a proposé d'inclure les pays qui sont des centres d'origine. L'UE, appuyée par la NOUVELLE ZELANDE, a demandé de placer le libellé entre crochets en raison de ses implications financières, en attendant les discussions sur la mobilisation des ressources. La SOMALIE, le SOUDAN, le QATAR, la REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, le TOGO, la TURQUIE et d'autres pays en développement ont souhaité le maintien du libellé. Le JAPON a proposé de se référer non seulement aux ressources financières, mais aussi aux ressources techniques et humaines. La CHINE, appuyée par le BRESIL, a proposé d'y ajouter "conformément à l'article 20 de la CDB" (Ressources financières). Le MEXIQUE a exhorté les délégués à ne pas répéter l'expérience de la CdP 10 à Nagoya, où plusieurs portions des décisions ont été laissées entre crochets jusqu'à la conclusion des discussions sur la mobilisation des ressources. La présidente González Posse a exhorté les délégués à ne pas laisser le processus "otage" de la discussion sur la mobilisation des ressources.

L'après-midi, les délégués ont convenu de ne pas établir un GSET sur la restauration des écosystèmes, mais de demander au Secrétariat d'entreprendre les tâches initialement allouées à un GSET. Attirant l'attention sur les discussions non officielles en cours sur la terminologie à retenir, "peuples autochtones et

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

communautés locales" ou "communautés autochtones et locales", le CANADA et l'UE ont demandé de placer ces références entre crochets.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Les participants ont examiné et révisé un document officieux raccourci suite aux discussions tenues jeudi soir. Les coprésidents Ines Verleye (Belgique) et Javier Camargo (Colombie) ont expliqué que le document officieux comprenait un texte examiné dans le GTEA, ainsi que de nouvelles contributions des parties, regroupées sous des rubriques consacrées : au préambule ; au cadre de la communication des données ; aux seuils de référence ; aux objectifs ; à l'examen des objectifs de la stratégie de mobilisation des ressources ; au débat de haut niveau ; aux conditions habilitantes ; aux mécanismes financiers novateurs ; et aux demandes à l'intention du Secrétariat. Le débat s'est concentré sur les questions de procédure. Les pays en développement ont souligné la nécessité de commencer l'examen de la section consacrée aux objectifs, faisant valoir la nécessité d'au moins un objectif intermédiaire. Les pays industrialisés ont préféré procéder d'abord à l'examen du cadre de communication des données et des seuils de références, signalant que ces sections fournissent le cadre nécessaire à la discussion sur les objectifs. Certains pays en développement ont également soutenu que les mécanismes de financement novateurs peuvent être acceptés uniquement en combinaison avec un système de suivi de leur efficacité.

LE GROUPE DU BUDGET

Au cours du groupe de contact sur le budget, les parties ont discuté du budget programmatique de l'exercice biennal suivant, 2013-2014, précisant que la CdP avait élaboré trois options fondées sur une croissance évaluée, une croissance de 7,5% et une croissance nulle. Les délégués ont examiné les scénarios relatifs à chacune de ces options budgétaires, les parties abordant les implications en termes d'effectifs, de fréquence et de durée des réunions de l'OSASTT, des reclassements de poste, ainsi que de la logistique des réunions de la CdP et du Bureau de l'OSASTT. Les délégués ont également examiné l'état des impayés de 2001. Ils ont fait part de leur préoccupation à l'égard du nombre important de cotisations et contributions au titre de 2012, encore impayés, et ont décidé de rédiger un projet de décision demandant au président et au Secrétaire exécutif de la CdP d'appeler les parties à s'acquitter de leurs contributions de manière urgente.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA REDD +

Les délégués ont examiné un document officieux rendant compte des vues des parties et des discussions tenues durant la semaine. Certains ont déclaré que le document était une bonne plate-forme de négociation. D'autres ont souligné que le document officieux du président a omis des éléments essentiels contenus dans la recommandation 16/8 de l'OSASTT, dont, notamment, la liste indicative d'indicateurs, ajoutant que les indicateurs des mesures de sauvegarde de la biodiversité sont essentiels à la concrétisation de la décision X/33 (Biodiversité et changement climatique). D'autres ont soutenu que l'adoption de conseils sur les mesures de protection de la biodiversité et d'une liste d'indicateurs, serait en contradiction avec les décisions de la CCNUCC. Les discussions se sont poursuivies tout au long de l'après-midi, et les parties ont finalement convenu de travailler sur un document officieux révisé qui sera élaboré sur la base : du document officieux du président ; des observations présentées par les parties dans le GT, et des paragraphes de la recommandation de l'OSASTT, choisis par les parties. Les parties ont également décidé de supprimer la référence à l'abréviation "REDD +".

LA PLÉNIÈRE

La plénière a observé une minute de silence à la mémoire de Marie Khan, coordinatrice de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, au Secrétariat de la CDB.

La présidente du GT I, González Posse, a rendu compte de la finalisation de projets de décisions sur : les biocarburants et la biodiversité, la SMCP, l'ITM, et les mesures incitatives. Elle a indiqué que la plupart des paragraphes consacrés aux questions diverses liées au thème Biodiversité et changement climatique, ont été approuvés, à l'exception de quatre questions restées en suspens, et qu'un comité des Amis de la présidence se réunira, samedi, pour examiner le thème de la diversité biologique marine et côtière.

Le Président du GT II, Bignell, a rendu compte des délibérations du Groupe, faisant état de l'achèvement de la première lecture sur tous les points de l'ordre du jour et

qu'un comité des Amis du Président sur la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources, y compris l'établissement d'objectifs, se réunira samedi.

Le président du groupe du Budget, Conrod Hunte (Antigua et Barbuda), a rendu compte des discussions, signalant que les participants ont procédé à l'éclaircissement des questions, après l'exposé présenté par le Secrétariat. Il a évoqué les préoccupations exprimées, notamment sur le niveau élevé des contributions non acquittées, et souligné le besoin d'idées créatives en matière de mobilisation des ressources.

La Plénière a ensuite adopté, sans discussion, des décisions sur : les biocarburants et la biodiversité (UNEP/CBD/COP/11/L.2), la SMCP (UNEP/CBD/COP/11/L.3), le GTI (UNEP / CBD / COP / 11/L.4) et les mesures d'incitation (UNEP/CBD/COP/11/L.5). Le GRULAC a demandé que sa position sur les mesures incitatives, telle qu'elle a été exprimée au cours des délibérations du GT I soit consignée dans le rapport de la réunion.

En attendant d'autres candidatures issues du GRULAC et de l'Asie-Pacifique, la plénière a élu de nouveaux membres du Bureau nommés par les groupes régionaux : Ioseb Kartsivadze (Géorgie) et Senka Barudanovic (Bosnie-Herzégovine) pour l'ECO ; Spencer Thomas (Grenade), pour le GRULAC ; Tone Solhaug (Norvège) et Jeremy Eppel (Royaume-Uni) pour le groupe JUSCANZ ; et Boukar Attari (Niger) et Francis Ogwal (Ouganda), pour le Groupe africain. Les délégués ont ensuite élu Gemedo Dalle Tussie (Ethiopie) pour être le prochain président de l'OSASTT. La plénière a pris note du rapport sur la vérification des pouvoirs des participants et la liste des organisations observatrices admises à la réunion. La REPUBLIQUE DE COREE a offert d'accueillir la CdP 12 de la CDB.

L'UICN a déclaré que les objectifs d'Aichi soutiennent son plan de travail de l'exercice 2012-2016, adopté lors du World Conservation Congress, tenu en septembre 2012, à Jeju, en République de Corée, et a annoncé son intention de mettre en place un partenariat axé sur l'objectif 12 concernant les espèces menacées d'extinction. BIRDLIFE INTERNATIONAL a indiqué qu'une étude récente a estimé les coûts de la prévention du risque d'extinction de toutes les espèces menacées, à hauteur de 4 milliards de dollars par an, d'ici 2020. L'OMPI a fourni un aperçu des développements survenus dans le cadre de son Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore.

LES AMIS DE LA PRÉSIDENTE DU GROUPE SUR LA GÉO-INGÉNIERIE

Au cours de sa réunion nocturne, le groupe a examiné : le contexte de la proposition de décision sur la géo-ingénierie, les définitions de la géo-ingénierie, la nécessité d'un cadre/mécanisme réglementaire mondial, exhaustif, fondé sur la science, transparent et efficace, le rôle du droit coutumier international ; et les questions socio-économiques liées à la géo-ingénierie.

DANS LES COULOIRS

Les sentiments étaient mitigés dans les rangs des participants à l'approche de la fin de la première semaine de la CdP. L'adoption rapide, par la plénière, de quatre décisions portant, notamment, sur la success-story de la SMCP, a laissé beaucoup satisfaits des progrès accomplis au cours de la première moitié du parcours de la présente CdP. Ce sentiment d'accomplissement n'était pas partagé par les groupes de travail restreints sur la REDD + et sur la stratégie de mobilisation des ressources. "Il nous a fallu toute l'après-midi pour parvenir à créer un document à partir d'un document officieux", a indiqué un négociateur de la REDD, aux yeux larmoyants. Des discussions de procédure ont aussi hanté le début des délibérations sur la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et notamment sur l'établissement d'objectifs - point reporté par la CdP 10. Alors que les pays en développement affirmaient que l'adoption d'objectifs, du moins ceux intermédiaires, est une priorité urgente absolue, les parties industrialisées ont soutenu que des seuils de référence sont nécessaires à la fixation d'objectifs, et que par conséquent cela doit être traité en premier. Aucun moyen de sortir de l'impasse n'a pu être trouvé, et les espoirs ont été placés dans un comité des Amis de la présidence pour trouver, durant le week-end, un terrain d'entente assorti d'une stratégie viable pour l'avenir. Certains ont déclaré, cependant, craindre de voir la question tenir tout le monde éveillé jusqu'à l'aube de vendredi prochain.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB LUNDI 15 OCTOBRE 2012

Le GT I a examiné des projets de décisions sur la biodiversité marine et côtière, la biodiversité des îles, les eaux intérieures et les aires protégées ; et le GT II, sur les articles touchant à l'état d'avancement du Protocole de Nagoya et au renforcement des capacités. Le groupe chargé du budget, et des groupes de contact et des amis de la présidente sur la mobilisation des ressources, les directives destinées au mécanisme de financement, les thèmes nouveaux et émergents, la REDD+ et la géo-ingénierie, se sont réunis tout au long de la journée.

GROUPE DE TRAVAIL I

LA BIODIVERSITÉ MARINE ET CÔTIÈRE : Les délégués ont examiné, samedi, les projets de décisions révisés par un comité des amis de la présidente (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.5 et 6).

Questions diverses : Au sujet de l'encouragement de la prise de mesures visant à minimiser les impacts négatifs du bruit sous-marin d'origine anthropique, l'UE a suggéré, et les parties ont accepté, de mentionner la "gamme complète" des meilleures technologies et pratiques environnementales disponibles.

Directives EIE: L'UE, contrée par l'ARGENTINE, l'EQUATEUR et le JAPON, a suggéré de prendre note "avec satisfaction" des directives. L'ARGENTINE a signalé que les directives contiennent encore des libellés normatifs.

LES ZIEB : Pour éviter la poursuite du débat sur le point de savoir s'il fallait "approuver" ou "prendre note" les rapports de synthèse des ateliers régionaux sur les ZIEB, la présidente González Posse a proposé que les parties demandent au Secrétariat d'inclure les rapports de synthèse dans le référentiel, et de les transmettre à l'AGNU, au travail du Groupe de travail sur la biodiversité marine dans les ZADJN et à d'autres organismes internationaux. Beaucoup ont apporté leur appui à la proposition de compromis. La FEDERATION DE RUSSIE, la CHINE et l'ISLANDE ont souhaité savoir si cela était contraire à la procédure décrite par la CdP 10, soulignant la nécessité d'une approbation avant la CdP.

Les PHILIPPINES et le MEXIQUE ont appelé à l'insertion d'une référence à la participation pleine et effective des peuples autochtones et des communautés locales. L'UE a mis en garde contre "la participation des CAL dans les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), en raison du manque de clarté quant à la norme de la "participation pleine et effective" et, avec le CANADA, en raison des règles de procédure des ORGP.

LA BIODIVERSITÉ DES ÎLES : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.3). MADAGASCAR a proposé l'insertion d'une référence à l'interdépendance des ressources marines, des eaux douces et terrestres, et l'AFRIQUE DU SUD a proposé d'inclure les ressources estuariennes. La CHINE et l'ETHIOPIE ont suggéré d'inclure une référence à la mobilisation de ressources supplémentaires, "conformément aux articles 20 et 21 de la CDB" (Ressources financières et mécanisme de financement). Les délégués ont approuvé le projet de décision tel qu'amendé.

LES EAUX INTÉRIEURES : Les délégués ont approuvé un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.4), modifié pour inclure une référence aux conclusions du rapport EEB sur les économies des zones aquatiques intérieures et des zones humides.

LES AIRES PROTÉGÉES : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.7). La COLOMBIE a recommandé de souligner que les aires protégées sont stratégiques pour la réalisation, non seulement, de l'objectif 11 d'Aichi (AP), mais aussi, d'autres objectifs d'Aichi, le BRÉSIL suggérant l'insertion de références à des objectifs précis.

L'ETHIOPIE et le BÉNIN, contrés par l'UE, l'Australie, la NOUVELLE ZÉLANDE et la TURQUIE, se sont opposés à la référence à l'amélioration des aires protégées marines dans toutes les zones relevant de la juridiction nationale des parties. L'ARGENTINE a proposé l'ajout d'une référence à l'article 4 de la CDB (Portée juridictionnelle). La présidente González Posse a proposé la référence à la fois aux AP marines et terrestres.

L'ETHIOPIE a suggéré, et, après des consultations informelles, les délégués ont convenu d'accorder l'attention voulue à la conservation des espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et aux plantes comestibles dans les AP et les APAC, conformément à la CDB et à la législation nationale.

Le délégué des PHILIPPINES a appelé à la poursuite des évaluations de la gouvernance des PA aux fins d'améliorer la gestion des systèmes d'AP. Après des consultations informelles, les délégués ont approuvé.

L'UE a réitéré une proposition exhortant les parties, dans la mise en œuvre de l'article 9 du Protocole de Nagoya (Contribution à la conservation et à l'utilisation durable), à encourager les utilisateurs et les fournisseurs à orienter les avantages directs de l'utilisation des ressources génétiques vers la conservation et l'utilisation durable, y compris l'établissement et la gestion d'aires protégées, l'ETHIOPIE, le GABON, le BRÉSIL et MADAGASCAR ont demandé également de "veiller au partage juste et équitable des avantages avec les communautés autochtones et locales."

Au sujet de la liste d'activités retenues pour le Secrétariat, en appui à la mise en œuvre des plans d'action nationaux relatifs au programme de travail sur les aires protégées, la SUISSE a proposé d'ajouter des directives régissant la détermination de mesures de conservation effectives par zone. Le délégué des PHILIPPINES a suggéré de contribuer à la poursuite de l'élaboration du registre mondial des APAC. Le projet de décision a été approuvé avec ces amendements et d'autres.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LE MECANISME DE FINANCEMENT : Le GROUPE AFRICAIN a recommandé que le FEM : alloue les fonds destinés à l'APA et au Protocole de Nagoya dans un guichet distinct, en vertu de STAR durant la FEM-6, pour la mise en œuvre du troisième objectif de la CDB, sans créer de précédent en matière de création de guichets séparés ; et apporter un soutien financier au Secrétariat pour lui permettre de poursuivre son appui technique aux parties dans les domaines de la ratification et de la mise en œuvre du Protocole. Le délégué des PHILIPPINES a proposé : d'encourager le FEM à ne pas nuire à l'efficacité des activités de réglementation nationales, en finançant des activités de bio-prospection, pendant que les

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

activités de réglementation sont en cours ; et invite les pays à recevoir des demandes d'activités de bio-prospection pour exiger que les pays de collection disposent d'une réglementation efficace régissant l'APA ou qu'ils s'engagent à ratifier le Protocole de Nagoya.

La CHINE, les PHILIPPINES, le GROUPE ARABE, CUBA et le MEXIQUE ont déclaré que les délégués au comité des amis de la présidente ne sont pas autorisés à négocier un texte approuvé durant la période inter-sessions. Le secrétariat a souligné que le processus suivi rendait compte de la règle 35 du Règlement intérieur concernant les propositions et les amendements aux propositions. La CHINE a souligné que la négociation est un processus dynamique. Le délégué des PHILIPPINES a indiqué que la CdP a mandat d'examiner les travaux des organes subsidiaires. Le président du GT II, Bignell, a proposé que le comité des amis de la présidente, examine les tâches initialement déterminées et rédige un document révisé, et que toute proposition restée en suspens soit examinée par le GT II. Il a demandé aux parties de ne pas rouvrir les libellés autres que ceux déjà indiqués pour amendement.

LE PROTOCOLE DE NAGOYA : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.3). L'UE, la NAMIBIE et le CANADA, contrés par la BOLIVIE et le VENEZUELA, ont proposé de supprimer la demande d'une étude sur un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages, y compris les approches non-fondées sur le marché, et les libellés sont restés entre crochets. Au sujet du rapport d'étape concernant le centre d'échange sur l'APA, les délégués ont débattu de l'insertion d'une référence particulière aux permis nationaux et/ou certificats de conformité internationalement agréés. Le texte est resté entre crochets. Les questions en suspens seront examinées dans des consultations informelles. Les délégués ont décidé d'ajouter un échange de vues sur l'élaboration et l'utilisation de clauses contractuelles, de codes de conduite et de directives types, et sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya à l'ordre du jour de la CIPN 3. Ils ont également approuvé les annexes transmises par la CIPN 2.

RENFORCEMENT DES CAPACITES: Les délégués ont examiné un projet de décision sur l'examen des progrès accomplis dans la fourniture, aux parties, d'un soutien en matière de renforcement des capacités, en favorisant la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP), le renforcement du Centre d'échange et le transfert de technologie et la coopération (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.1). Le CANADA et l'UE, contrés par la ZAMBIE, la COLOMBIE, les PHILIPPINES et la CHINE, ont appuyé l'insertion d'une référence plutôt à Article 20 la CDB (Ressources financières) et à la stratégie de mobilisation des ressources, qu'à l'article 20 (4) de la CDB. Le libellé est resté entre crochets. La CHINE a proposé de souligner que les études d'évaluation des besoins en matière de renforcement des capacités et la détermination des seuils de référence ne doivent pas retarder la mise en application des engagements pris, au titre de l'article 20 de la CDB, par les pays industrialisés parties. Cela a été placé entre crochets.

GROUPE DU BUDGET

Dans la matinée, les délégués ont examiné des options concernant le budget du Secrétariat, y compris les frais d'exploitation, les cotisations des membres et, la structure et la durée des futures réunions de la CdP et CdP/RdP. Les délégués ont abordé la question de la tenue d'une "CdP/RdP sans coût" pour le Protocole de Nagoya, en parallèle à la CdP. Ils ont cependant souhaité examiner de manière plus approfondie les modalités de la proposition.

Au sujet de l'utilisation de l'excédent budgétaire, les délégués ont posé la question de savoir s'il pouvait être utilisé pour la tenue des réunions prioritaires, en cas de manque de fonds dans le budget central. Les discussions se sont poursuivies dans l'après-midi.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA REDD +

Le groupe a examiné un document officieux, certains pays en développement mettant l'accent sur la nécessité de veiller à la cohérence avec les décisions de la CCNUCC, et d'éviter de surcharger les pays qui sont en train de mettre en application la REDD +. Certains délégués ont suggéré de supprimer les références aux questions portant sur l'application et le suivi des mesures de sauvegarde liées à la biodiversité, dans le cadre des activités visées au paragraphe 70 de la décision 1/CP.16 de la CCNUCC (REDD +), figurant dans le texte, précisant que les risques et les mesures de sauvegardes mentionnés dans le document étaient déjà pris en compte dans la décision 1/CP.16 de la CCNUCC. D'autres se sont opposés à la suppression de certaines de ces références, et plusieurs points sont restés en suspens. Le groupe a également abordé la collecte, par le Secrétariat, de données sur les expériences vécues avec les effets potentiels des activités liées à la REDD sur les

communautés autochtones et locales, à travers la compilation des renseignements communiqués par les parties ou "la collation", "l'analyse" ou "le résumé" de données fournies par les systèmes de suivi nationaux des mesures de sauvegarde, créés au titre de la CCNUCC.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Les délégués ont examiné un document rédigé suite aux consultations de samedi, se concentrant sur une section consacrée à la détermination d'objectifs. Au sujet des obligations découlant de l'Article 20 de la CDB, plusieurs pays industrialisés ont proposé de se référer plutôt à la décision X/3 qu'aux principes de Rio. Les pays en développement s'y sont opposés et le texte est resté entre crochets. Au sujet du cadre d'information préliminaire, les délégués n'ont pas pu s'entendre sur le point de savoir s'il fallait adopter, accueillir favorablement ou prendre note du cadre de l'établissement des rapports et du suivi.

Les délégués ne sont pas parvenus à s'entendre sur des objectifs préliminaires pour un financement accru de la biodiversité, la communication des dépenses nationales en faveur de la biodiversité, et les besoins en matière de financement, et l'élaboration de plans financiers nationaux pour la biodiversité. Les pays industrialisés ont appelé à la détermination des besoins et à des seuils de référence solides, avant d'établir des objectifs pour les apports en ressources, soulignant que l'élaboration de plans financiers nationaux est une condition préalable fondamentale. Un certain nombre de pays en développement ont exprimé "leur profonde déception", signalant un manque de volonté politique. Les négociations ont été suspendues pour permettre la conduite de consultations supplémentaires.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LES THEMES NOUVEAUX ET EMERGENTS

Les discussions ont porté sur la détermination des différences entre les deux options figurant dans la recommandation XII/12 de l'OSASTT concernant les futurs travaux sur la biologie synthétique. Les délégués ont précisé que les deux options font appel à la collecte de données, l'une visant à suivre les critères sur les thèmes nouveaux et émergents déterminés dans la Décision IX/29 de la CdP.

Après le débat, les délégués ont décidé de demander au secrétariat de : compiler et synthétiser les données pertinentes, conformément au paragraphe 11 de la décision IX/29, y compris les données fournies par les gouvernements, les organisations et les communautés autochtones et locales, sur les organismes et les produits issus des techniques de synthèse biologique, qui peuvent avoir des effets sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et sur les mesures appropriées relatives à leur traitement, en tenant compte des risques pour la santé humaine, et des aspects économiques, culturels et sociaux pertinents aux objectifs de la CDB, et d'examiner les lacunes et chevauchements éventuels avec les dispositions applicables de la Convention et de ses Protocoles. Les délégués ont réservé leur droit de consulter et de proposer des amendements. Le groupe a décidé que les données, y compris l'application des critères énoncés au paragraphe 12 de la décision IX/29 doivent être disponibles pour examen par l'OSASTT avant la CdP 12, après un examen par les pairs. Les délégués ne sont pas parvenus à un accord sur le point de savoir si l'OSASTT devrait pouvoir recommander si le sujet doit être placé à son ordre du jour "en tant que thème nouveau et émergent".

DANS LES COULOIRS

Les discussions sur les objectifs de mobilisation des ressources ont - une fois de plus - occupé le devant de la scène, en dépit, croit-on savoir, d'intenses consultations tenues durant le week-end et la circulation d'un texte révisé. Les parties sont restées sur leurs positions retranchées, ce qui a mené un délégué de pays en développement à exprimer sa crainte du risque de "la mort des objectifs d'Aichi" et de déplorer "deux autres années gaspillées", et d'autres, faire part de leur inquiétude face à l'effet d'entraînement pour d'autres points, à la veille de l'ouverture du segment de haut niveau.

Dans le même temps, les groupes restreints ont proliféré - certains ont même prospéré, comme le groupe sur les thèmes nouveaux et émergents, qui a réussi à tenir une discussion constructive et bien éclairée sur l'ingénierie synthétique. Dans l'univers de la REDD +, à leur tour, les discussions ont porté sur la saisie adéquate de la relation entre les mandats de la CDB et de la CCNUCC. Certains délégués ont signalé des répétitions et des contradictions entre le texte du projet de décision de la CDB et celui des conclusions de Cancun sur les mesures de sauvegardes. Pourtant, d'autres ont souligné que la CDB peut fournir la "biodiversité dans une perspective autochtone", qui peut faire la différence quand il s'agit de la mise en œuvre sur le terrain.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB MARDI 16 OCTOBRE 2012

Le GT I et le GT II ont examiné plusieurs projets de décisions. Des groupes de contact et des Amis de la Présidente sur la biodiversité et le développement, les thèmes nouveaux et émergents, l'IPBES, la géo-ingénierie et le mécanisme de financement se sont réunis toute la journée. L'après-midi, la plénière d'ouverture du segment de haut niveau a eu lieu.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

LA BIODIVERSITE MARINE ET COTIERE : Les délégués ont décidé de "prendre note" des directives encadrant les EEE, exprimant leur appréciation pour le travail qui a conduit à leur finalisation dans le préambule de la décision. Cela a été approuvé dans son intégralité.

L'ARTICLE 8 (J) : Les délégués ont examiné un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.8). La COLOMBIE et le PEROU ont appelé à l'intégration des informations détenues par les communautés autochtones et locales, touchant à la mise en œuvre du programme de travail de l'article 8 (j). L'UE a demandé l'insertion d'une note de bas de page précisant que la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) est assujettie à la disponibilité des fonds, en attendant les discussions budgétaires.

Le CANADA et l'UE a proposé un texte de compromis qui encourage les parties à inclure, dans leurs demandes au FEM et au Programme des petites subventions destinées aux CAL pour l'élaboration des plans de conservation communautaires. Au sujet des mécanismes participatifs pour les CAL aux travaux de la Convention, beaucoup ont appelé à une participation pleine et effective des CAL dans l'élaboration des mécanismes de renforcement des capacités pertinents.

L'UE, contrée par le BRESIL et l'ETHIOPIE, a proposé la suppression du texte désignant le 13 Juillet Journée internationale des communautés locales.

Les tâches 7, 10 et 12 : La COLOMBIE, contrée par la NOUVELLE ZELANDE et le CANADA, a demandé l'insertion d'une référence au Code de conduite éthique de Tkarihwaï:ri dans le texte de la décision.

La tâche 15 : Les Philippines et le Pérou ont recommandé l'insertion d'une référence à la facilitation de la restitution de biens culturels liés aux savoirs traditionnels. L'UE s'y est opposée, mettant en garde contre le dépassement du mandat de la CDB. La présidente González Posse a proposé, et le délégué des PHILIPPINES a accepté, de rendre compte de ce point dans le rapport de la réunion.

La COLOMBIE, appuyée par le BRESIL et le PEROU, a proposé de supprimer un paragraphe portant sur la poursuite de l'utilisation des savoirs rapatriés par le pays qui les a rapatriés. Comme alternative, le BRESIL a proposé d'ajouter des références au "consentement préalable en connaissance de cause" et à la "législation nationale", et le PEROU, au "respect du cadre juridique national du pays qui demande le rapatriement". Soutenu par l'UE et l'Australie, le CANADA a proposé la recherche des points de vue d'autres organes intergouvernementaux traitant actuellement des ressources génétiques, des savoirs traditionnels et des expressions culturelles traditionnelles. Après des discussions informelles, les délégués ont décidé de supprimer le paragraphe.

L'article 10 (c) : Le BRESIL a proposé, et les délégués ont accepté : de préciser que la liste des tâches indicatives est destinée à être examinée dans "le futur" ; et d'insérer une note de bas de page précisant que les tâches placées entre crochets n'ont pas été approuvées à la CdP 11 et qu'elles seront examinées par Groupe de travail sur l'Article 8 (j).

Recommandations de l'UNPFII : La NORVEGE, la COLOMBIE, le BRESIL, le GUATEMALA, la BOLIVIE, le PEROU, l'ARGENTINE, les PHILIPPINES et le DANEMARK, au nom du Groenland, ont soutenu l'utilisation de la terminologie "les peuples autochtones et les communautés locales". Le CANADA et l'INDE y ont fait objection, le CANADA proposant que le Groupe de travail sur l'Article 8 (j) et la CdP 12 examinent davantage la question. L'UE et le CHILI ont suggéré de placer le libellé entre crochets.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LE RENFORCEMENT DES CAPACITES : Poursuivant les discussions de lundi, le MEXIQUE s'est opposé à l'idée d'encourager les parties à s'engager dans des examens collégiaux volontaires de la mise en œuvre des SPANB. La SUISSE a plaidé pour le maintien de la référence, cette dernière est restée entre crochets. Le PEROU et d'autres, contrés par le CANADA et l'UE, ont appuyé les références aux pays qui sont des centres d'origine, partout dans le texte, en particulier pour ce qui concerne l'établissement d'un réseau de centres d'excellence.

Au sujet de l'invitation des pays industrialisés parties et d'autres à soutenir la coopération technique et scientifique, la CHINE, appuyée par le BRESIL, l'ARGENTINE, la MALAISIE et la COLOMBIE, a proposé l'insertion d'une référence au transfert de technologies à des conditions justes et les plus favorables. L'UE et le CANADA ont préféré inviter "les parties, y compris les pays industrialisés parties". La CHINE a réitéré sa proposition stipulant que la réalisation d'une étude des besoins en matière de capacités et la détermination des données de référence sur les ressources financières ne doivent pas retarder la mise en œuvre des engagements pris par les pays industrialisés parties, au titre de l'article 20 (4).

LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.2/Rev.1). Au sujet du cadre des indicateurs, l'ARGENTINE a demandé, et les délégués ont accepté, d'ajouter des références à "en tenant compte des conditions et priorités nationales". Les délégués ont débattu d'une demande à l'adresse du Secréariat de promouvoir la collaboration dans le domaine du suivi et des indicateurs applicables à la foresterie, à l'agriculture, à la pêche et à d'autres secteurs. Le BRESIL, contré par le CANADA et la NORVEGE, a proposé de supprimer la référence à des secteurs particuliers. Au sujet de la liste indicative annexée des indicateurs, l'ARGENTINE a proposé la suppression des indicateurs applicables à l'empreinte écologique et aux limites écologiques relevant de l'Objectif 4 (production et consommation durables) ; et de ceux applicables aux produits issus de sources durables relevant de l'Objectif 7 (gestion durable de l'agriculture, de l'aquaculture et des zones forestières).

L'entreprise et la biodiversité : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.4). Le GRULAC et la CHINE ont appelé le projet de décision à être en conformité avec les résultats de Rio +20. L'ARGENTINE et la BOLIVIE, contrées par l'UE, a appelé à la suppression des références aux services écosystémiques

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

dans tout le document. Le CANADA et l'UE, contrés par l'ARGENTINE, ont appelé à la suppression du libellé appelant à la considération des besoins et des circonstances des petites et moyennes entreprises et des entreprises basées dans les pays en développement. Le libellé est resté entre crochets, avec ceux portant sur : les politiques et la législation qui envisagent de stopper l'érosion de la biodiversité et de réduire les incitations à effets pervers ; l'encouragement des bonnes pratiques en matière de normes volontaires et d'encourager les cadres de suivi et de communication des données. Les délégués ont également laissé entre crochets l'encouragement des entreprises à : analyser les questions liées à la biodiversité posées dans les différents secteurs ; la couverture, dans leurs rapports annuels, des effets opérationnels sur la biodiversité ; et l'adoption de politiques sur la consommation et la production durables, et sur l'utilisation de normes volontaires. Les délibérations se poursuivront dans un groupe des Amis du président.

L'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.6). Le BRESIL, appuyé par d'autres, a proposé d'envisager un chapitre supplémentaire portant sur les travailleurs et les syndicats, à intégrer dans une décision révisée. L'UE a déclaré que la promotion de la coopération Sud-Sud et celle triangulaire devraient être assujetties à la disponibilité des ressources.

LA PERSPECTIVE FEMININE : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.5). Le CANADA a proposé que le Secrétariat collabore avec les organisations compétentes, pour fournir des directives sur l'intégration de la perspective féminine dans tous les programmes de travail de la CDB, et, avec l'UE, s'est opposé à l'idée d'établir un groupe d'experts sur les indicateurs de suivi de l'intégration de la perspective féminine, par les parties.

COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.7). Au sujet de la Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique, les délégués ont débattu de l'opportunité d'utiliser le Plan stratégique de la sous-rubrique "Vivre en harmonie avec la nature", ou de prendre également en considération la Déclaration universelle des Droits de la Terre Mère, mais ne sont pas parvenus à un accord.

GROUPE DE CONTACT SUR LES THEMES NOUVEAUX ET EMERGENTS

Au sujet de la compilation et la synthèse des données relatives à la biologie synthétique, les délégués ont débattu d'une référence appelant à la prise en compte des considérations sociales, économiques et culturelles, ayant rapport avec les objectifs de la CDB, sans parvenir à un accord.

Les délégués ont ensuite abordé le paragraphe crocheté appelant à un moratoire sur la diffusion ou l'approbation de parties génétiques et organismes synthétiques. Un délégué a proposé d'appeler les Parties à ne pas approuver la diffusion ou l'utilisation commerciale de parties génétiques et organismes synthétiques en attendant la conduite de la totalité de leurs évaluations scientifiques. La plupart des délégués ont préféré travailler sur la base d'un paragraphe de rechange reconnaissant le développement rapide des technologies liées à la vie synthétique, et encourageant les Parties à appliquer l'approche de précaution à la diffusion volontaire d'organismes et de produits issus des techniques de la biologie de synthèse. De nombreux délégués ont signalé l'absence de mandat permettant d'accepter un moratoire. L'un d'eux a également suggéré d'ajouter la reconnaissance du droit des parties à suspendre la diffusion des composants, organismes et produits issus de la biologie synthétique, conformément à la législation nationale. Des consultations informelles auront lieu sur la question.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA GEO-INGENIERIE

Les délégués ont discuté de l'invitation des parties à veiller à ce que les tests de la géo-ingénierie aient lieu dans des conditions de laboratoire contrôlées, à l'intérieur des lignes de la juridiction nationale et en conformité avec le droit international, ou à l'intérieur de la zone économique exclusive d'un pays (ZEE) et sans avoir des impacts négatifs à l'extérieur de la ZEE d'un pays. Un pays industrialisé a mis en garde contre le pré-jugement de la recherche scientifique sur la géo-ingénierie.

Les délégués ont examiné un libellé soulignant le droit international coutumier, y compris les obligations générales des Etats relatives aux activités relevant de leur juridiction ou le contrôle et les exigences concernant les EEE, ainsi que l'application du principe de précaution. Certains pays industrialisés ont préféré faire référence à l'article 14 de la CDB (évaluation d'impact). Citant la Cour internationale de Justice, un pays en développement a souligné "l'obligation de procéder à une EEE où il ya un risque d'un tel danger. Un représentant d'un pays observateur a suggéré de supprimer la référence à «y compris les obligations générales des Etats en ce qui concerne les activités relevant de leur juridiction ou contrôle". Les délégués ont également débattu de la question de savoir si le droit international coutumier "est" ou "peut-être" pertinent pour

la géo-ingénierie. Les délégués ont ensuite décidé de plutôt "rappeler" que "réaffirmer", le libellé de la CdP 10, appelant à veiller à ce qu'aucune géo-ingénierie ait lieu, et ont discuté des activités à exclure de l'entente sur la géo-ingénierie relevant de la Convention, y compris le point de savoir s'il fallait exclure expressément la REDD + .

Dans la soirée, les délégués ont réalisé des progrès sur les questions en suspens. Les discussions se poursuivront au sein du GT I.

LE COMITE DES AMIS DE LA PRÉSIDENCE DU GROUPE SUR LE MECANISME DE FINANCEMENT

Les délégués ont approuvé le libellé qui prend note de la gamme des besoins en financements estimés pour la FEM-6. Les délégués ont également abordé, sans parvenir à s'entendre sur, entre autres : l'apport de fonds du secteur privé au Fonds pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya (FNIR) ; les principes directeurs régissant le cadre concret quadriennal des priorités du programme durant la période 2014-2018 ; et le FEM mettant à disposition les fonds nécessaires à la couverture des activités d'APA et le Protocole de Nagoya rattrapant le retard accusé dans la mise en œuvre du troisième objectif de la CDB.

LA PLENIERE D'OUVERTURE DE HAUT NIVEAU

Les participants ont visionné une vidéo montrant le train d'exposition mobile de la biodiversité de l'Inde. Le ministre indien de l'environnement, Jayanthi Natarajan, a ouvert la réunion en soulignant les thèmes du débat de haut niveau, y compris : la mise en œuvre du Plan stratégique ; la biodiversité au service des moyens de subsistance et de la réduction de la pauvreté ; la biodiversité marine et côtière ; et la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Le directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, a souligné la nécessité de mettre en application des engagements pris à Nagoya, notamment, à travers la mobilisation des ressources et l'engagement de nouveaux acteurs, tels que le secteur privé. Hiroyuki Nagahama, ministre japonais de l'environnement, a déclaré que travailler à la mise en œuvre des objectifs d'Aichi est la principale attente de la CdP 11, soulignant le besoin d'actions concrètes. Il a fait état de l'engagement du Japon à soutenir la mise en œuvre dans les pays en développement, à travers le Fonds japonais pour la biodiversité et le FNIR. N. Kiran Kumar Reddy, ministre en chef de l'Etat d'Andhra Pradesh, a déclaré que la réunion sera commémorée par un musée de la biodiversité et une ferme d'élevage pour préserver le patrimoine des races locales de bovins, de moutons, et de volaille, dans le cadre de la réalisation de l'Objectif d'Aichi 13 (diversité génétique agricole).

Manmohan Singh, Premier ministre de l'Inde, a annoncé la ratification du Protocole de Nagoya par l'Inde et a mis en exergue la Bibliothèque numérique des savoirs traditionnels de l'Inde. Il a annoncé "l'engagement d'Hyderabad" : 50 millions de dollars durant la présidence biennale de l'Inde, de la CdP, destinés au renforcement des ressources humaines et techniques de l'Inde, pour atteindre les objectifs de la CDB, et pour promouvoir le renforcement des capacités des pays en développement. Le Secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Ferreira de Souza Dias, a réitéré son invitation à chacune des parties à devenir des chefs de file régionaux ou mondiaux pour l'un des objectifs d'Aichi.

DANS LES COULOIRS

Au milieu des directives sécuritaires logistiques accrues en raison du démarrage de la réunion de haut niveau, les délégués ont poursuivi leurs efforts visant à conclure les travaux sur les questions les plus épineuses du programme de la CdP 11. Des consultations sur les questions financières se sont poursuivies tout au long de la journée, beaucoup espérant voir l'engagement du Premier ministre indien à financer des activités de renforcement des capacités nationales envoyer des ondes positives dans le groupe sur mobilisation des ressources.

Dans l'intervalle, le groupe de contact sur la géo-ingénierie a passé de longues heures à essayer de résoudre les questions techniques et juridiques. La presse populaire ayant publié des nouvelles alarmantes qualifiant les activités causant la fertilisation du milieu marin dans l'océan Pacifique de "plus grande expérience de géo-ingénierie violant les règles de l'ONU", les délégués ont eu du mal à trouver un terrain d'entente réaliste sur la géo-ingénierie dans le cadre de la Convention. Certains ont mis en garde que la manière dont le terme a été formulé par la CdP 10 risquait d'englober un large éventail d'activités, et même la REDD + . Le groupe de contact sur la REDD + étant programmé pour mercredi, ils ont affirmé que le thème des changements climatiques va faire faire encore aux délégués bien des culbutes et des steppettes.



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB

MERCREDI 17 OCTOBRE 2012

Le GT I et le GT II ont examiné plusieurs projets de décisions. Le groupe chargé du budget et les groupes de contact sur la mobilisation des ressources et sur la REDD+ se sont réunis tout au long de la journée. La réunion de haut niveau a entendu les déclarations des ministres et des représentants de haut niveau et a tenu deux tables rondes sur la mise en œuvre du Plan stratégique et sur la biodiversité au service des moyens de subsistance et de la réduction de la pauvreté.

LA REUNION DE HAUT NIVEAU

Intervenant au nom du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, le secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Ferreira de Souza Dias, a appelé à des solutions innovantes, demandant une attention particulière à la protection de la vie dans le milieu marin. La directrice générale du FEM, Naoko Ishii, a annoncé des plans pour une stratégie à long terme de concert avec les objectifs d'Aichi, accordant une priorité aux objectifs qui permettent l'action intersectorielle, l'évaluation du capital naturel et l'intégration de la biodiversité. L'administratrice associée du PNUD, Rebeca Grynspan, a déclaré que l'érosion de la biodiversité compromet les acquis durablement acquis du développement, et a annoncé le lancement du Cadre mondial de la biodiversité et des écosystèmes. La vice-présidente de la Banque mondiale, chargée du développement durable, Rachel Kyte, a souligné l'importance de l'utilisation de la comptabilité du capital naturel aux côtés du produit intérieur brut (PIB), pour remplacer les décisions à court terme, basées sur l'ignorance par des décisions à long terme, fondées sur des données probantes.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

LA BIODIVERSITE MARINE : Les délégués ont examiné les libellés en suspens dans le projet de décision et un document officieux. L'UE a proposé de "prendre acte de la nécessité particulière d'un atelier régional organisé dans la région méditerranéenne pour la finalisation de la description des ZIEB à temps pour son rapport qui sera examiné par l'OSASTT, avant la Cdp 12". L'UE, appuyée par la NORVEGE, mais contrée par l'AUSTRALIE, a proposé que la description des ZIEB permette une mise à jour permanente, "y compris l'ajout et/ou le retrait de zones". La présidente González Posse a souligné que la "mise à jour" rend compte déjà de la préoccupation de l'UE.

Au sujet du rapport de synthèse transmis par l'OSASTT 16, le JAPON a suggéré, et beaucoup s'y sont opposés, de se référer à "zones pouvant répondre aux critères des ZIEB". L'UE a insisté sur "l'endossement" du rapport de synthèse. La CHINE a suggéré que la Cdp 11 ne pouvait ni endosser ni approuver le rapport. Le CANADA a suggéré d'y rendre compte des progrès accomplis sur la procédure à suivre pour l'examen des ZIEB, établie par la Cdp 10. Après des consultations informelles, les délégués ont en fin de compte accepté : de demander au Secrétariat d'inclure le rapport de synthèse de l'OSASTT 16 sur la description des zones qui répondent aux critères des ZIEB, dans le référentiel, "comme mentionné dans la décision X/29 et dans cette décision", l'UE demandant également une référence à la "procédure énoncée au paragraphe 42 de la décision X/29"; et de faire en sorte que les futurs rapports de synthèse soient disponibles pour examen par la Cdp, en vue de leur intégration dans le référentiel conformément à la visée et aux procédures énoncées dans la

décision X / 29 et dans cette décision". La décision a été adoptée avec ces amendements, la CHINE demandant que le rapport de la réunion rende compte du fait que la Cdp n'a pas approuvé le rapport de synthèse.

L'ARTICLE 8 (j) : Les délégués ont examiné l'opportunité de demander que le prochain Groupe de travail sur l'Article 8 (j) envisage de modifier la terminologie figurant dans les décisions de la Cdp par "les peuples autochtones et les communautés locales" pour examen à la Cdp 12. La COLOMBIE, la BOLIVIE, le PEROU, la NORVEGE, le BRESIL, l'EQUATEUR, la SUISSE et le GROUPE AFRICAIN ont souhaité prendre une telle décision à la Cdp 11. Le FIAB a souligné que le terme «peuples autochtones et communautés locales» est déjà inclus dans le programme Action 21, dans le résultat de la Conférence Rio +20 et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

LA RESTAURATION DES ECOSYSTEMES : L'UE a demandé de placer, entre crochets, le libellé appelant à des ressources financières pour la mise en œuvre des programmes de restauration des écosystèmes dans les pays en développement, en attendant les décisions du groupe chargé de la mobilisation des ressources.

LA BIODIVERSITE ET LE CHANGEMENT

CLIMATIQUE : Les délégués ont débattu de l'opportunité "d'approuver" ou "de prendre note avec satisfaction de la recommandation XVI/8 de l'OSASTT, de renforcer les connaissances et données sur les liens entre la biodiversité et le changement climatique. L'UE a demandé de placer entre crochets les références à la mobilisation des ressources, en attendant les décisions du groupe sur la mobilisation des ressources.

L'UTILISATION DURABLE : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.9). Au sujet des recommandations annexées révisées du Groupe de liaison de la CDB sur la viande de brousse, le CANADA a demandé, et les délégués ont accepté, de revenir au texte de l'OSASTT 15 portant plutôt sur le transfert de l'accès, des droits et de la responsabilité associée, aux communautés autochtones et locales, que sur les "droits fonciers et les savoirs traditionnels".

L'UE a appelé à la réinsertion du libellé appelant les programmes nationaux de la REDD+ de tenir compte de l'importance de la faune pour la santé des écosystèmes et des services écologiques. Le BRESIL, appuyé par la BOLIVIE, l'EQUATEUR, le SOUDAN, le QATAR, le MEXIQUE, la COLOMBIE, l'ETHIOPIE et l'ARGENTINE, se sont opposés aux références à la REDD+ et ont proposé d'en discuter dans le groupe de contact sur la REDD+. Les délégués ne sont pas parvenus à s'entendre sur l'opportunité "d'accueillir favorablement" les recommandations révisées sur la viande de brousse.

LES EEE : Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.1/CRP.10). L'UE a préféré indiquer que les Principes directeurs relatifs aux EEE restent pertinents pour le traitement des risques plutôt "associés à", que "de" l'introduction des EEE dans l'environnement en tant qu'animaux de compagnie, d'espèces d'aquarium et de terrarium, d'appâts vivants et d'aliments vivants.

L'UE, contrée par la COLOMBIE, a demandé que l'élaboration de l'enveloppe d'outils soit assujettie à la disponibilité de ressources financières. La NOUVELLE-ZELANDE, contrée par les PHILIPPINES et l'ETHIOPIE, a

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoui. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la Cdp 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

remis en question l'intégration dans l'enveloppe, l'information sur l'application de certaines dispositions particulières de l'Accord SPS. ISRAËL a suggéré d'inclure dans l'enveloppe d'outils, les expériences vécues par les pays dans le domaine de l'évaluation des risques posés par les EEE.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

LA COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES :

Les délégués ont examiné un projet de décision sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.7). La BOLIVIE et le VENEZUELA ont avancé un texte de compromis encourageant les parties à promouvoir la Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique, de manière adaptée à leur situation nationale, par exemple, la protection de la "Terre-nourricière", pour créer des dialogues et partager les expériences.

LA SUISSE, appuyée par la NOUVELLE ZELANDE et la NORVEGE, a proposé un nouveau texte accueillant avec satisfaction la collaboration entre la CDB et le FNUF. La CHINE a demandé la suppression des portions de texte invitant les parties à collaborer avec les secteurs nationaux de la santé en vue d'intégrer la biodiversité dans les stratégies et programmes nationaux de santé. Au sujet de l'intégration des liens existant entre la diversité biologique et la diversité culturelle dans la mise en œuvre de la CDB, les délégués ont, à la suite de consultations, convenu d'ajouter un libellé appelant à veiller à la cohérence et à l'harmonie avec la Convention et avec les obligations internationales pertinentes.

Le BRÉSIL et l'EQUATEUR ont suggéré d'inviter l'Organisation mondiale du tourisme et d'autres organismes concernés à coopérer avec la CDB dans la détermination des points chauds critiques du tourisme et de la conservation, pour soutenir l'intégration des aspects de la biodiversité dans le développement du tourisme durable.

Au sujet de la reconnaissance que le commerce international est un facteur important de la conservation de la biodiversité, Le BRÉSIL a proposé d'y ajouter que les parties devraient promouvoir un système économique international ouvert et positif et éviter les mesures qui constituent une discrimination arbitraire ou une restriction déguisée au commerce international. Au terme de consultations informelles, les délégués ont décidé de supprimer le paragraphe.

Suite à des consultations sur les références à des centres d'origine ou de diversité génétique, les délégués ont convenu de supprimer toutes ces références et d'insérer, dans le projet de décision, un paragraphe introductif portant sur le suivi de la mise en œuvre du Plan stratégique reconnaissant l'importance cruciale, pour l'humanité, des centres d'origine et centres de diversité génétique.

LA BIODIVERSITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT :

Les délégués ont examiné un projet de décision englobant des éléments du mandat d'un groupe d'experts sur ce thème (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.8/Rev.1). L'EQUATEUR a proposé, et les délégués ont examiné, une référence aux "droits de la nature" dans le préambule. Après des consultations informelles, les délégués ont décidé de prendre note du "concept des droits de la nature". Les délégués ne sont pas parvenus à un accord sur une référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, figurant dans le préambule.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES

Les délégués ont procédé à une première lecture du document officieux en cours d'examen, et à un échange de vues pour la rédaction d'un document révisé. Les délégués ont discuté du point de savoir si l'objectif de doubler les apports de ressources financières destinées à la biodiversité, des pays industrialisés vers les pays en développement, d'ici 2015, est significatif, les pays industrialisés soulignant qu'un seuil de référence est nécessaire pour déterminer la somme qui doit être doublée. Les pays en développement ont souligné que l'objectif à atteindre émane du Système de notification des pays créanciers de l'OCDE et des marqueurs de Rio, qui établissent un seuil de référence solide.

Certains pays industrialisés ont également signalé que leur modèle d'aide publique au développement (APD) ne comprend pas des objectifs particuliers à un thème, mais répond à des besoins et des priorités définies par les pays bénéficiaires, ce qui souligne la nécessité pour les pays en développement de déterminer la biodiversité comme étant une priorité pour l'APD. Une suggestion pour des objectifs "ambitieux", a été rejetée par les pays en développement qui, à leur tour, ont appelé à une proposition concrète pour aller de l'avant.

Les délégués ont ensuite examiné un objectif de 75% des partis communiquant les données concernant les dépenses nationales et les besoins de financement, les lacunes et les priorités de la biodiversité, d'ici 2014. De nombreux pays industrialisés ont souligné l'importance de cet objectif, en tant que feuille de route pour l'amélioration des seuils de référence, et certains ont appelé à la prise en compte des circonstances et contraintes nationales. Les pays en développement ont appelé à l'obligation d'être qualifié, de manière fondée sur l'effort fourni,

et ont souligné le manque de capacités dans de nombreux pays, mentionnant les liens avec l'objectif concernant les apports financiers. Les pays en développement ont soutenu que les objectifs liés aux rapports et évaluations ne devraient pas être une condition préalable à l'objectif à atteindre en matière d'apports financiers.

Les délégués ont également examiné : l'établissement, à la CdP 12, d'un objectif pour la suppression, la réforme ou l'élimination progressive des subventions préjudiciables à la biodiversité, demandant l'utilisation de la formulation figurant dans la décision X/3 ; une section consacrée à l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources ; et une section consacrée à une feuille de route, portant notamment sur l'adoption, à la CdP 12, d'un objectif indicatif global pour les apports financiers.

L'Algérie, au nom du G-77/CHINE, et le MEXIQUE, ont souligné que les pays en développement se sont engagés en toute bonne foi et ont pris des engagements importants à Nagoya, avec l'espoir de voir venir les ressources financières qui y sont nécessaires. Le délégué a souligné qu'à moins que la CdP 11 traite de la question des objectifs de la stratégie de mobilisation des ressources, les gains de Nagoya risquent d'être annulés et la dynamique de la concrétisation des objectifs d'Aichi risque d'être perdue. Il a signalé que les pays en développement ont fait des concessions importantes et ont convenu de travailler sur des objectifs intermédiaires, en espérant de voir les pays industrialisés en faire de même, s'accordant sur des objectifs et engagements précis tout en examinant la feuille de route. Il a craint de voir l'absence d'accord sur un objectif se traduire par la suspension de la mise en œuvre des objectifs d'Aichi, jusqu'à ce que des ressources suffisantes soient disponibles.

LE GROUPE DE CONTACT SUR LA REDD +

Les délégués ont examiné une liste d'effets néfastes éventuels de la REDD + sur les questions touchant à la diversité biologique, précisant qu'ils ont été déterminés par l'atelier d'experts sur les avantages de la biodiversité mondiale de la REDD +. Un délégué a fait remarquer que l'atelier a eu lieu avant la réunion de la CCNUCC à Cancun.

Les délégués ont débattu de l'opportunité de se référer à "l'absence de répartition des avantages", "à l'absence de partage des avantages" ou à "l'absence de répartition équitable des avantages" entre les acteurs concernés, en tant que menace possible posée à la réussite des stratégies nationales de la REDD +. Un participant a mis en garde contre l'utilisation de "partage des avantages" en raison de ses connotations dans le cadre du Protocole de Nagoya. Les délégués ont ensuite examiné le point de savoir si les processus de sauvegarde pouvaient également tirer avantage des expériences nationales liées aux dispositions de la Convention et du Protocole de Nagoya, relatives à l'APA. Les parties ont, en outre, examiné le libellé portant sur le régime foncier, l'aménagement du territoire et la contribution de la Convention à l'œuvre de la CCNUCC, les discussions se poursuivant dans la soirée.

LE GROUPE SUR LE BUDGET

Les discussions ont porté sur la fusion des fonds d'affectation spéciale, l'augmentation du budget programmatique de base, l'utilisation d'indicateurs des accomplissements et la performance du budget programmatique, et la réalisation de l'efficacité opérationnelle dans la gestion du budget. Les délégués ont discuté des options dans le budget de base, compte tenu des différents scénarios d'augmentation budgétaire, soulignant que la crise financière signifie que les activités menées par le Secrétariat devront être priorisées.

DANS LES COULOIRS

La CdP 11 entrant dans ses derniers jours, les discussions sont devenues de plus en plus intenses. Dans la salle climatisée du groupe sur le budget, les délibérations se sont échauffées à mesure que les préoccupations concernant l'impact de la crise financière sur le budget étaient traduites en chiffres réels. "Avec, sur la table, plus de 140 demandes faites au Secrétariat, nous devons prioriser les activités", a commenté un délégué inquiet à sa sortie de la salle. Dans le même temps, les progrès dans les groupes de travail ont été douloureusement lents : davantage de décisions ont été entachées de libellés entre crochets, soumettant leur mise en œuvre à la disponibilité des fonds. "Nous ne voulons pas être liés par une liste de tâches pour lesquelles le Secrétariat n'aura pas de fonds dédiés pour les mener à bien", a souligné un participant expérimenté. Le dilemme demeure, comme l'a fait remarquer un membre du groupe sur le budget, "est-ce le budget qui doit dicter la politique ou est-ce la politique qui doit dicter le budget" ?

Dans l'intervalle, des copies de la déclaration du G-77/Chine et du Mexique sur la mobilisation des ressources pouvaient être trouvées partout dans les couloirs du centre de conférence. Un de ses lecteurs a fait observer : "Le message est clair : Pas de mise en œuvre sans mobilisation des ressources".



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 11 DE LA CDB JEUDI 18 OCTOBRE 2012

Le GT I et le GT II ont approuvé plusieurs projets de décisions. L'après-midi, le GT I s'est concentré sur la REDD+ et a adopté son rapport, tandis que se poursuivaient les discussions du groupe de contact sur la mobilisation des ressources et le budget. La réunion de haut niveau a entendu les déclarations des ministres et hauts représentants, et a tenu deux tables rondes sur la biodiversité marine et côtière et le Protocole de Nagoya.

LE GROUPE DE TRAVAIL I

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE: Questions diverses : Le CANADA, avec le JAPON et ISRAËL, a mis en garde contre une référence au Principe de Rio concernant les responsabilités communes mais différenciées en rapport avec la mobilisation des ressources. La NOUVELLE ZELANDE a suggéré, et les délégués ont accepté, une référence au fait d'être "conscients des principes de Rio". L'UE a accepté de "prendre note avec satisfaction" de la Recommandation de l'OSASTT 16 sur le renforcement des connaissances et des données concernant les liens entre la biodiversité et le changement climatique.

La géo-ingénierie : Le BRESIL, appuyé par la CHINE, a suggéré de stipuler que le changement climatique doit être traité "principalement" par la réduction des émissions anthropiques, dans le cadre des principes et des dispositions de la CCNUCC. L'UE s'est opposée à une référence aux principes de la CCNUCC. La NORVEGE, appuyée par l'UE et le QATAR, a mis en garde contre la limitation des travaux sur la géo-ingénierie menés dans le cadre d'autres conventions. Les délégués ont finalement convenu de souligner que le changement climatique doit être traité principalement par la réduction des émissions anthropiques par les sources et l'accroissement de l'absorption par les puits au titre de la CCNUCC, soulignant également la pertinence de la CDB et d'autres instruments".

Au sujet des définitions de la géo-ingénierie, le BRESIL, appuyé par la BOLIVIE, a suggéré l'insertion d'une note de bas de page précisant que les activités de géo-ingénierie n'englobent pas le piégeage et le stockage du carbone (PSC) et les activités REDD+. La NOUVELLE ZELANDE a préféré "le boisement, le reboisement et la mise en valeur" à la place et lieu de "REDD+", pour couvrir les activités menées par les pays industrialisés et les pays en développement. Les délégués ont finalement accepté "à l'exclusion des PSC à la source, des combustibles fossiles, lorsqu'ils captent le dioxyde de carbone avant qu'il ne soit libéré dans l'atmosphère, et à l'exclusion des activités forestières".

La NORVEGE a demandé, et les délégués ont accepté, de préciser qu'un mécanisme mondial de réglementation et de contrôle peut être le "plus" indispensable pour les activités de géo-ingénierie ayant un potentiel d'entraîner des effets transfrontaliers négatifs ou en cours de déploiement dans les ZADJN et dans l'atmosphère.

La NORVEGE, le JAPON, l'Australie, le CANADA, la NOUVELLE ZELANDE et l'UE ont demandé la suppression du libellé invitant les parties à veiller à ce que les tests de géo-ingénierie se déroulent dans "des conditions de laboratoire contrôlées". L'ETHIOPIE, l'INDONESIE, le TIMOR-LESTE, la BOLIVIE et d'autres se sont opposés à la suppression, l'AFRIQUE DU SUD et les PHILIPPINES préférant "exhorter"

les parties. Appuyée par le PEROU et l'EQUATEUR, l'ARGENTINE a proposé d'ajouter "conformément au droit international". La présidente González Posse a proposé l'insertion d'une référence à la décision X/33 (Biodiversité et changement climatique), car elle comprend un libellé mentionnant "milieu contrôlé". L'ETHIOPIE a concédé la suppression du libellé sur les conditions de laboratoire contrôlées si les délégués acceptent de "réaffirmer" le libellé de la CdP 10, appelant à veiller à ce qu'aucune activité de géo-ingénierie n'ait lieu.

L'Australie et la NOUVELLE ZELANDE ont préféré plutôt "rappeler", que "réaffirmer" l'alinéa 8 (w) de la décision X/33, l'Australie expliquant que cela ne ferait que "réaffirmer" ce paragraphe en conjonction avec son chapeau qui invite les parties à examiner les directives au paragraphe 8 (w). Les délégués ont finalement décidé de supprimer le libellé appelant à des conditions de laboratoire contrôlées, et de "réaffirmer le paragraphe 8, y compris le paragraphe 8(w) de la Décision X/33".

Au sujet du libellé sur le droit coutumier international, la NORVEGE a préféré s'appuyer sur la formulation de l'article 3 de la CDB (Principe), faisant part de sa préoccupation à propos de la référence à un dommage transfrontière "important". L'ARGENTINE a demandé d'ajouter une référence non seulement à l'obligation des Etats par rapport aux activités relevant de leur juridiction ou contrôle, mais aussi aux "conséquences possibles de ces activités". La NOUVELLE ZELANDE a souligné la nécessité de se référer à l'approche de précaution avant la mention du droit coutumier international, en raison de l'inquiétude de certains pays à propos du lien établi entre les deux. La CHINE a mis en garde contre le libellé normatif consacré au contenu du droit coutumier international. Les délégués ont finalement décidé de souligner que l'application du principe de précaution, ainsi que le droit international coutumier, y compris l'obligation générale des Etats pour ce qui est des activités relevant de leur juridiction ou contrôle et des conséquences éventuelles de ces activités, et les exigences de l'EIE, peuvent être pertinents pour les activités de géo-ingénierie, mais qu'ils formeraient encore une plate-forme incomplète de régulation mondiale. Le délégué des Etats-Unis a fait objection à ce libellé, point à refléter dans le rapport de la réunion.

Le GUATEMALA a signalé que la géo-ingénierie n'est pas une «haute priorité» pour la CDB, et a suggéré que les demandes suivantes soient assujetties à la disponibilité de ressources financières : la compilation des rapports des parties sur les mesures prises au sujet de la géo-ingénierie ; l'élaboration d'une mise à jour consacrée aux impacts potentiels de la géo-ingénierie sur la biodiversité et au cadre réglementaire ; et l'élaboration d'un aperçu général des points de vue sur les impacts potentiels sur la biodiversité, et les impacts socioéconomiques et culturels connexes. Les délégués ont accepté, demandant au Secrétaire d'élaborer la mise à jour et l'aperçu général "en temps opportun".

L'ARTICLE 8 (j) : Au sujet de l'adoption de la terminologie "peuples autochtones et communautés locales", l'UE a suggéré : plutôt "faire état des", que "rappeler les" recommandations pertinentes de l'UNPFII ; la suppression du libellé stipulant que la terminologie est "un reflet exact des identités distinctes élaborées par ces entités depuis l'adoption de la Convention, voilà près de 20 ans de cela", et de demander au Groupe de travail suivant sur l'article 8 (j), sur la base des soumissions faites par les parties, les divers gouvernements, les parties prenantes et les communautés autochtones et locales, d'examiner

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio et Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du *Bulletin des Négociations de la Terre* à la CdP 11 de la CDB est joignable par courriel à <elsa@iisd.org>.



<http://enb.iisd.mobi/>

cette question, y compris les éventuelles implications juridiques et dans le cadre de la CDB." Le BRESIL et l'ETHIOPIE se sont interrogés sur la nécessité de soumissions, la NOUVELLE ZELANDE suggérant "en tenant compte" des observations faites. La COLOMBIE, la BOLIVIE, l'EQUATEUR et le TIMOR-LESTE ont remis en question la référence aux "implications juridiques", l'UE précisant qu'elles pourraient être soit nationales ou internationales, selon les discussions dans le Groupe de travail sur l'Article 8 (j).

Après des consultations informelles, les délégués ont décidé de "souligner" les recommandations pertinentes de l'UNPFII et de demander au Groupe de travail sur l'article 8 (j), "en tenant compte des "observations faites par les gouvernements, les parties prenantes et les communautés autochtones et locales, d'examiner cette question "et toutes ses implications pour la CDB et ses parties", pour considération à la CdP 12.

L'UTILISATION DURABLE : Les délégués ont accepté d'accueillir favorablement les recommandations révisées concernant la viande de brousse, et le texte de compromis stipulant que les politiques et mesures d'adaptation au, et d'atténuation du, changement climatique, devraient tenir compte de l'importance de la faune pour le maintien de la santé des écosystèmes et des services écosystémiques.

LA REDD + : Les délégués ont accepté des libellés de compromis pour les différents paragraphes en suspens. Ils ont décidé de retenir le libellé soulignant que la liste indicative des indicateurs pour l'évaluation des progrès vers les objectifs du Plan stratégique, tel que figurant dans la recommandation XV/1 de l'OSASTT sur le cadre des indicateurs applicables au Plan stratégique, pourrait être utile à la détermination de la contribution des activités de la REDD +.

Les délégués ont convenu d'inviter les parties à redoubler d'efforts en vue de promouvoir la contribution des activités de la REDD + aux objectifs de la CDB, avec une attention particulière au processus de transfert des technologies disponibles et de renforcement des capacités, en faveur des éléments visés au paragraphe 71 de la décision 1/CP.16 de la CCNUCC (Accord de Cancun sur l'action concertée à long terme) pour créer des synergies. Ils ont supprimé la référence au transfert de technologie et au renforcement des capacités "pour l'intégration d'indicateurs pertinents dans les systèmes nationaux de suivi des forêts".

Les délégués ont convenu de supprimer deux dispositions appelant : à aider les pays en développement à répondre aux préoccupations touchant à la biodiversité et à la réalisation de multiples avantages découlant de la mise en œuvre de la REDD + ; et à inviter les parties à redoubler d'efforts, en accordant une attention particulière à la liste indicative des indicateurs figurant dans l'annexe du document du Secrétariat sur les mesures de sauvegarde de la REDD + (UNEP/CBD/SBSTTA/16/8). Ils ont, en outre, convenu de : "prendre note avec satisfaction" de l'annexe à la décision, et de demander au Secrétariat de continuer à élaborer des conseils sur les questions figurant dans la décision X/33, paragraphe 9 (h), sur la base des vues complémentaires avancées par les parties, et de présenter un rapport à l'OSASTT avant la CdP 13, "en tenant pleinement compte des décisions pertinentes de la CCNUCC".

Dans l'annexe, les délégués ont convenu que la clarification des questions foncières demeure plutôt un défi, qu'un "défi urgent", pour ce qui est des aspects des activités de la REDD +, y compris pour l'application des mesures de sauvegarde.

LE GROUPE DE TRAVAIL II

BIODIVERSITÉ ET DÉVELOPPEMENT: Les délégués ont approuvé un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.8/Rev.1), faisant état d'un accord atteint durant les consultations informelles sur une référence dans le préambule rappelant l'importance de la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones.

LE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION : Le retrait des décisions : Les délégués ont approuvé un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.10/Rev.1) sans amendement. Le délégué des PHILIPPINES a remis en question la base du retrait proposé, mais a accepté l'enregistrement de leurs préoccupations dans le rapport de la réunion.

LES VOIES ET MOYENS D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'OSASTT ET COLLABORATION AVEC IPBES : Les délégués ont examiné un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.12), englobant un texte de compromis, émanant du comité des amis de la présidente. Le MEXIQUE a demandé la réinsertion des alinéas relatifs à la facilitation et au soutien financier de la tenue de manifestations parallèles et de tables rondes durant les réunions de l'OSASTT.

L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROTOCOLE DE NAGOYA : Les délégués ont examiné un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.3.Rev.1). Suite à des consultations, les délégués ont convenu : de demander à la CIPN 3 d'examiner, en se fondant sur les conclusions du groupe d'experts multilatéral mondial sur le mécanisme de partage des avantages, le besoin d'une étude complémentaire sur la question, y compris sur les approches non fondées sur le marché, et d'enlever les crochets autour de la demande faite au Secrétariat

de présenter à l'ICNP 3, un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la phase pilote du centre d'échange sur l'APA, y compris sur l'enregistrement des données relatives aux permis nationaux ou leurs équivalents et sur les questions techniques touchant à l'établissement du certificat de conformité reconnu à l'échelle mondiale.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS: Les délégués ont examiné un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.1/Rev.1). L'UE, contrée par la CHINE, a demandé la suppression du libellé stipulant que la réalisation d'études d'évaluation des besoins en matière de capacités et l'identification des données de base concernant les ressources financières, ne devraient pas retarder la mise en application par les pays industrialisés, des engagements financiers qui sont les leurs au titre de la Convention. Le libellé est resté entre crochets. Après des consultations informelles, les délégués ont accepté d'inviter les parties à entreprendre et à s'engager dans un examen collégial volontaire des SPANB et de leur mise en œuvre, et de partager leurs expériences par le biais du Secrétariat et du Centre d'échange. Au sujet du transfert de technologie, les délégués ont convenu de "promouvoir la pleine application de l'article 16 de la Convention".

LA PARTICIPATION DES PARTIES PRENANTES : Les délégués ont approuvé un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.6/Rev.1), tel que modifié pour faire référence : à la promotion de la participation active des grands groupes sociaux, y compris les travailleurs et les syndicats, proposés par l'UE, et l'engagement avec des initiatives, telles que le Réseau des jeunes naturalistes et l'organisation Go4BioDiv, suggéré par la BOLIVIE.

LES THEMES NOUVEAUX ET ÉMERGENTS : Les délégués ont examiné le libellé croché sur la biologie synthétique, figurant dans un projet de décision (UNEP/CBD/COP/11/WG.2/CRP.11). Les délégués ont convenu : de conserver le texte du préambule, qui fait référence aux considérations sociales, économiques et culturelles connexes concernant les impacts potentiels des techniques de biologie synthétique ; et de remplacer la référence crochée à l'OSASTT recommandant que le sujet devrait être inscrit sur son ordre du jour en tant que thème nouveau et émergent, en référence à la Décision IX/29, alinéa 13 (mandat de l'OSASTT concernant les thèmes nouveaux et émergents).

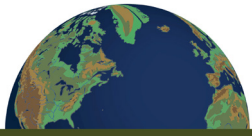
Le BRESIL et le MEXIQUE ont appuyé l'option appelant à l'application du principe de précaution. Les PHILIPPINES et la BOLIVIE ont préféré une autre option s'élevant à un moratoire sur les émissions de GES. Après des consultations informelles, le GHANA a présenté un texte de compromis encourageant les Parties à adopter une approche de précaution face aux menaces de réduction sensible ou de perte de biodiversité, causées par des organismes et des produits de biologie synthétique, conformément à la législation nationale, reconnaissant les incertitudes scientifiques concernant les impacts potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité de la vie synthétique, des cellules ou des génomes. L'ARGENTINE a préféré "encourager" les parties. De nombreux délégués s'y sont opposés, attirant l'attention sur l'équilibre délicat du compromis.

DANS LES COULOIRS

A quelques heures de la clôture de la réunion, le "point principal" - la mobilisation des ressources - semble loin d'être finalisé. Alors que, dans une salle bondée, les délégués s'engageaient dans des négociations sur la base du texte des nouveaux coprésidents, on s'est vite rendu compte qu'à l'évidence les positions sont restées ancrées. "Espérons que le festival de Dasara sera à la hauteur de son nom, et qu'il retirera le "mauvais sort", a fait remarquer un participant exaspéré.

Dans l'intervalle, peu de progrès ont été accomplis sur les questions de budget. Les délégués sont restés fermes sur leurs positions sur la dotation et sur les activités qui seront financées par le budget principal. Un certain mouvement était, cependant, visible au moment où les pays en développement ont offert de compenser le manque à gagner pour la réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) - une initiative saluée par tous. Au milieu de plusieurs appels frénétiques aux capitales, pour tenter de finaliser d'autres engagements possibles et de dégager une marge de manœuvre pour les postes, un délégué chevronné a fait observer : "Nous avons peut-être atteint un accord, mais il est maintenu par la peau de nos dents."

COMPTE TENDU FINAL DE L'ENB : Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse et analyse de la CdP 11 sera disponible en ligne dès le lundi 22 octobre 2012 à l'adresse: <http://www.iisd.ca/biodiv/cop11>



RESUME DE LA ONZIEME CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE: 8 AU 19 OCTOBRE 2012

La onzième réunion de la Conférence des Parties (CdP 11) à la Convention sur la diversité biologique (CDB) s'est tenue du 8 au 19 octobre 2012, à Hyderabad, en Inde, à la suite de la sixième Réunion des parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CdP/RdP 6). Y étaient présents, près de 6000 délégués représentant les parties et d'autres gouvernements, les agences des Nations Unies, les organisations intergouvernementales, non gouvernementales et communautaires autochtones et locales, les milieux universitaires et le secteur privé.

La CdP 11 de la CDB a adopté 33 décisions portant sur un éventail de sujets de fond et de questions stratégiques, administratives, financières et budgétaires. Les autres thèmes examinés par la réunion ont englobé: l'état d'avancement de la mise en application du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA), la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 et les progrès accomplis vers la concrétisation des objectifs d'Aichi en faveur de la biodiversité, et la mise en œuvre de la Stratégie pour la mobilisation des ressources. Les délibérations ont également porté sur: les questions touchant aux ressources financières et au mécanisme de financement, la coopération, la sensibilisation et la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité, les opérations de la Convention et les questions administratives et budgétaires. Les délégués ont également abordé: la mise en valeur des écosystèmes, l'article 8 (j) (savoirs traditionnels), la biodiversité marine et côtière, la biodiversité et le changement climatique, la biodiversité et le développement, ainsi que plusieurs autres thèmes transversaux et questions touchant aux écosystèmes.

La Réunion de haut niveau de la CdP 11 a eu lieu du 16 au 19 octobre 2012. Un certain nombre d'autres manifestations ont eu lieu parallèlement à la CdP 11, dont, notamment, une foire sur les expériences vécues et les bonnes pratiques en matière de communication, d'éducation et de sensibilisation du public (CESP), le Pavillon des Conventions de Rio, le Sommet sur la Biodiversité et les Villes.

Suite à l'ensemble impressionnant de documents adoptés à la CdP 10, à Nagoya, au Japon, la CdP 11 a marqué le passage de l'élaboration des politiques de mise en œuvre. La

DANS CE NUMÉRO

Bref historique de la CDB	2
Compte-rendu de la CdP 11	3
L'état d'avancement du Protocole de Nagoya	4
Mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité et progrès accomplis vers les objectifs d'Aichi	4
Les ressources financières et le mécanisme de financement	6
La coopération, la sensibilisation et la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité	9
Le fonctionnement de la Convention	11
L'article 8(j)	12
La biodiversité insulaire	14
Mise en valeur des écosystèmes	14
Biodiversité marine et côtière	15
La biodiversité et le changement climatique	17
La biodiversité et le développement	20
Les terres arides et sub-humides	20
La biodiversité des eaux intérieures	20
Les aires protégées	21
L'utilisation durable	22
La stratégie mondiale pour la conservation des plantes	22
Les biocarburants et la biodiversité	23
Les espèces exotiques envahissantes	23
L'initiative taxonomique mondiale	23
Les mesures d'encouragement	24
Les questions administratives et budgétaires	24
Le débat de haut niveau	25
La plénière de clôture	25
Brève analyse de la CdP 11	26
Réunions à venir	28
Glossaire	30

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Kate Louw, Elisa Morgera, Ph.D., Dorothy Wanja Nyingi, Ph.D., Teya Penniman, Eugenia Recio and Elsa Tsioumani. Edition numérique: Francis Dejon. Version française: Mongi Gadhoom - Correctrice: Myriam Gadhoom. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), et le gouvernement australien. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2012, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Service public fédéral belge de la santé publique, la sécurité de la chaîne alimentaire et l'environnement, l'Agence suédoise de protection de l'environnement, le Ministère indien de l'environnement et des forêts, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), et le Ministère finlandais de l'environnement. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Région wallonne de Belgique, de la Province du Québec et de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF et IEPF). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

réunion a adopté une série de décisions portant sur des articles allant de la restauration des écosystèmes et de la biodiversité marine et côtière au Protocole de Nagoya et à l'utilisation coutumière durable, en vue de préparer le terrain pour des travaux intersessions intenses, l'accent étant placé sur la mise en application aux niveaux national et local. La réunion sera probablement remémorée pour ses négociations intenses et serrées sur les questions financières et, notamment sur les objectifs de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources et le budget, un accord de compromis ayant été atteint dans les premières heures du samedi 20 octobre 2012. Abordant le travail inachevé à Nagoya, l'accord a établi un objectif intermédiaire consistant à doubler, d'ici à 2015, les apports financiers internationaux réservés à la biodiversité, en faveur des pays en développement, et à maintenir ce niveau, au moins jusqu'à 2020. Ceci va de paire avec des objectifs visant à améliorer la robustesse de l'information élémentaire, ainsi que du cadre préliminaire de communication des données relatives au suivi du travail de mobilisation des ressources. La CdP 12 procédera alors à l'examen des progrès accomplis en vue de l'adoption de l'objectif final de la mobilisation des ressources.

BREF HISTORIQUE DE LA CDB

La CDB a été adoptée le 22 mai 1992, et est entrée en vigueur le 29 Décembre 1993. Il y a actuellement 193 parties à la Convention, qui vise à promouvoir la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. La Conférence des Parties est l'organe directeur de la Convention.

La CdP 1: A sa première réunion (Novembre - Décembre 1994, Nassau, Bahamas), la CdP établit le cadre général pour la mise en œuvre de la Convention en établissant le Centre d'échange (CHM) et l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques (SBSTTA), et en désignant le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) comme mécanisme de financement provisoire.

La CdP 2: A sa deuxième réunion (Novembre 1995, Jakarta, Indonésie), la CdP a adopté une décision sur la biodiversité marine et côtière (Mandat de Jakarta) et a établi un Groupe de travail spécial à composition non limitée sur la prévention d'élaborer un protocole sur la biosécurité.

La CdP 3: A sa troisième réunion (Novembre 1996, Buenos Aires, Argentine), la CdP a adopté un protocole d'entente avec le FEM.

La CdP 4: A sa quatrième réunion (mai 1998, Bratislava, Slovaquie), la CdP a établi un Groupe de travail sur l'Article 8 (j) (savoirs traditionnels) et un groupe d'experts sur l'APA, et a adopté un programme de travail sur la biodiversité forestière et l'Initiative taxonomique mondiale (ITM).

La CdP-Ex: Après six réunions du Groupe de travail sur la prévention des risques biotechnologiques, tenues entre 1996 et 1999, les délégués à la première réunion extraordinaire de la Conférence des Parties (CdP-Ex) (Février 1999, Cartagena, Colombie) ne sont pas d'accord sur un compromis afin de finaliser les négociations sur un protocole sur la biosécurité, et la séance a été suspendue. La reprise de la CdP-Ex (Janvier 2000, Montréal, Canada) a adopté le Protocole de Cartagena

sur la prévention des risques biotechnologiques, et a établi le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour entamer les préparatifs de la CdP/RdP 1. Le Protocole traite du transfert, la manipulation et l'utilisation des organismes vivants modifiés qui peuvent avoir un effet négatif sur la biodiversité, en tenant compte de la santé humaine, avec une focalisation particulière sur les mouvements transfrontières.

La CdP 5: A sa cinquième réunion (mai 2000, Nairobi, Kenya), la CdP a adopté les programmes de travail sur les terres arides et sub-humides, les mesures incitatives, l'article 8 (j), et de la biodiversité agricole; a souscrit à la description et des directives opérationnelles sur l'approche écosystémique; et a établi un Groupe de travail sur l'APA.

La CdP 6: A sa sixième réunion (Avril 2002, La Haye, Pays-Bas), la CdP a adopté le Plan stratégique de la Convention, y compris l'objectif de réduire de façon significative le taux de perte de biodiversité d'ici 2010. La réunion a également adopté: un programme de travail élargi sur la biodiversité forestière, les Lignes directrices de Bonn sur l'APA, les principes directeurs pour les espèces exotiques envahissantes (EEE), la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP), et un programme de travail pour la GTI.

La CdP 7: A sa septième réunion (Février 2004, à Kuala Lumpur, Malaisie), la CdP a adopté les programmes de travail sur la biodiversité des montagnes, les aires protégées (AP), et le transfert de technologie et la coopération, et a chargé le Groupe de travail sur l'APA d'entamer des négociations sur un régime international régissant l'APA. La Conférence a également mis sur pied le Groupe de travail sur l'examen de la mise en œuvre (WGRI), et a adopté: une décision d'examiner la mise en œuvre de la Convention, de son Plan stratégique et les progrès vers la réalisation de l'objectif de 2010, les évaluations d'Akwé: Kon de l'impact culturel, environnemental et social, les Principes d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable et les lignes directrices sur la biodiversité et le développement du tourisme.

La CdP 8: A sa huitième réunion (Mars 2006, Curitiba, Brésil), la CdP a adopté un programme de travail sur la biodiversité insulaire et a chargé le Groupe de travail sur l'APA d'achever ses travaux en ce qui concerne un régime international sur l'APA au moment plus tôt possible avant la CdP 10.

La CdP 9: Lors de sa neuvième réunion (mai 2008, Bonn, Allemagne), la CdP a adopté la Stratégie de mobilisation des ressources, les critères scientifiques et des conseils pour les zones marines ayant besoin de protection, et une feuille de route pour la négociation du régime international d'APA, et mis en place un groupe ad hoc d'experts techniques de groupe (GSET) sur la biodiversité et le changement climatique.

La CdP 10: À sa dixième réunion (Octobre 2010 à Nagoya, au Japon), la CdP de la CDB a adopté: le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, qui définit les règles et les procédures de mise en œuvre Le troisième objectif de la Convention, le Plan stratégique de la CDB pour la période 2011-2020, y compris les objectifs de biodiversité d'Aichi, et une décision sur les activités et les indicateurs pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources.

COMPTE-RENDU DE LA CDP 11

Lundi 8 octobre, Kazuaki Hoshino, parlant au nom du ministre de l'environnement du Japon, a ouvert la réunion, soulignant le soutien accordé à la révision des stratégies et plans d'action (SPANB), à travers le Fonds japonais pour la biodiversité. Ryu Matsumoto, ancien ministre de l'environnement du Japon et président de la Cdp 10, a appelé à une mise en œuvre rapide des résultats de la Cdp 10, du Protocole de Nagoya sur l'APA et des objectifs d'Aichi.

Il a ensuite remis la présidence de la Cdp à Jayanthi Natarajan, ministre indienne de l'environnement et des forêts.

La présidente de la Cdp 11, Natarajan, a appelé à la réalisation d'un accord sur une feuille de route et sur les moyens de mise en œuvre des résultats de Nagoya. Notant que la Cdp 10 n'a pas conclu les discussions sur la mobilisation des ressources, elle a encouragé la réalisation d'un accord sur les objectifs de financement. Elle a déclaré que les pays en développement ont besoin de concilier les préoccupations environnementales et l'éradication de la pauvreté. Amina Mohamed, Directrice exécutive adjointe du PNUE, a déclaré que la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) a ouvert des voies possibles pour le développement durable à travers, notamment, l'instauration d'une économie verte inclusive, et a souligné la nécessité de processus de mise en œuvre plus efficaces et plus ciblés.

Le secrétaire exécutif de la CDB, Braulio Ferreira de Souza Dias, a appelé à une approche pragmatique axée sur l'échange d'expériences dans le domaine de la mise en œuvre, par opposition à la négociation. Il a souligné le besoin: de renforcer les liens entre la Convention et de ses protocoles; d'un système de suivi efficace et continu de la mise en œuvre des objectifs d'Aichi; d'une approche structurée du processus de renforcement des capacités, aux niveaux régional et local, à travers une collaboration renforcée avec les organismes des Nations Unies et avec les parties prenantes; et d'un soutien en faveur des approches communautaires.

Nallari Kiran Kumar Reddy, ministre en chef de l'Etat de l'Andhra Pradesh, a appelé à permettre à chaque pays de mettre en œuvre les politiques convenues au niveau international, en fonction de ses circonstances nationales propres. Le secrétaire indien de l'environnement et des forêts, T. Chatterjee, a souligné la nécessité de parvenir à un consensus sur: les questions financières; la mise en œuvre du plan stratégique; la réduction de l'érosion de la biodiversité et de la pauvreté; la biodiversité marine et côtière; et la mise en application du Protocole de Nagoya.

L'Argentine, au nom du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC), a encouragé la Cdp 11 à réfléchir sur le résultat de Rio+20, les responsabilités communes mais différenciées, l'éradication de la pauvreté et l'absence de restrictions commerciales. La représentante a accordé la priorité à la question de la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du plan stratégique et des objectifs d'Aichi, au maintien de la périodicité des réunions de la Cdp, et à un budget de base renforcée.

La Syrie, au nom de la région Asie-Pacifique, a souligné les liens entre les objectifs de la Convention, ainsi que la nécessité de ressources financières et d'un renforcement des capacités

efficaces pour la mise en œuvre. La Serbie, au nom de l'Europe centrale et orientale a souligné la nécessité de mobiliser des ressources permettant de s'assurer de la ratification du Protocole de Nagoya. Le Bénin, au nom du Groupe africain, a rappelé que la CDB est l'un des rares accords internationaux juridiquement contraignants sur le développement durable, et a souligné la nécessité de maintenir la périodicité des réunions de la Cdp.

L'Union européenne (UE), avec la Croatie, a souligné le besoin de se concentrer sur une mise en œuvre efficace à travers: des cadres politiques et des structures de gouvernance; une augmentation significative des ressources financières, humaines et techniques; et la mobilisation de nouvelles sources de financement et le recours à l'économie verte et à des mécanismes financiers novateurs. Kiribati, au nom des petits Etats insulaires en développement, a encouragé le traitement du problème de la perte de la biodiversité insulaire, et a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de fournir les ressources financières en temps opportun.

L'Alliance pour la CDB a demandé: le maintien de la mise en œuvre de la Convention sous examen; l'adoption d'indicateurs applicables aux objectifs d'Aichi; plutôt l'allie de ressources financières au programme de travail de la biodiversité des forêts, qu'une focalisation sur des directives non contraignantes régissant la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement et sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier (REDD+); l'arrêt des subventions et l'annulation des objectifs fixés pour les biocarburants; et la prorogation du moratoire sur la géoingénierie. Le Caucus des femmes a appelé à l'intégration de la dimension féminine dans les indicateurs sociaux, culturels et environnementaux, et l'engagement en faveur d'une action à long terme sur l'égalité hommes-femmes. Le Forum international des peuples autochtones sur la biodiversité (FIAB) a souligné les défis qui restent à relever, y compris le respect des pratiques et les moyens de subsistance des peuples autochtones lors de l'établissement des zones protégées, et l'intégration des droits énoncés dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) dans la mise en œuvre nationale de la CDB.

LES QUESTIONS D'ORGANISATION: Les délégués devaient ensuite adopter l'ordre du jour et l'organisation des travaux (UNEP/CBD/COP/11/1 et Add.1/Rev.1) et ont élu Betty Kauna Schroder (Namibie) rapporteur de la réunion, et Valeria González Posse (Argentine) et Andrew Bignell (Nouvelle-Zélande) comme présidents respectifs du Groupe de travail I et du Groupe de travail II. Un groupe chargé du budget a également été mis en place, présidé par Conrod Hunte (Antigua-et-Barbuda). Au cours de la réunion, plusieurs groupes de contact et comités des amis du président se sont réunis pour examiner: l'Article 8 (j); la REDD+; la géoingénierie; la mobilisation des ressources; le mécanisme de financement; les entreprises et la biodiversité, la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES); les thèmes nouveaux et émergents, ainsi que la biodiversité et le développement.

Vendredi 12 octobre, la Conférence a élu les nouveaux membres du Bureau, nommés par les groupes régionaux: Ioseb Kartsivadze (Géorgie) et Senka Barudanovic (Bosnie-

Herzégovine) pour l'Europe centrale et orientale; Spencer Thomas (Grenade) pour le GRULAC; Tone Solhaug (Norvège) et Jeremy Eppel (Royaume-Uni) pour l'Europe occidentale et autres Etats; et Boukar Attari (Niger) et Francis Ogwal (Ouganda), pour le Groupe africain. Les délégués ont ensuite élu Gemedo Dalle Tussie (Ethiopie), pour être le prochain président de l'OSASTT. Les autres membres du Bureau ont été élus vendredi 19 octobre, et ont inclus: Chawewan Hutacharern (Thaïlande) et Eleni Rova Tokadua (Fidji) pour l'Asie-Pacifique; et Valeria González Posse (Argentine) et María Luisa del Rio Mispireta (Pérou) pour partager le reste des sièges du GRULAC.

Ce compte rendu résume les discussions et les résultats relatifs à chacun de points de l'ordre du jour. Les décisions portant sur les biocarburants et la biodiversité, la Stratégie mondiale pour la conservation des plantes (SMCP), l'Initiative taxonomique mondiale (ITM) et les mesures incitatives, ont été adoptées vendredi 12 octobre. Toutes les autres décisions ont été adoptées au cours de la plénière de clôture.

L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROTOCOLE DE NAGOYA

Les discussions du Groupe de Travail (GT) II sur le Protocole de Nagoya ont porté sur les recommandations transmises par le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya (CIPN) (UNEP/CBD/COP/11/6). Tous les délégués ont apporté leur appui à la reconvoque du CIPN pour une troisième réunion, l'Afrique du Sud et le Ghana appelant à un échéancier strict pour l'achèvement de ses travaux. La Malaisie, l'Inde et la Turquie ont appuyé la tenue d'une réunion d'experts sur le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages. L'UE a suggéré que la CdP 11 sollicite des soumissions sur les clauses types, les codes de conduite et les lignes directrices.

La Namibie a recommandé que la CdP assure le suivi de la mise en œuvre de l'article 15 de la CDB (Accès aux ressources génétiques) par les parties de la CDB qui ne sont pas parties au Protocole. La Micronésie a parlé de sa récente ratification du Protocole de Nagoya. L'Ouganda a suggéré d'ajouter un libellé exhortant les parties à ratifier le Protocole. Le GRULAC a souligné le rôle clé des communautés autochtones et locales (CAL) dans la mise en œuvre et la nécessité de renforcer leurs capacités, et a suggéré que les activités d'appui à la mise en œuvre et à l'entrée en vigueur rapide soient soutenues par le budget central.

Les discussions ont porté sur les travaux futurs, en particulier en ce qui concerne le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages et le centre d'échange sur l'APA. L'UE, la Namibie et le Canada, contrés par la Bolivie et le Venezuela, ont proposé de supprimer la demande de la conduite d'une étude sur un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages, y compris les approches non marchandes, et les libellés sont restés entre crochets. En ce qui concerne l'élaboration d'un rapport d'étape concernant le centre d'échange sur l'APA, les délégués ont débattu de l'opportunité d'une référence spécifique aux permis nationaux et/ou à un certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale, sans parvenir à un consensus. Les délégués ont décidé d'ajouter à l'Ordre du jour de la CIPN 3, un échange de vues sur l'élaboration et l'utilisation de clauses contractuelles types, de codes de conduite et de directives, et

sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Ils ont également approuvé les annexes transmises par la CIPN 2.

Suite à des consultations, les délégués ont décidé: de demander à la CIPN 3 d'examiner, sur la base des conclusions du groupe d'experts sur le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages, le besoin d'une étude complémentaire sur la question, y compris sur les approches non marchandes; et de supprimer les crochets figurant autour de la demande faite au Secrétariat de présenter à la CIPN 3 un rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la phase pilote du centre d'échange sur l'APA, y compris sur l'enregistrement des données relatives aux permis nationaux ou à leurs équivalents, et sur les questions techniques touchant à l'établissement du certificat de conformité reconnu à l'échelle internationale.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.22), la CdP convoque de nouveau le CIPN pour une troisième réunion et invite les parties à la CDB à accélérer leurs processus internes menant à la ratification. Il invite les parties et autres intéressés à soumettre des données sur les clauses contractuelles types, les codes de conduite, les lignes directrices et les bonnes pratiques et/ou normes, à mettre à disposition à travers le centre d'échange sur l'APA et à compiler pour examen par l'ICNP 3. Elle décide, en outre, d'ajouter à l'Ordre du jour de la CIPN 3: le suivi et la communication des données; un échange de vues sur les clauses contractuelles types sectorielles et intersectorielles, les codes de conduite et des lignes directrices, et un échange de vues sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du Protocole.

Au sujet de la nécessité et des modalités d'un mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages, la CdP demande au Secrétariat de convoquer, sous réserve des fonds disponibles, un groupe d'experts pour examiner les données fournies et identifier les domaines d'entente commune et les domaines nécessitant un examen plus approfondi et la considération à la CIPN 3 de la nécessité d'une étude complémentaire portant, notamment, sur les approches non marchandes.

Au sujet du centre d'échange sur l'APA, la CdP approuve le plan de travail et calendrier des activités indicatifs et décide que le comité consultatif informel tiendra une réunion, sous réserve de disponibilité de ressources financières.

Au sujet des mesures de renforcement des capacités, la CdP demande au Secrétariat d'organiser une réunion d'experts pour l'élaboration d'un projet de cadre stratégique, sous réserve de disponibilité de ressources financières.

La CdP transmet à la CIPN 3, les projets de procédures de respect des obligations, élaborées par la CIPN durant ses deux réunions précédentes, pour un examen plus approfondi.

MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE POUR LA BIODIVERSITE ET PROGRÈS ACCOMPLIS VERS LES OBJECTIFS D'AICHI

Les discussions du GT II sur ce point de l'ordre du jour ont examiné: les objectifs nationaux et les SPANB; le renforcement des capacités, la LCPE, le centre d'échange et le transfert de technologie; et la réalisation du suivi, y compris les indicateurs.

LES OBJECTIFS NATIONAUX ET LES SPANB: Les délégués ont examiné un rapport d'étape de la mise en œuvre du Plan stratégique et les recommandations pertinentes GTEA

(UNEP/CBD/COP/11/12 et 4). Plusieurs parties ont souligné les progrès réalisés dans la mise à jour de leurs SPANB et leur alignement sur le plan stratégique. La Chine a parlé de la mise en place de SPANB provinciaux, tandis que l'UE a parlé de l'intégration des SPANB dans les plans sectoriels. L'Indonésie a parlé de l'association des acteurs concernés à tous les aspects de l'actualisation des SPANB en vue d'éliminer les obstacles entravant la mise en œuvre. L'Argentine a appelé à un processus de participation solide lors de la révision des SPANB. L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a déclaré que ses correspondants nationaux pourraient contribuer à la conception des SPANB.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITES, LA LCPE, LE CENTRE D'ÉCHANGE ET LE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE: Les délégués ont examiné les recommandations pertinentes du GTEA et d'autres documents, dont un programme de travail proposé pour le Centre d'échange (UNEP/CBD/COP/11/4, 13, 13/Add.1 et 2, 31 et INF/5 et 8). Plusieurs intervenants ont demandé la suppression des crochets autour du libellé encourageant la fourniture de ressources financières, le transfert de technologie et le partage des avantages. Des délégués ont demandé l'établissement de réseaux de renforcement des capacités, et ont souhaité avoir des précisions sur la classification et les critères de sélection des centres d'excellence qui composent les réseaux de renforcement des capacités. Le délégué des Philippines a souhaité voir la détermination des besoins technologiques être financée et entreprise de manière prioritaire. L'UE a soutenu l'amélioration du centre d'échange et l'élaboration d'une approche cohérente en matière de coopération technique et scientifique. La Norvège a donné la priorité à la biosécurité et à l'APA dans le processus d'élaboration des outils à utiliser dans le cadre du centre d'échange. La Suisse a proposé au Secrétariat de faciliter un processus d'examen collégial volontaire visant à améliorer l'échange d'informations sur les bonnes pratiques.

Les délégués ont débattu d'une référence à l'article 20 de la CDB (Ressources financières). Le Canada et l'UE, contrés par la Zambie, la Colombie, les Philippines et la Chine, ont appuyé l'idée de se référer plutôt à l'Article 20 de la CDB (Ressources financières) et à la Stratégie de mobilisation des ressources, qu'à l'Article 20 (4) de la CDB. La Chine a proposé de souligner que les études d'évaluation des besoins en matière de capacités et de détermination des bases de référence ne doivent pas retarder la réalisation des engagements pris par les pays industrialisés parties au titre de l'Article 20 de la CDB. Cela a été placé entre crochets.

Au cours de la plénière de clôture, la Chine, appuyée par la Malaisie et la Somalie, a fait une proposition alternative soulignant que, conformément à l'Article 20 de la CDB, la fourniture de ressources financières ne devrait pas être affectée par l'absence d'évaluation des besoins en capacités et d'informations concernant les apports en ressources financières. L'UE, appuyée par le Japon, la Suisse, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, a demandé que le libellé soit laissé entre crochets jusqu'à la conclusion des consultations ministérielles sur la mobilisation des ressources. Les crochets ont été supprimés et la décision a été adoptée après la conclusion des consultations sur la mobilisation des ressources.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.28), la CdP invite les parties à revoir, mettre à jour et réviser leurs SPANB en ligne avec le plan stratégique et à entreprendre un examen collégial volontaire des SPANB et de leur mise en œuvre. Elle appelle à la fourniture d'un soutien à la revue, révision et actualisation opportunes des SPANB, et demande au Secrétariat de faciliter l'échange continu des bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'élaboration, mise à jour et révision des SPANB, tout en continuant à promouvoir et à faciliter les activités de renforcement de la mise en œuvre du Plan stratégique et de la progression vers les objectifs d'Aichi, à tous les niveaux.

La CdP s'engage: à maintenir sous examen le programme de travail du centre d'échange; à renforcer la communication avec, et à renforcer les capacités des, correspondants nationaux du centre d'échange; et à appeler les parties à échanger les informations concernant, entre autres, les résultats du suivi des progrès accomplis vers les objectifs d'Aichi. Elle décide en outre de proroger le mandat du comité consultatif informel et prie l'Organe subsidiaire d'élaborer des directives sur la manière de surmonter efficacement les obstacles entravant l'accès aux données utiles à la réalisation des objectifs d'Aichi. Elle demande également au Secrétariat d'établir un mécanisme standard d'échange d'informations permettant l'interconnexion entre le centre d'échange central et les centres d'échange nationaux, et de collaborer avec d'autres conventions liées à la biodiversité pour s'assurer de la compatibilité mutuelle.

Au sujet de la coopération scientifique et technique et du transfert de technologie, la CdP demande au Secrétariat: d'élaborer une approche cohérente et coordonnée de la coopération technique et scientifique; de déterminer la manière dont elle peut faciliter la mise en œuvre de la Convention, en agissant comme un organisateur de la création de partenariats et de capacités; et de collaborer avec l'IPBES et de s'engager dans un processus visant à établir un réseau de renforcement des capacités des centres d'excellence nationaux et régionaux de la biodiversité, pour soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique et la réalisation des objectifs d'Aichi dans les pays en développement.

Dans le cadre des questions diverses, le Secrétariat est invité à procéder à un examen de l'impact des catastrophes et des conflits sur la biodiversité, et à collaborer avec l'IPBES dans l'élaboration d'un programme de travail comprenant la préparation de la prochaine évaluation mondiale de l'état de la biodiversité et des services des écosystèmes, qui sera lancée en 2018, en se concentrant sur l'état actuel et les évolutions à venir, l'impact de la biodiversité et des services écosystémiques sur le bien-être, et l'efficacité des mesures de riposte.

SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE, Y COMPRIS LES INDICATEURS: Les délégués ont examiné les recommandations pertinentes de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/2, 3 et 27). L'UE a soutenu l'élaboration d'indicateurs mondiaux. Le Canada a plaidé pour la réalisation d'un consensus sur un ensemble restreint d'indicateurs à la CdP 11, et pour une élaboration de la liste d'indicateurs provisoire, pour examen à la CdP 12. Bien qu'ayant, en général, accueilli les indicateurs proposés de manière favorable, les délégués

ont encouragé le maintien des indicateurs proposés comme un cadre souple et ont souligné que davantage de travaux seront nécessaires pour leur mise en œuvre au niveau national.

Le Brésil a contesté l'inclusion de certains indicateurs proposés. La Bolivie a suggéré la reconnaissance des différentes visions dans la réalisation des objectifs de la CDB. Kiribati a demandé l'inclusion des sources des données utilisées dans l'établissement des indicateurs. Le Groupe de travail du FIAB sur les indicateurs a appelé au soutien des systèmes de suivi communautaire, à travers des partenariats entre les gouvernements et les peuples autochtones.

Au sujet des indicateurs applicables aux savoirs traditionnels, la Nouvelle-Zélande a souligné l'importance de travailler avec les processus disponibles d'évaluation des forêts, pour aider à réduire le fardeau des données. L'Equateur et la Malaisie ont appelé à l'élaboration d'indicateurs spécifiques aux peuples autochtones.

La décision finale: Au sujet du cadre des indicateurs applicables au Plan stratégique et aux objectifs d'Aichi (UNEP/CBD/COP/11/L.25), la CdP prend note de la liste indicative des indicateurs, figurant dans l'annexe, et reconnaît que ces derniers fournissent une plate-forme souple et qu'ils peuvent être adaptés aux circonstances nationales.

Elle prie également le Secrétariat à, entre autres:

- élaborer des données pratiques sur les indicateurs;
- élaborer davantage les indicateurs mondiaux identifiés dans l'annexe, en vue de s'assurer que chaque objectif d'Aichi puisse être surveillé à l'aide d'un indicateur mondial, au moins, d'ici à 2014;
- proposer un nombre limité d'indicateurs simples, facilement applicables et à bon rapport coût-efficacité;
- promouvoir l'harmonisation des indicateurs mondiaux et leur utilisation entre la CDB et d'autres conventions, accords et processus régionaux, et favoriser une collaboration plus poussée;
- fournir des informations sur le cadre des indicateurs pour aider le processus visant à établir des objectifs de développement durable;
- élaborer et entretenir une base de données en ligne sur les indicateurs applicables au Plan stratégique; et
- élaborer une enveloppe d'outils pratiques explicatifs sur chacun des objectifs d'Aichi.

Le Secrétariat est prié de fournir des rapports réguliers sur l'élaboration et l'utilisation des indicateurs et des systèmes de suivi connexes, à chaque réunion de l'OSASTT.

LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LE MÉCANISME DE FINANCEMENT

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE DE MOBILISATION DES RESSOURCES, Y COMPRIS L'ÉTABLISSEMENT D'OBJECTIFS:

Les discussions du GT II ont été axées sur l'établissement d'objectifs pour la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources, et des bases de référence requises pour la mise en place de ces objectifs (UNEP/CBD/WG-RI/4/6/Add.1, UNEP/CBD/COP/11/INF/6 and 7, UNEP/CBD/COP/11/4/Rev.1/Add.1-3).

Le GRULAC a souligné la nécessité de ressources financières nouvelles, additionnelles et prévisibles et adéquates, et a suggéré que les fonds fiduciaires nationaux complètent les dispositions

financières de la Convention par la canalisation des ressources internationales. Le Groupe africain a appelé à doubler les ressources, d'ici à 2015, et à augmenter les apports financiers internationaux aux pays en développement de 20% par an, d'ici 2020. La Norvège a souligné la nécessité de conjuguer des efforts pour la mobilisation des ressources, le suivi du financement de la biodiversité et la création de conditions propices. L'Australie s'est opposée à l'idée de fixer des objectifs quantitatifs particuliers à l'aide publique au développement (APD).

Le Canada a souligné la nécessité de surveiller la mise en œuvre de la stratégie par les parties et l'importance des évaluations nationales visant à établir les bases de référence, se déclarant prêt à discuter des objectifs lorsque que les parties auront achevé leur processus de collecte des données. Le Pérou a souligné la nécessité d'un renforcement des capacités, et l'Argentine le besoin d'un financement permettant aux pays d'entreprendre des évaluations nationales des besoins et des lacunes. Kiribati a souligné l'importance de l'entente sur des objectifs de financement au cours de la présente réunion, signalant que les données actuellement disponibles sont suffisantes. L'Inde a expliqué que l'établissement d'objectifs maintenant, même à titre provisoire, permettrait de renforcer la confiance entre les parties. Le Mexique a déclaré que le retardement de la mise en œuvre serait une « grave erreur ».

Le délégué des Philippines a appuyé l'adoption du cadre préliminaire de communication des données concernant la mobilisation des ressources. La Bolivie a affirmé que les indicateurs du cadre devraient également envisager une action collective entreprise par les peuples autochtones et les communautés locales. Mettant en exergue le principe des responsabilités communes mais différenciées, la Chine a déclaré que le cadre devrait être d'ordre volontaire pour les pays en développement.

Les Négociations se sont poursuivies tout au long de la réunion. Les délégués ne sont pas parvenus à s'accorder sur: adopter, accueillir favorablement ou prendre note du cadre préliminaire de communication des données et du suivi; les premiers objectifs à atteindre dans l'augmentation du financement de la biodiversité; l'établissement des états des dépenses nationales sur la biodiversité et des besoins en matière de financement; et l'élaboration de plans financiers nationaux pour la biodiversité. Les pays industrialisés ont appelé à la détermination des besoins et à des bases de référence solides avant d'établir des objectifs pour les apports financiers, notant que l'élaboration de plans financiers nationaux est une condition préalable fondamentale. Les pays en développement ont souligné que l'établissement d'objectifs est le principal point encore en suspens depuis la CdP 10, et beaucoup ont fait part de « leur profonde déception », parlant d'un manque de volonté politique. Ils ont proposé un objectif consistant à doubler les apports financiers destinés à la biodiversité, accordés par les pays industrialisés vers les pays en développement, d'ici à 2015, précisant qu'il émane du Système de notification des pays créanciers de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des marqueurs de Rio, qui établissent une base de référence solide. Ils ont également soutenu que les objectifs relatifs à la notification et à l'évaluation ne doivent pas être une condition préalable à l'objectif relatif aux apports financiers.

L'Algérie, au nom du G-77/Chine et du Mexique, a souligné que les pays en développement se sont engagés en toute bonne foi et ont pris des engagements importants à Nagoya, dans l'espoir de voir venir les ressources financières. Il a souligné qu'à moins que la CdP 11 n'aborde la question des objectifs de la stratégie de mobilisation des ressources, les gains de Nagoya seront annulés et la dynamique vers la réalisation des objectifs d'Aichi sera perdue. Le délégué a précisé que les pays en développement ont fait des concessions importantes et ont accepté de travailler sur des objectifs intermédiaires, en espérant voir les pays industrialisés en faire de même, en s'accordant sur des objectifs et des engagements précis. Il a déclaré craindre de voir l'absence d'un accord sur l'objectif se traduire par la suspension de la mise en œuvre des objectifs d'Aichi, en attendant que des ressources suffisantes soient disponibles.

Certains pays industrialisés ont également précisé que leur modèle d'APD ne comprend pas des objectifs spécifiques à des thèmes particuliers, mais qu'il répond à des besoins et des priorités déterminés par les pays bénéficiaires, soulignant la nécessité, pour les pays en développement, d'identifier la biodiversité comme une priorité pour l'APD. Parmi d'autres points débattus, il y a lieu de citer: l'établissement d'un objectif pour l'élimination, la réforme ou la suppression progressive des subventions préjudiciables à la biodiversité, à la CdP 12, demandant l'utilisation de la formulation retenue dans la décision X/3 (Stratégie de mobilisation des ressources); et l'examen de l'application de la stratégie de mobilisation des ressources.

Aux premières heures de la journée de samedi, la plénière de clôture s'est vue présentée avec une décision de compromis résultant des consultations menées au niveau ministériel. Le Canada a souligné son engagement en faveur des décisions de la CdP 10 et de l'exécution des obligations connexes, y compris la présentation de données solides sur la base de référence, précisant que l'absence de telles données est incompatible avec la décision X/3, et a exprimé son désaccord avec la décision, signalant toutefois qu'il ne bloquera pas le consensus. La Suisse a exprimé sa préoccupation concernant le fait que la CdP 11 ait fixé des objectifs chiffrés pour la mobilisation des ressources, alors que des bases de référence solides ne sont pas encore identifiées et a précisé que la décision est exclusivement liée à la CDB, signalant en outre la difficulté de souscrire à l'objectif intermédiaire de 2015, sans parler de l'engagement à atteindre l'objectif de 2020.

L'Australie a souligné que l'objectif consistant à doubler les apports de ressources se rapporte exclusivement à la CDB, et a exprimé son engagement à répondre aux priorités des partenaires de l'APD. Le Japon a souligné que l'objectif intermédiaire a été accepté sans discussion suffisante et a reconnu qu'il concerne les parties à la CDB dans leur ensemble, tandis que chaque partie devrait faire des efforts en fonction de ses capacités et de ses ressources.

La décision finale: La décision (UNEP/CBD/COP/11/L.34) comprend des sections consacrées à la fixation d'objectifs, à l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources, et à l'élaboration d'une feuille de route.

La CdP invite les parties à prendre en considération toutes les sources et tous les moyens possibles qui peuvent aider à atteindre le niveau de ressources nécessaire au titre de l'article 20, conformément à la décision X/3. Elle accueille

favorablement et décide d'utiliser le cadre de notification préliminaire et les directives méthodologiques et de mise en œuvre (UNEP/CBD/COP/11/14/Add.1) en tant que cadre souple et préliminaire de notification et de suivi des ressources mobilisées pour la biodiversité à l'échelle nationale et au niveau mondial, et invite les parties à s'appuyer, au niveau national, sur ce cadre souple pour le suivi et, notamment, pour la mise en œuvre des SPANB, selon ce qu'il convient, et de présenter un rapport avant la GTEA 5. Elle invite les parties à soumettre leurs données par l'intermédiaire du cadre de notification préliminaire, en utilisant, comme base de référence préliminaire, le financement annuel moyen consacré à la biodiversité au titre de la période 2006-2010.

La CdP décide une augmentation substantielle du financement global lié à la biodiversité et destiné à la mise en œuvre du Plan stratégique, en provenance d'une variété de sources, et décide de réaliser les objectifs préliminaires suivantes:

- doubler le montant total des ressources financières internationales liées à la biodiversité destinées aux pays en développement, d'ici 2015, et maintenir ce niveau au moins jusqu'en 2020;
- s'efforcer d'atteindre sinon 100%, au moins 75%, des parties qui auront, à l'horizon 2015, intégré la biodiversité dans leurs priorités nationales ou plans de développement;
- s'efforcer d'atteindre sinon 100%, au moins 75%, des parties disposant de ressources financières adéquates qui auront, à l'horizon 2015, communiqué leurs dépenses nationales pour la biodiversité et leurs besoins en financement, leurs lacunes et leurs priorités d'ici à 2015; et
- s'efforcer d'atteindre sinon 100%, au moins 75%, des parties qui, à condition de ressources financières adéquates, auront, à l'horizon 2015, élaboré des plans financiers nationaux pour la biodiversité, et dont 30% d'entre elles auront procédé à l'estimation des valeurs de la biodiversité.

La CdP décide de procéder à l'examen de la mise en œuvre de la Stratégie à la GTEA 5 et d'inclure la prise en considération de la mobilisation des ressources pour le Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la stratégie; et, à la CdP 12: d'examiner les modalités et les étapes de la mise en œuvre intégrale de l'Objectif 3 d'Aichi pour la mobilisation de ressources en faveur de la biodiversité; d'établir un processus transparent visant à encourager et à faciliter les efforts de notification des pays en développement de l'état d'avancement de la réalisation des objectifs de la CDB et des objectifs d'Aichi; et d'examiner les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif 20 d'Aichi en vue d'adopter l'objectif final de la mobilisation des ressources.

LES DIRECTIVES DESTINÉES AU MÉCANISME DE FINANCEMENT: Les délégués du GT II ont examiné l'efficacité des activités du FEM relatifs à la biodiversité durant la FEM-5 et ont discuté de l'évaluation des besoins de la FEM-6 (UNEP/CBD/COP/11/4, 8 et 15/Rev.2).

Au cours des discussions sur l'examen de la FEM-5, des délégués ont fait part de leurs préoccupations concernant la ponctualité des décaissements et ont suggéré un libellé portant sur ce sujet. La Colombie a souligné l'importance d'avoir un financement stable pour les SPANB. De nombreux délégués ont appelé à des méthodes simples et rationnelles pour l'allieue des fonds.

Au sujet de la détermination des besoins pour la FEM-6, de nombreux délégués ont appelé à « encourager » les pays industrialisés à augmenter leurs contributions, la Colombie proposant un libellé soulignant que la plus faible estimation des fonds nécessaires à la mise en œuvre s'élève à 5 milliards de dollars. De nombreux délégués ont mis en garde contre la suggestion d'un chiffre et d'un objectif pour la FEM-6. Le Japon a appelé à la prise en considération également, de la capacité financière des donateurs. Le Brésil a indiqué que l'établissement de priorités pour la FEM-6 doit tenir compte du Plan stratégique et de la détermination des besoins des pays. L'Inde a souligné la nécessité de veiller au suivi de l'impact des projets de la FEM-6 sur la réalisation des objectifs d'Aichi. Après délibérations du comité des Amis de la présidence, les délégués ont inséré deux options crochetées sur les besoins en financement et l'accroissement des contributions à la FEM-6. Après des consultations informelles, les délégués ont convenu « d'encourager le FEM, dans le processus de reconstitution des fonds pour la FEM-6, à tenir dûment compte de tous les aspects de l'équipe d'experts sur les niveaux de financement nécessaires à la biodiversité ».

Le Japon et la Norvège ont suggéré de proroger le Fonds pour la mise en application du Protocole de Nagoya (FMAPN) jusqu'à la CdP 12. La Namibie a suggéré d'appeler le FEM à « contracter directement à travers plutôt les bénéficiaires que les agents habituels du FEM » pour les décaissements du FMAPN. Le Japon a souligné l'importance d'établir un centre d'échange sur l'APA, et la Suisse a demandé des ressources supplémentaires prélevé sur le budget central. Le Bangladesh a encouragé l'établissement d'un processus accéléré au sein du FMAPN. Le Sénégal, le Gabon, la Namibie, le Costa Rica, l'Équateur, le Bénin et le Pérou, contrés par le Canada, ont appelé à l'établissement d'un guichet spécial pour l'APA au sein du Système transparent d'allieu des ressources (STAR) du FEM.

Le Groupe africain a recommandé que le FEM: alloue, durant la FEM-6, les fonds consacrés à l'APA et au Protocole de Nagoya, dans un guichet distinct relevant du STAR, pour la mise en œuvre du troisième objectif de la CDB, sans créer de précédent en ce qui concerne la création de guichets distincts; et fournisse au Secrétariat un soutien financier lui permettant de poursuivre son appui technique aux parties pour la ratification et la mise en application du Protocole. Le délégué des Philippines a proposé: d'encourager le FEM à ne pas destabiliser l'efficacité des activités de régulation nationales en finançant des activités de bioprospection pendant que des activités de régulation sont en cours; et à inviter les pays recevant des demandes pour des activités de bioprospection à exiger que les pays de collection disposent d'une réglementation régissant efficacement l'APA ou qu'ils s'engagent à ratifier le Protocole de Nagoya.

Les délégués ont également examiné, entre autres: l'apport de fonds du secteur privé pour le FMAPN; les principes directeurs régissant le cadre quadriennal axé sur des résultats, des priorités du programme de la période 2014-2018; et la mise à disposition des fonds nécessaires aux activités touchant à l'APA et au Protocole de Nagoya, pour rattrapper les retards accusés dans la mise en œuvre du troisième objectif de la CDB.

La décision finale: Dans la décision sur le mécanisme de financement (UNEP/CBD/COP/11/L.30), la CdP adopte le cadre quadriennal axé sur des résultats, des priorités du programme de

la période 2014-2018, qui est annexé à la décision, et demande au FEM de le mettre en œuvre et de présenter, à la CdP 12, un rapport sur la stratégie de la FEM 6, et à la CdP 1, un rapport sur sa mise en œuvre. Elle demande en outre au FEM:

- d'accélérer la fourniture du soutien financier sur la base d'une approche souple et nationale fondée sur la demande;
 - d'éviter la mise en place d'autres long processus et d'utiliser les SPANB disponibles comme base pour les priorités de la FEM 6;
 - d'éclaircir le concept de cofinancement des projets et son application à la biodiversité;
 - d'appliquer les accords de cofinancement de manière à ne pas créer d'obstacles et de coûts inutiles pour les pays bénéficiaires; et
 - d'inviter les pays industrialisés parties et les autres à augmenter leurs contributions financières durant la FEM-6.
- Elle demande également au Secrétariat de mettre à la disposition des parties le rapport de la quatrième évaluation de l'efficacité du mécanisme de financement.

Concernant la détermination des besoins pour la FEM-6, la CdP prend note de la gamme des besoins financiers estimés et encourage le FEM à examiner tous les aspects du rapport de l'équipe d'experts chargée de l'évaluation des besoins, sur les niveaux de financement nécessaires à la biodiversité. Elle demande également au Secrétariat et invite le FEM à déterminer les objectifs d'Aichi qui profitent le plus des synergies avec les autres domaines d'intervention du FEM.

La CdP encourage les parties et invite les autres gouvernements, le mécanisme de financement et les organismes de financement à fournir un soutien adéquat, opportun et durable pour la mise en œuvre de la SMCP et pour le renforcement des capacités et la formation et d'autres activités touchant aux zones marines d'importance écologique et biologique (ZIEB). Elle invite le FEM et ses agences d'exécution à favoriser l'alignement, l'élaboration et la mise en œuvre des projets d'AP à l'aide des mesures fixées dans les plans d'action nationaux pour le programme de travail en vue de faciliter le suivi systématique et la communication des résultats de ces projets qui contribuent à la réalisation de l'objectif 11 d'Aichi (zones protégées) et d'autres objectifs connexes. La CdP demande également au FEM et invite les autres donateurs: à fournir, en temps opportun, un appui financier aux pays en développement, pour les aider à lutter contre les EEE; et à continuer à soutenir les projets et activités visant à améliorer les synergies entre les accords multilatéraux sur l'environnement.

Elle recommande que le FEM mette à disposition des fonds pour les activités de soutien à l'APA et à l'entrée en vigueur et mise en œuvre rapide du Protocole de Nagoya, et recommande également que les correspondants du FEM prennent attentivement en considération l'urgence du besoin de financer les activités liées à l'APA et au Protocole de Nagoya lors de la consultation des parties prenantes nationales sur la répartition de l'allieu du STAR. Elle recommande en outre que le FEM continue à financer l'appui technique aux parties pour la ratification et l'entrée en vigueur rapide du Protocole de Nagoya et sa mise en œuvre au niveau national. Elle demande au FEM de veiller à ce que le FMAPN soutienne particulièrement les activités touchant à la ratification rapide et au renforcement des capacités, et qu'il soit utilisé pour l'accès aux, et l'utilisation

des ressources génétiques, seulement lorsque ces actions sont approuvées par les autorités gouvernementales compétentes et endossées par le correspondant opérationnel du FEM.

La CdP demande également au FEM, aux donateurs, aux parties et à d'autres d'envisager la fourniture d'un appui technique et des ressources financières pour les travaux sur les indicateurs applicables aux savoirs traditionnels et à l'utilisation coutumière durable, et les invite à fournir, en temps opportun, une aide financière pour l'élaboration des cinquièmes rapports nationaux. Elle réitère son invitation au FEM à envisager la création d'un Fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud pour la biodiversité et accueille avec satisfaction les discussions en cours sur cette question. Au sujet de la biosécurité, elle transmet les directives reçues de la CdP/RdP, qui figurent en annexe à la décision.

L'Annexe I à la décision énonce les directives appelant le FEM à appuyer la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, qui soulignent le besoin d'un soutien pour le renforcement des capacités, notamment, dans les domaines: de la mise en œuvre et le respect des mesures législatives, administratives et politiques régissant l'APA; de la négociation d'accords; du renforcement des capacités de recherche des parties en développement; et du traitement des besoins et des priorités des CAL. Elle fournit également des indications sur les activités du FMAPN et autres activités visant à soutenir l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya. L'Annexe II énonce les directives destinées au FEM transmises par la CdP/RdP du Protocole de Cartagena.

LA COOPERATION, LA SENSIBILISATION ET LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LA BIODIVERSITÉ

Le délégués du GT II ont examiné: le renforcement de la coopération avec les organismes internationaux, la promotion de la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité, l'intégration des questions de biodiversité dans les politiques et les opérations commerciales, et la participation des diverses parties prenantes, y compris les progrès accomplis sur la question de l'intégration des femmes.

LA COOPERATION AVEC D'AUTRES

ORGANISATIONS: Les délégués ont examiné le renforcement des synergies entre les conventions sur la biodiversité, y compris les liens entre la diversité biologique et culturelle, la diversité agricole, la diversité forestière, la diversité de l'Arctique, la santé, et le développement du tourisme (UNEP/CBD/COP/11/17 et INF/11, 27, 30, 31, 41, 44, 46, 52/Rev.1). Beaucoup ont appelé à une coordination au niveau national, et l'Inde a indiqué que les SPANB peuvent aider à assurer la cohérence des politiques. La Thaïlande a proposé de renforcer et d'améliorer les synergies entre la CDB et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) sur le thème des 'Villes à faible émission de gaz carbonique'.

Au sujet de l'intégration des liens entre la diversité biologique et la diversité culturelle dans la mise en œuvre de la CDB, les délégués ont convenu d'ajouter un libellé appelant à veiller à la cohérence et à l'harmonie avec la Convention et avec les obligations internationales pertinentes. Au sujet du programme de travail conjoint avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la diversité biologique et culturelle, l'Australie a proposé

l'insertion d'un libellé appelant à la cohérence avec les obligations internationales, tandis que l'Inde a appelé à la prise en considération des circonstances nationales particulières. Au sujet de la biodiversité agricole, le délégué des Philippines a encouragé le fait que la mise en œuvre du plan de travail conjoint entre la CDB, la FAO et sa Commission des ressources génétiques destinées à l'alimentation et à l'agriculture, prenne en compte les droits des agriculteurs. La FAO a souligné l'approbation du Partenariat mondial sur les sols par le Conseil de la FAO. Au sujet de la biodiversité forestière, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) a présenté des projets touchant la biodiversité des forêts tropicales, et de nombreux délégués ont apporté leur appui à l'élagissement des travaux. La Suisse, appuyée par la Nouvelle-Zélande et la Norvège, a proposé l'insertion d'un nouveau libellé accueillant favorablement la collaboration entre la CDB et le Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF). Au sujet de la santé, la Chine a demandé la suppression du libellé invitant les parties à collaborer avec les secteurs nationaux de la santé, pour l'intégration de la biodiversité dans les stratégies et programmes nationaux de santé.

L'UE a appelé à une meilleure utilisation des directives encadrant la biodiversité et le développement du tourisme. Le Brésil et l'Equateur ont proposé d'inviter l'Organisation mondiale du tourisme et d'autres organismes compétents à coopérer dans le domaine de la détermination des éléments cruciaux du tourisme et des points sensibles de la conservation.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.16), la CdP souligne, entre autres, la nécessité de renforcer les processus synergiques entre les conventions touchant à la biodiversité, et accueille avec satisfaction les travaux particuliers, les progrès accomplis et les plans élaborés. Elle demande au Secrétariat: de proposer des options pour un processus visant à améliorer la coordination, la cohérence et les synergies au niveau national; d'élaborer, pour la CdP, des suggestions préliminaires sur l'amélioration de l'efficacité et la réduction des chevauchements et dédoublements inutiles, notamment par le biais d'ateliers organisés conjointement avec d'autres conventions; et de compiler, réexaminer et mettre à jour les diverses recommandations pour la conduite d'activités synergiques.

La CdP:

- souligne l'importance du renforcement de la collaboration entre la CDB et la FAO pour la réalisation des objectifs d'Aichi, en particulier dans le cadre de la sécurité alimentaire et pour ce qui est du Protocole de Nagoya;
- reconnaît la contribution des communautés autochtones et locales en faveur de la biodiversité agricole et forestière;
- accueille avec satisfaction la collaboration entre la CDB et l'OIBT et la CDB et le FNUF, y compris les travaux du Secrétariat en tant que partenaire à part entière du Partenariat de collaboration sur les forêts;
- invite les parties et les autres à mieux faire connaître les liens entre la biodiversité et la santé et à présenter un rapport sur cette question à la CdP 12;
- encourage les parties et les autres à faire usage des indicateurs du Plan stratégique qui peuvent être pertinents pour les liens entre la biodiversité et la santé;

- prie le Secrétariat de continuer à élaborer des indicateurs applicables à la santé, et d'établir un programme de travail conjoint avec l'Organisation mondiale de la Santé;
- encourage les groupes de travail du Conseil de l'Arctique à faire avancer le travail de détermination des zones arctiques de haute importance écologique et culturelle;
- souligne que le tourisme est essentiel en tant qu'option de moyen de subsistance, en particulier pour les délégués des CAL des régions riches en biodiversité; et
- invite les parties et autres intervenants à promouvoir le dialogue, la coopération renforcée et les partenariats dans le domaine de la gestion durable du tourisme.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES SUR LA

BIODIVERSITÉ: Les délégués ont examiné les activités susceptibles de promouvoir la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité (DNUB) (UNEP/CBD/COP/11/16). La Biélorussie a proposé d'appeler les parties à intensifier les activités liées à la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité et à en rendre compte annuellement. Les délégués ont débattu de l'opportunité d'utiliser le Plan stratégique sous-titré « Vivre en harmonie avec la nature » ou encore de prendre en considération la Déclaration Universelle des Droits de la Terre Mère. Ils ont également convenu d'inclure une section sur la Décennie, dans la décision concernant l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre des SPANB et le soutien du renforcement des capacités qui s'y rapportent.

La décision finale: Dans la décision sur la mise en œuvre des SPANB (UNEP/CBD/COP/11/L.28), la CdP invite les Parties et encourage les différents acteurs à utiliser le message « Vivre en harmonie avec la nature » dans les activités liées à la DNUB; encourage les parties à promouvoir la DNUB de façon adaptée à leur situation nationale, par exemple, à travers une campagne pour la protection de la Terre mère, pour créer des dialogues et partager leurs expériences, et demande au Secrétariat de présenter à chaque CdP qui se tiendra d'ici 2020, un résumé des activités connexes.

LE SECTEUR DE L'ENTREPRISE ET LA

BIODIVERSITÉ: Les délégués ont examiné les mesures touchant à l'intégration des questions de biodiversité dans les opérations commerciales (UNEP/CBD/COP/11/18/Add.1). Le Groupe arabe a recommandé que des initiatives de partenariat soient axées sur les actions et les plans nationaux, avec un financement fourni par le secteur privé. Le GRULAC a déclaré que les mesures doivent être fondées sur des normes élaborées par des institutions internationales reconnues. La Suisse a encouragé les entreprises à rendre compte de l'impact de leurs activités sur la biodiversité. Le Centre Mondial du PNUE pour le suivi de la conservation (WCMC) a attiré l'attention sur ses directives concernant les bonnes politiques d'intégration des services écosystémiques de la biodiversité dans les normes, et la FAO, sur la Journée mondiale de l'alimentation, axée sur les coopératives agricoles. Les délégués ont débattu, entre autres, des références portant sur: les services écosystémiques; les besoins et circonstances des petites et moyennes entreprises basées dans les pays en développement; les politiques et législations; les bonnes pratiques en matière de normes volontaires; et l'encouragement des cadres de suivi et de notification.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.21), la CdP, entre autres:

- invite les parties à envisager la promotion de l'intégration des valeurs de la biodiversité et des services écosystémiques dans les activités du secteur privé, y compris les grandes entreprises et les sociétés cotées, et à envisager des politiques et législations qui arrêtent l'érosion de la biodiversité et réduisent les incitations;
- exhorte les entreprises, y compris les sociétés cotées en bourse et les grandes entreprises, à encourager leurs chaînes d'approvisionnement et autres intervenants à rendre compte des progrès réalisés dans l'intégration des objectifs de la CDB, et à envisager de couvrir les effets des activités des entreprises sur la biodiversité dans les rapports annuels et les plateformes d'information des entreprises; et
- demande au Secrétariat de compiler les données concernant les bonnes pratiques relatives à chacun des trois objectifs de la CDB et de ses protocoles, et de faciliter l'engagement des entreprises et d'autres dans l'adoption de ces pratiques.

L'ENGAGEMENT DES DIVERSES PARTIES

PRENANTES: Les délégués ont discuté de la participation des parties prenantes aux niveaux sous-national et local et des groupes d'intervenants particuliers (UNEP/CBD/COP/11/18 et INF/57). Le Mexique a appelé au renforcement des capacités dans le domaine de l'élaboration de plans locaux pour la réalisation des objectifs d'Aichi. Singapour a demandé aux Villes d'élaborer des indicateurs pour le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre. Le délégué des Jeunes a appelé à leur participation dans le processus décisionnel à tous les niveaux. Le Brésil et d'autres ont proposé d'envisager un libellé supplémentaire sur les travailleurs et les syndicats. Le Canada a suggéré d'encourager le Partenariat sur les indicateurs de la biodiversité à élaborer des indicateurs permettant de suivre les progrès accomplis par les implantations urbaines vers les objectifs d'Aichi, et à encourager les parties à surveiller et à rendre compte de la contribution de leurs villes à la réalisation des dits objectifs.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.26), la CdP, entre autres: invite les gouvernements à élaborer, avec les gouvernements locaux et sous-nationaux, des directives et des initiatives de renforcement des capacités aux fins de s'assurer de la mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi; encourage les gouvernements à intégrer pleinement les Jeunes dans les processus appropriés, et à mettre en œuvre le Plan d'action pluriannuel pour la coopération Sud-Sud dans le domaine de la biodiversité au service du développement.

Intégration de l'égalité hommes-femmes: Les délégués ont examiné un rapport d'étape sur l'égalité hommes-femmes (UNEP/CBD/COP/11/32 et INF/43). Le Cameroun a proposé l'invitation des parties à soumettre leurs observations sur les indicateurs du suivi de l'intégration de l'égalité hommes-femmes. Le Canada a proposé que le Secrétariat collabore avec les organisations compétentes pour fournir des directives concernant l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans tous les programmes de travail de la CDB; et, avec l'UE, s'est opposé à l'établissement d'un groupe d'experts sur les indicateurs du suivi de l'intégration de l'égalité hommes-femmes, par les parties.

La décision finale: Dans sa décision (UNEP/CBD/COP/11/L.12), la CdP demande, entre autres, au Secrétariat: de fournir, en collaboration avec des organisations compétentes, des directives régissant l'intégration de l'égalité hommes-femmes dans tous les programmes de travail de la CDB, et de mettre à jour le Plan d'action sexospécifique d'ici 2020, en tenant compte du plan stratégique et des objectifs d'Aichi.

LE FONCTIONNEMENT DE LA CONVENTION

LA PERIODICITE DES REUNIONS: Les délégués du GT II ont examiné la documentation pertinente (UNEP/CBD/COP/10/10 et Add.1). Les discussions ont porté sur le maintien de la dynamique de la mise en œuvre, le Groupe africain, le Brésil, l'Inde, l'UE et la Suisse apportant leur appui au calendrier biennal actuel des réunions de la CdP. Le Japon a appelé à un nouvel examen de la question à la CdP 12.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.18), la CdP décide de maintenir la périodicité actuelle de ses réunions jusqu'en 2020, et que les prochaines réunions auront lieu en 2014, 2016, 2018 et 2020; et demande au Secrétariat d'élaborer une proposition sur l'amélioration de l'efficacité des structures et processus de la Convention et de ses deux protocoles, pour examen à la GTEA 5.

LES MECANISMES EXISTANTS ET LES MECANISMES SUPPLEMENTAIRES DE LA CONVENTION:

Les discussions du GT II ont été axées sur les thèmes nouveaux et émergents et sur l'efficacité de l'OSASTT et sa collaboration avec l'IPBES (UNEP/CBD/COP/11/2, 19 et 19/Add.1 et INF/3 et 51).

Les thèmes nouveaux et émergents: Les délégués ont examiné les trois options crochetées figurant dans la recommandation XII/12 du SBSTTA: ne pas ajouter de thèmes nouveaux et émergents à l'ordre du jour de l'OSASTT (option 1), qui a été soutenue par l'Australie, le Canada, la Thaïlande, la Chine, l'Argentine, la Nouvelle-Zélande et le Brésil; lancer un processus de collecte d'informations pour l'examen de la biologie synthétique par l'OSASTT avant la CdP 12, sur la base de l'approche de précaution (option 2), qui a été appuyée par la Bolivie, le Ghana, la Norvège, les Philippines, l'Equateur, le Groupe africain et le Pakistan; et, souligner que le processus de détermination des thèmes nouveaux et émergents, doit être affiné, et que l'OSASTT 16 n'était pas en mesure de prendre une décision, et demander un rapport de synthèse pour examen par l'OSASTT, avant la CdP 12 (option 3). Ce dernier point a été appuyé par la Suisse, l'UE, le Japon et le Koweït.

La Chine a suggéré que la question pourrait être examinée dans le cadre du Protocole sur la biosécurité. La Bolivie, les Philippines, l'Equateur, le Gabon et plusieurs ONG ont soutenu le libellé exhortant les parties à veiller à ce que les produits de la biologie synthétique ne soient pas introduits dans l'environnement ou approuvés pour un usage commercial avant qu'il y ait une base scientifique suffisante pour de telles activités. La Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil ont souhaité la suppression du libellé.

Le débat a été axé sur le libellé appelant le Secrétariat à procéder à une collecte d'informations sur la biologie synthétique en relation avec le processus d'examen des thèmes nouveaux et émergents par l'OSASTT; et sur le paragraphe crocheté appelant à un moratoire sur l'introduction

ou l'approbation d'organismes ou d'éléments d'organismes génétiques synthétiques. De nombreux délégués ont souligné que leur mandat ne leur permet pas l'acceptation d'un moratoire, et la plupart ont préféré travailler sur la base d'un paragraphe alternatif reconnaissant le développement rapide des technologies liées à la vie synthétique et ont encouragé les parties à appliquer l'approche de précaution à la dissémination volontaire d'organismes et de produits issus des techniques de la biologie synthétique.

Après des consultations informelles, un texte de compromis a été élaboré, demandant aux parties d'adopter une approche de précaution face aux menaces de réduction sensible ou de perte de la biodiversité, causées par des organismes et des produits issus de la biologie synthétique, conformément à la législation nationale, tout en reconnaissant les incertitudes scientifiques quant aux effets potentiels de la vie, des cellules ou des génomes de synthèse sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité. L'Argentine a préféré « encourager » les parties. De nombreux délégués s'y sont opposés, évoquant l'équilibre délicat du compromis. Après des consultations informelles, l'Argentine a accepté une formulation « invitant » les parties, avec une référence supplémentaire stipulant « conformément aux obligations internationales pertinentes ».

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.24), la CdP, sur la base de l'approche de précaution, souligne la nécessité de prendre en considération les effets positifs et négatifs potentiels des organismes, composants et produits issus des techniques de la biologie synthétique sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, et prie le Secrétariat, sous réserve des ressources disponibles: de compiler les informations fournies par les Parties et autres intervenants, et d'identifier les lacunes et chevauchements éventuels avec les dispositions applicables de la CDB, pour examen par l'OSASTT. Elle exhorte également les parties à adopter une approche de précaution, conformément au préambule de la Convention et à son article 14, lors de l'examen des menaces de réduction sensible ou de perte de la biodiversité, posées par des organismes, composants ou produits issus de la biologie synthétique, conformément à la législation nationale et autres obligations internationales pertinentes.

L'efficacité de l'OSASTT et l'IPBES: Le Mexique a appelé l'OSASTT à déterminer les voies de communication avec l'IPBES. Le Japon et la Chine ont mis en garde contre la duplication des travaux. L'Inde a suggéré que l'OSASTT soit chargé de présenter des demandes à l'IPBES. Le Japon et la Chine ont préféré que ce soit la CdP qui présente des demandes à l'IPBES.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.20), la CdP prend note du rôle du processus de revue par les pairs des documents de l'OSASTT dans la mobilisation des communautés scientifiques et le renforcement de la qualité de ces documents, et prie le Secrétariat d'élaborer des matériaux de formation pour les correspondants de la Convention, et de continuer à explorer les possibilités d'une collaboration plus étroite avec les conventions touchant à la biodiversité. Elle souligne la nécessité de soutenir la participation pleine et effective des communautés autochtones et locales dans les travaux de l'OSASTT, et prie l'IPBES d'examiner la manière dont les activités de la plate-forme pourraient, selon ce qu'il

convient: mettre à profit et apporter une contribution au quatrième rapport sur les Perspectives mondiales en matière de biodiversité; contribuer à l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs d'Aichi; et, fournir des informations sur les options politiques disponibles pour la réalisation de la vision du Plan stratégique pour l'horizon 2050. Elle décide que: l'OSASTT 17 fournisse des explications supplémentaires sur ces demandes; et que l'OSASTT18 élabore des recommandations quant à la façon dont la Convention et, en particulier, l'OSASTT devraient collaborer avec l'IPBES.

RETRAIT DES DÉCISIONS: Les délégués du GT II ont examiné une liste d'éléments des décisions de la CdP 7 proposées pour le retrait (UNEP/CBD/COP/11/20). L'UE s'est opposée au retrait des éléments de la décision VII/5, consacrés aux travaux de l'AGNU sur les ressources génétiques des grands fonds marins dans les zones au-delà de la juridiction nationale (ZADJN). Les dits éléments ont été maintenus. Le Brésil a suggéré l'examen des retraits proposés relatifs à l'Article 8 (j) par le Groupe de travail sur l'Article 8 (j). Le Mexique y a fait objection, précisant que le retrait des décisions relève des prérogatives des parties. Le délégué des Philippines a remis en question le fondement des retraits proposés mais a accepté l'idée de se contenter de mentionner sa préoccupation.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.19), la CdP décide: de retirer les décisions et éléments de décisions adoptés à la CdP 7, énumérés dans l'annexe; et d'intégrer l'exercice de retrait dans l'élaboration et l'adoption des nouvelles décisions sur le même sujet.

L'ARTICLE 8(J)

Le GT I a examiné le point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/7; UNEP/CBD/WG8J/7/INF/5/Rev.1, 5/Add.1 et 7/Rev.1), axé sur le rapatriement des savoirs traditionnels (tâche 15 du programme de travail), l'élaboration d'un plan d'action pour l'utilisation coutumière durable (article 10 (c)), et le point de savoir s'il y a lieu de modifier la terminologie utilisée dans les décisions de la CDB, en remplaçant communautés autochtones et locales par « peuples autochtones et communautés locales », selon les recommandations de l'Instance permanente sur les questions autochtones (IPNUQA).

Les progrès accomplis dans la mise en œuvre: L'UE a demandé une note de bas de page signalant que la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article l'article 8 (j) est sous réserve de disponibilité de fonds. Le Canada et l'UE ont proposé un texte de compromis qui encourage les Parties à intégrer dans leurs demandes adressées au FEM et au Programme des petites subventions du FEM un appui permettant aux CAL d'élaborer des plans de conservation communautaires. L'UE, contrée par le Brésil et l'Éthiopie, a proposé la suppression du libellé désignant la 13 juillet Journée internationale des communautés locales.

Les tâches 7, 10 et 12: La Colombie, contrée par la Nouvelle-Zélande et le Canada, a demandé l'insertion d'une référence au Code de conduite éthique de Tkarihwaï:ri dans le texte de la décision. Cette demande a été retenue uniquement dans le texte du préambule.

La tâche 15: Le Brésil a affirmé qu'aucune utilisation continue des savoirs rapatriés ne devrait être autorisée sans consentement préalable en connaissance de cause et sans

conditions mutuellement convenues, et a soutenu l'élaboration d'un guide des bonnes pratiques pour le rapatriement international.

Le Groupe africain a proposé la suppression des crochets autour du libellé appelant à l'interprétation du rapatriement à la lueur des articles 8 (j) et 17 (2) de la CDB (l'échange d'informations, y compris les savoirs traditionnels). Les Philippines et le Pérou ont recommandé l'insertion d'un libellé appelant à la facilitation de la restitution des biens culturels liés aux savoirs traditionnels. L'UE s'y est opposée, mettant en garde contre le dépassement du mandat de la CDB, et le délégué des Philippines a approuvé l'idée de mentionner ce point dans le rapport de la réunion.

Le Groupe africain a proposé la suppression des crochets autour du libellé stipulant que le rapatriement des savoirs traditionnels ne nuit pas à l'utilisation continue de ces savoirs dans la partie opérant le rapatriement. La Colombie, appuyée par le Brésil et le Pérou, a proposé de supprimer le paragraphe. Comme alternative, le Brésil a proposé d'y ajouter des références au « consentement préalable en connaissance de cause » et à la « législation nationale », et le Pérou, une référence au « respect du cadre juridique national du pays requérant le rapatriement ». Soutenu par l'UE et l'Australie, le Canada a proposé la recherche des points de vue d'autres organes intergouvernementaux qui traitent actuellement des questions de ressources génétiques, de savoirs traditionnels et d'expressions culturelles traditionnelles. Après des discussions informelles, les délégués ont décidé de supprimer le paragraphe.

L'utilisation coutumière durable: Au sujet de l'élaboration d'une liste de tâches indicative pour le plan d'action consacré à l'utilisation coutumière durable, le Groupe africain, les îles du Pacifique et le Brésil ont plaidé pour la conduite d'un examen des politiques nationales et sous-nationales visant à assurer la protection et l'encouragement de l'utilisation coutumière durable. Le Groupe africain et les îles du Pacifique ont également soutenu l'idée d'avoir des directives régissant l'élaboration de lois garantissant le respect, la protection et la promotion de l'utilisation coutumière durable et des savoirs traditionnels, le Brésil suggérant l'insertion de la phrase « conformément à la législation et aux circonstances nationales ».

Le FIAB a préféré « élaborer des mécanismes permettant de reconnaître et de respecter les lois, les protocoles et procédures communautaires et les institutions et les autorités traditionnelles dans la législation nationale et sous-nationale » et « procéder au réexamen et à la révision des lois et politiques nationales et sous-nationales qui prennent en considération les lois et les pratiques coutumières ». Le Canada a proposé, entre autres, la compilation de données concernant les études de cas menées sur l'utilisation coutumière des terres et les pratiques communautaires en matière de gestion des ressources, et la fourniture d'outils et de réseaux permettant aux CAL de cartographier leur utilisation coutumière. Le Brésil a proposé, et les délégués ont accepté: de signaler que la liste des tâches indicatives est pour examen « futur »; et d'insérer une note de bas de page précisant que les tâches placées entre crochets n'ont pas été approuvées à la CdP 11 et qu'elles seront examinées par le Groupe de travail sur l'Article 8 (j).

Les recommandations de l'IPNUQA: la Norvège, la Colombie, le Brésil, le Guatemala, la Bolivie, le Pérou, l'Argentine, les Philippines et, le Danemark au nom du Groenland, ont apporté leur appui à l'utilisation de la formulation « peuples autochtones et des communautés locales ». Le Canada et l'Inde s'y sont opposés, le Canada proposant que le Groupe de travail sur l'article 8 (j) et la CdP 12 examinent la question de manière plus approfondie. Le FIAB a souligné que la formulation « peuples autochtones et communautés locales » figurait déjà dans l'Action 21, dans le document final de la Conférence Rio+20 et dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. L'UE a suggéré: plutôt « souligner » que « rappeler » les recommandations pertinentes de l'IPNUQA; la suppression du libellé stipulant que la formulation « rend compte de manière exacte des identités distinctes élaborées par ces entités depuis l'adoption de la Convention voilà presque 20 ans », et demander que la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'article 8 (j), se fondant sur les présentations faites par les parties, les autres gouvernements, les acteurs concernés et les communautés autochtones et locales, examine cette question », y compris toutes les implications juridiques et dans le cadre du champ de compétence de la CDB ». Le Brésil et l'Éthiopie se sont interrogés sur la nécessité de ces soumissions, la Nouvelle-Zélande suggérant « en tenant compte » de soumissions. La Colombie, la Bolivie, l'Équateur et le Timor-Leste ont remis en question la référence aux « implications juridiques », l'UE précisant qu'elles pourraient être, soit nationales, soit internationales.

Après des consultations informelles, les délégués ont décidé de « prendre note » des recommandations pertinentes de l'IPNUQA et de demander à la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'article 8 (j) de « prendre en compte » les soumissions faites par les gouvernements, les acteurs concernés et les communautés autochtones et locales, et de considérer cette question « et toutes ses implications pour la CDB et ses parties » pour examen à la CdP 12.

Au cours de la plénière de clôture, la Colombie et le Brésil ont fait part de leur préoccupation que la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) dépend des contributions volontaires, espérant voir les réunions à venir être couvertes par le budget central.

La décision finale: La décision (UNEP/CBD/COP/11/L.13) traite: des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'article 8 (j) et son intégration dans les domaines d'intervention de la CDB; des mécanismes de participation des communautés autochtones et locales, dans les travaux de la Convention; les tâches 7, 10 et 12 de la version révisée du programme de travail pluriannuel; l'examen et l'élaboration de termes de référence pour la tâche 15 du programme de travail; les systèmes sui generis pour la protection des savoirs traditionnels; l'Article 10, assorti d'un accent placé sur l'article 10 (c) en tant que composante majeure du programme de travail, y compris une liste de tâches indicative pour examen ultérieur et les recommandations des IPNUQA 9 et 10.

Au sujet des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Article 8 (j) dans les zones d'intervention de la Convention, la CdP demande aux parties de soumettre des informations à travers leurs cinquièmes rapports nationaux de manière à permettre au

Secrétariat de compiler les bonnes pratiques géographiquement équilibrées, en concertation avec les parties et les communautés autochtones et locales, et de les mettre à disposition dans une série de rapports techniques de la CDB.

La CdP, en outre:

- appelle les parties à intégrer l'Objectif 18 d'Aichi (TK) dans leurs SPANB révisés et autres plans locaux et régionaux, et d'en rendre compte dans leurs cinquièmes rapports nationaux;
- décide d'organiser une réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) avant la CdP 12, avec le dialogue approfondi qui doit se tenir sur: «la connexion des systèmes de savoirs traditionnels et de la science, comme dans le cadre de l'IPBES, y compris les dimensions touchant à l'égalité hommes-femmes»; et
- encourage les parties à intégrer dans leurs demandes au FEM, et invite les autres donateurs à soutenir: l'élaboration des plans et protocoles communautaires par les CAL; la documentation, la cartographie et l'enregistrement des zones conservées de leurs communautés locales et autochtones (APAC) par les CAL; et l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans de conservation communautaires.

Au sujet des mécanismes de participation des CAL dans les travaux de la Convention, la décision traite: du renforcement des capacités; du processus de CESP; de l'élaboration des mécanismes et outils de communication; de la participation, y compris par l'intermédiaire du Fonds des contributions volontaires, des représentants des CAL; de diverses initiatives; et des communautés locales.

Au sujet du renforcement des capacités, la CdP demande au Secrétariat de continuer à tenir des ateliers régionaux et sous-régionaux consacrés au renforcement des capacités sur les Directives encadrant le thème 'Biodiversité et développement du tourisme', et d'explorer la possibilité de faciliter la tenue d'ateliers conjoints de renforcement des capacités, organisés avec d'autres accords environnementaux multilatéraux (AEM) pour la promotion de l'utilisation durable de la biodiversité.

Au sujet des communautés locales, la CdP: prend note, avec satisfaction, du rapport de la réunion du Groupe d'experts des représentants des communautés locales (UNEP/CBD/WG8J/7/8/Add.1) et prie le Secrétariat de prendre des mesures concrètes visant à garantir aux représentants des communautés locales un accès équitable au Fonds des contributions volontaires destiné à la participation des représentants des CAL aux réunions de la Convention.

La CdP demande au Secrétariat de commander trois études sur la façon, la meilleure, dont les tâches 7, 10 et 12 pourraient contribuer aux travaux de la Convention et du Protocole de Nagoya, études à mettre à disposition à la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'article 8 (j).

La CdP adopte le mandat consistant à faire progresser la tâche 15, en précisant que la tâche 15 doit être interprétée conformément aux dispositions de la Convention et, notamment à l'Article 8 (j) et à l'Article 17 (2) (échange d'informations), et qu'elle vise à poursuivre et à améliorer le rapatriement par les entités gouvernementales et par d'autres entités, y compris les organisations internationales, les musées, les herbiers, les jardins botaniques et zoologiques, les bases de données, les registres et les banques de gènes.

Elle demande au Secrétariat: de compiler les données reçues par les parties et d'autres, pour examen à la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j); de rechercher la coopération avec l'UNESCO dans l'analyse des points de savoir si, et comment, les différents instruments juridiques internationaux qui traitent de la propriété culturelle des CAL contribuent au rapatriement; et d'élaborer des projets de directives sur les bonnes pratiques en matière de rapatriement des savoirs traditionnels pertinents pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité, pour examen par le Groupe de travail sur l'Article 8 (j) et par la CdP 12.

Au sujet des *systèmes sui generis*, la CdP décide d'organiser un GSET, avec la participation d'experts des CAL pour l'élaboration d'un rapport, et reconnaît que le Protocole de Nagoya fournit un cadre propice à l'élaboration de systèmes sui generis et à l'APA pour l'utilisation des savoirs traditionnels touchant aux ressources génétiques.

Au sujet de l'utilisation coutumière durable (article 10 (c)), en tant que composante majeure du programme de travail sur l'Article 8 (j), la CdP demande au Secrétariat d'élaborer un projet de plan d'action englobant une proposition d'application progressive du plan, pour examen à la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j); et charge le Groupe de travail de fournir avis et conseils sur les savoirs traditionnels et l'utilisation durable, directement à l'OSASTT, sur une base régulière. La CdP décide que les tâches initiales sont les suivantes: intégrer les pratiques ou politiques d'utilisation coutumière dans les SPANB; promouvoir les initiatives communautaires qui contribuent à l'utilisation coutumière durable et de collaborer avec CAL dans des activités conjointes visant à atteindre une meilleure application de l'article 10 (c); et déterminer les bonnes pratiques. Une annexe contient une liste de tâches indicatives, pour examen ultérieur. Une note de bas de page précise que les tâches placées entre crochets n'ont pas été examinées ou approuvées par les parties.

Au sujet des recommandations des 9^e et 10^e réunions de l'IPNUQA, la CdP demande au Groupe de travail sur l'Article 8 (j) d'examiner la question de la terminologie « peuples autochtones et des communautés locales » et toutes ses implications pour la CDB et de ses parties, pour examen par la CdP 12.

LA BIODIVERSITE INSULAIRE

Le GT I a examiné la recommandation de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/3) au sujet de l'examen approfondi du programme de travail sur la biodiversité insulaire. De nombreux pays y ont apporté leur appui. L'UE, avec la Croatie, a mis en exergue la réduction de la pauvreté et l'APA et, avec l'Afrique du Sud, l'érosion de la biodiversité dans les écosystèmes inhabités et ceux habités de manière saisonnière. Le Groupe africain a appelé à l'intégration des activités d'adaptation au, et d'atténuation du, changement climatique dans la conservation de la biodiversité insulaire. La Thaïlande a apporté son appui à la proposition d'évaluer la capacité des îles à supporter les activités anthropiques. Le délégué de Trinité-et-Tobago a appelé à la formation des personnes et des institutions, et l'Inde a suggéré d'examiner les pratiques de tourisme durable.

Madagascar a proposé l'insertion d'une référence à l'interdépendance des ressources marines, terrestres et d'eau douce, et l'Afrique du Sud a proposé d'y intégrer les ressources estuariennes. La Chine et l'Ethiopie ont suggéré l'insertion d'une référence à la mobilisation de « ressources supplémentaires, conformément aux articles 20 et 21 de la CDB » (Ressources financières et mécanisme de financement).

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.8), la CdP invite les parties à renforcer la mise en œuvre du programme de travail sur la biodiversité insulaire et, notamment, de la promotion des engagements régionaux de haut niveau, à travers l'élargissement des mécanismes de renforcement des capacités locales et l'entretien des bases de données et portails d'information clés. Elle appelle à une concentration continue sur: les EEE; les mesures d'adaptation au, et d'atténuation du, changement climatique; les aires marines protégées (AMP), le renforcement des capacités; l'APA; et, la réduction de la pauvreté. En outre, la CdP: appelle les parties à accorder la priorité à la gestion des aires protégées terrestres; encourage les partenariats intersectoriels; invite les parties à s'engager avec le Partenariat insulaire mondial; et, prie le Secrétariat d'habiliter des réseaux d'appui technique régionaux et mondiaux.

MISE EN VALEUR DES ÉCOSYSTÈMES

Le GT I a examiné une recommandation de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/2 et 21). Le Groupe africain a souligné la nécessité de clarifier la compréhension de la « mise en valeur des écosystèmes » dans le cadre de la Convention, l'Afrique du Sud suggérant de se concentrer davantage sur la santé des écosystèmes et leur fonctionnement.

L'UE a déclaré que la mise en valeur des écosystèmes doit être intégrée dans le travail de la CDB sur les écosystèmes particuliers et, avec la République de Corée, qu'elle constitue l'ultime recours. Le Mexique a mis en garde que la mise en valeur ne doit pas être considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme un processus à long terme assujéti à une gestion continue. Le Canada, appuyé par l'Inde, a proposé de supprimer la référence à la mise en valeur des écosystèmes en guise de « recours ultime pour l'amélioration des écosystèmes dégradés ». La Suisse a proposé que le Secrétariat non seulement identifie, mais aussi « utilise selon ce qu'il convient » les opportunités de collaboration avec d'autres conventions. Le délégué de Sainte-Lucie a souligné l'importance de la coopération entre les conventions touchant à la biodiversité.

La Thaïlande a recommandé l'établissement d'inventaires des écosystèmes dégradés aux fins de déterminer les bonnes pratiques et les technologies appropriées pour leur mise en valeur. La Norvège a demandé: des directives conviviales pour appuyer la planification et la mise en valeur, et éviter les effets négatifs; l'examen de l'utilisation actuelle des terres, y compris le pastoralisme et l'agriculture à faible impact; l'élaboration de mesures de protection, y compris en faveur de la propriété foncière dans la détermination des terres propices à la mise en valeur; et l'examen de différents mécanismes financiers, y compris ceux du secteur privé.

Le Canada a reconnu les contraintes en matière d'information, de capacités et de financement, signalant que cela n'est pas une excuse pour faillir dans la conservation. L'Inde a

affirmé la nécessité d'adopter des pratiques de mise en valeur conviviales et écologiquement et socio-économiquement saines, de s'attaquer aux causes de la dégradation et de soutenir la régénération de la faune et flore sauvages. La FAO et le Réseau international de forêts modèles ont mis en relief les approches paysagères.

Le Ghana, l'Équateur et le Canada ont plaidé pour la création d'un groupe spécial d'experts techniques (GSET) sur la mise en valeur des écosystèmes. Le Pérou et la Colombie ont exhorté la compilation des données disponibles. Les délégués ont décidé de ne pas établir un GSET sur la mise en valeur des écosystèmes, mais de demander au Secrétariat d'entreprendre les tâches initialement assignées à un GSET. La République dominicaine a suggéré que le secteur minier soit également ciblé dans l'élaboration des directives pratiques devant encadrer la mise en valeur.

Au sujet de la détermination des écosystèmes dégradés pour la mise en valeur potentielle, pouvant être utilisés par les communautés autochtones et locales, la Thaïlande a proposé de promouvoir les bonnes pratiques et les technologies appropriées. La Norvège a recommandé la réalisation d'évaluations d'impact social pour s'assurer que les projets de mise en valeur n'affectent pas négativement la CAL qui peuvent utiliser la terre. L'UE a préféré « examiner la possibilité » de réaliser des évaluations d'impact social, l'Australie y ajoutant « appropriées aux conditions nationales ».

Le Guatemala, l'Argentine et le Salvador ont souligné la nécessité d'un soutien financier. Le libellé reconnaissant que les pays en développement ont besoin de ressources financières pour la mise en œuvre de la restauration des écosystèmes et la réalisation des objectifs d'Aichi, le Pérou, soutenu par le Salvador, mais contré par le Canada, a suggéré d'y inclure les pays qui sont des centres d'origine. L'UE, appuyée par la Nouvelle-Zélande, a demandé de placer le libellé entre crochets, en raison de ses incidences financières, en attendant la tenue des discussions sur la mobilisation des ressources. La Somalie, le Soudan, le Qatar, la République démocratique du Congo, le Togo, la Turquie et d'autres pays en développement ont souhaité le maintien du libellé. Le Japon a proposé de faire référence non seulement aux besoins en ressources financières, mais aussi en ressources techniques et humaines. La Chine, appuyée par le Brésil, a proposé d'y ajouter « conformément à l'article 20 de la CDB » (Ressources financières). Le Mexique a exhorté les délégués à ne pas répéter l'expérience vécue par la CdP 10, à Nagoya, où plusieurs portions de décisions ont été laissées entre crochets jusqu'à la conclusion des discussions sur la mobilisation des ressources. La présidente du Groupe de travail I, González Posse, a reproché aux délégués le maintien du processus « otage » des discussions sur la mobilisation des ressources.

Au cours de la plénière de clôture, le Canada a proposé un texte de compromis reconnaissant que les pays en développement ont besoin de ressources financières et techniques pour la mise en œuvre des programmes de mise en valeur des écosystèmes et pour la concrétisation des objectifs liés à Aichi. La présidente du Groupe de travail I, González Posse, soutenu par beaucoup, a précisé que le texte avait été croché en attendant l'accord sur la mobilisation des ressources, et que l'accord a été conclu. La plénière a décidé de supprimer les crochets et d'adopter la décision sans amendement.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.11), la CdP encourage les parties et invite les autres gouvernements et les organisations compétentes à fournir des efforts concertés pour atteindre les objectifs 14 (écosystèmes et des services essentiels garantis) et 15 (mise en valeur des écosystèmes et amélioration de la résilience) d'Aichi, et pour contribuer à la réalisation des autres objectifs, à travers des activités qui appuient la mise en valeur des écosystèmes. La CdP reconnaît également que les pays en développement ont besoin de ressources financières et techniques pour la concrétisation des programmes de mise en valeur des écosystèmes et pour la réalisation des objectifs d'Aichi, et prie les gouvernements et les organisations internationales de fournir un soutien pour la mise en œuvre et d'apporter au Secrétariat une aide financière, technique et autre, pour la facilitation du renforcement des capacités et de la mise en œuvre des initiatives.

La CdP demande en outre au Secrétariat: de tenir des ateliers régionaux et sous-régionaux de renforcement des capacités et de formation, et des réunions d'experts avec la participation des communautés autochtones et locales; de faciliter la création d'un portail électronique exhaustif consacré à la mise en valeur des écosystèmes; de compiler toutes les décisions de la CdP, et les données relatives à la mise en valeur des écosystèmes; de collaborer avec d'autres institutions, avec les partenaires et avec les conventions en rapport, pour améliorer et harmoniser les efforts fournis dans le domaine de la mise en valeur des écosystèmes et pour éviter les doubles emplois; et de présenter un rapport sur les progrès accomplis sur ces questions à l'OSASTT qui se tiendra avant la CdP 12.

BIODIVERSITÉ MARINE ET CÔTIÈRE

LES AIRES MARINES D'IMPORTANCE

ÉCOLOGIQUE ET BIOLOGIQUE: Le GT I a débattu de la manière de faire progresser les rapports de synthèse des ateliers régionaux sur le descriptif des zones qui répondent aux critères applicables aux zones marines d'importance écologique et biologique (ZIEB), qui ont été adoptées par la CdP 9 en vue de décrire les zones qui peuvent nécessiter de meilleures mesures de conservation et d'une meilleure gestion, à travers une variété de moyens, y compris les aires marines protégées et les évaluations d'impact (UNEP/CBD/COP/11/22). Le Mexique, l'Argentine et le Japon ont souligné que la description des ZIEB est un exercice scientifique et technique, et qu'elle ne peut pas affecter les droits et obligations des États relevant du droit international ou porter préjudice aux travaux des organisations internationales compétentes.

Les délégués ont débattu longuement du processus d'intégration des rapports de synthèse dans le référentiel de la CDB, auquel avait appelé la CdP 10. L'Australie a recommandé « l'approbation » des rapports de synthèse des ateliers sur les ZIEB, et l'établissement d'un processus supplémentaire pour les intégrer dans le référentiel. Le Japon, la Chine et le Pérou ont préféré « prendre note » des rapports. La Norvège a encouragé l'intégration des rapports dans le référentiel, leur distribution aux organes compétents et l'amélioration des descriptions des ZIEB lorsque l'information devient disponible. L'UE a appelé à l'approbation des rapports pour stimuler d'autres ateliers et déterminer davantage de ZIEB, et a encouragé les groupes régionaux à déterminer des aires marines protégées au-delà

des lignes de juridiction nationale dans la mise en œuvre d'un nouvel accord relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM). Greenpeace a exhorté les parties à approuver les rapports de synthèse et a demandé à l'AGNU de traiter d'urgence la question de la gouvernance des ZIEB. L'UICN a exhorté la CdP à inviter le Groupe de travail de l'AGNU sur la biodiversité marine dans les ZADJN à encourager les Etats et les organisations internationales à réagir à l'information concernant les ZIEB et à présenter un rapport sur les mesures prises sur la base des obligations internationales disponibles au titre de la CNUDM.

La présidente González Posse a proposé que les parties demandent au Secrétariat d'intégrer les rapports de synthèse dans le référentiel et de les transmettre à l'AGNU, à son groupe de travail et à d'autres organismes internationaux. Beaucoup ont apporté leur appui à la proposition de compromis. La Fédération de Russie, la Chine et l'Islande ont demandé si cela est contraire à la procédure décrite par la CdP 10, soulignant la nécessité d'une approbation préalable de la CdP. Après des consultations informelles, les délégués ont finalement accepté: de demander au Secrétariat d'inclure le rapport de synthèse de l'OSASTT 16 sur la description des zones qui répondent aux critères des ZIEB dans le référentiel, « comme mentionné dans la décision X/29 et dans la présente décision », l'UE demandant également l'insertion d'une référence à la « procédure énoncée au paragraphe 42 de la décision X/29 » et la mise à disposition des rapports de synthèse futurs pour examen par la CdP en vue de leur intégration dans le référentiel, « en ligne avec les but et procédures énoncés dans la décision X/29 et dans la présente décision ». La Chine a demandé que le rapport de la réunion rende compte du fait que la CdP n'a pas approuvé les rapports de synthèse.

La décision: La décision concernant les ZIEB (UNEP/CBD/COP/11/L.29) traite: de la description des zones répondant aux critères scientifiques applicables aux ZIEB; du référentiel des ZIEB et du mécanisme d'échange d'information; du renforcement des capacités dans le domaine des ZIEB; des savoirs traditionnels au service de la description des ZIEB et des critères sociaux et culturels; et d'une annexe contenant les rapports de synthèse des descriptions des ZIEB, y compris la description de zones répondant aux critères applicables aux ZIEB dans la région occidentale du Pacifique Sud et dans la région plus vaste des Caraïbes et du mid-ouest Atlantique, et les zones qui pourraient répondre aux critères applicables aux ZIEB, dans la région méditerranéenne.

Dans la décision, la CdP:

- stipule que l'application des critères des ZIEB est un exercice scientifique et technique;
- souligne que la détermination des ZIEB et la sélection des mesures de conservation et de gestion sont du ressort des Etats et des organismes intergouvernementaux compétents, conformément au droit international;
- demande au Secrétariat d'intégrer les rapports de synthèse sur la description des zones qui répondent aux critères applicables aux ZIEB dans le référentiel, comme stipulé dans la décision X/29 et dans la décision de la CdP 11, et de les

soumettre à l'AGNU et notamment à son Groupe de travail sur la biodiversité marine dans les ZADJN, et à d'autres organismes internationaux;

- affirme que la description scientifique des zones répondant aux critères des ZIEB est un processus ouvert et évolutif qui doit être poursuivi aux fins de permettre une amélioration continue et une mise à jour lorsque les données scientifiques et techniques améliorées deviennent disponibles dans chaque région;
- prie le Secrétariat de continuer à collaborer avec les gouvernements et les organisations internationales pertinentes, y compris la participation des CAL, pour faciliter la description des ZIEB à travers l'organisation d'autres ateliers régionaux ou sous-régionaux pour les diverses régions ou sous-régions où les parties souhaitent les voir tenus, et de mettre les rapports à la disposition de l'OSASTT et pour examen à la CdP;
- accueille favorablement le prototype du référentiel des ZIEB;
- invite les gouvernements et les organismes internationaux à envisager l'utilisation des directives encadrant l'intégration des savoirs traditionnels dans l'application des critères applicables aux ZIEB, avec, le cas échéant, l'approbation et la participation des détenteurs de savoirs traditionnels, dans toutes les futures descriptions des zones répondant aux critères applicables aux ZIEB et pour l'élaboration de mesures de conservation et de gestion; et
- souligne que les zones d'importance sociale et culturelle peuvent nécessiter une meilleure conservation et une meilleure gestion, et que des critères régissant la détermination des zones nécessitant de telles mesures renforcées peuvent avoir besoin d'être élaborés.

LES DIRECTIVES ENCADRANT LES EIE: Le GT I a débattu de l'opportunité de souligner les directives révisées volontaires encadrant la prise en compte de la biodiversité dans les évaluations d'impact environnemental (EIE) et dans les évaluations environnementales stratégiques (EES) menées dans les zones marines et côtières (UNEP/CBD/COP/11/23). Le Canada a accueilli favorablement les directives. L'Australie a soutenu l'opportunité « d'en faire état ». La Norvège a souligné la nécessité d'affiner le libellé consacré à la responsabilité des Etats du pavillon et au rôle des organisations internationales. L'Inde, la Colombie, la Chine et la République dominicaine ont souligné le caractère volontaire des directives, le Mexique précisant qu'elles ne préjugent pas de la compétence de l'AGNU et de celle de l'Autorité internationale des fonds marins. L'UE a soutenu l'idée de prendre note des directives, de manière à les rendre disponibles à titre de référence, et d'encourager leur utilisation et la soumission des données suite à leur application. Le Pérou s'y est opposé, appelant à davantage de consultations dans le cadre de l'AGNU et des conventions des mers régionales. Le délégué des Etats-Unis a mis en garde que les directives volontaires utilisent des termes non définis et, avec l'Argentine, des formulations obligatoires. Les délégués ont finalement décidé de « prendre note » des directives encadrant les EIE, exprimant sa gratitude pour le travail qui a conduit à leur finalisation dans le préambule de la décision.

QUESTIONS DIVERSES: Parmi les travaux concernant les effets négatifs des activités humaines sur la biodiversité marine et côtière (UNEP/CBD/COP/11/3), les discussions du GT I se sont concentrés sur ceux qui ont porté sur les thèmes des débris marins et du bruit sous-marin. La Norvège a appuyé l'idée d'avoir des directives encadrant: la problématique du bruit sous-marin, en tenant compte des données scientifiques limitées disponibles, et celles des débris marins, en tenant compte des travaux menés dans d'autres instances. L'Australie a appelé à la coopération avec la Convention sur les espèces migratrices et sur les débris marins. Au sujet du bruit sous-marin, l'UE a suggéré, et les parties ont accepté, de se référer à la « gamme complète des bonnes technologies et pratiques environnementales disponibles.

La décision finale: Dans la décision concernant les questions diverses touchant à la biodiversité marine et côtière (UNEP/CBD/COP/11/L.10), la CdP:

- prend note des directives volontaires encadrant la prise en compte de la biodiversité dans les EIE et les EES annotés spécifiquement pour la biodiversité des zones marines et côtières, y compris celles des ZADJN, reconnaissant qu'elles seront plus utiles pour les activités qui sont actuellement non réglementées et dépourvues de procédures d'évaluation d'impacts, sans préjudice à l'examen de la biodiversité marine mené dans les processus de l'AGNU et, en particulier, au sein de son Groupe de travail sur la biodiversité marine dans les ZADJN;
- demande au Secrétariat de mettre les directives, à titre de référence, à la disposition des gouvernements et des organismes internationaux; et
- encourage les gouvernements et les organismes internationaux à utiliser les directives, à les adapter et à les appliquer autant que jugé nécessaire, en fonction de leurs circonstances et priorités nationales.

Les directives (UNEP/CBD/COP/11/23) traitent: des étapes prévues dans le processus de l'EIE, des questions de biodiversité dans les différentes phases de l'EIE, de l'attention particulière devant être accordée à la biodiversité dans les EES et dans le processus décisionnel, des questions de biodiversité pertinentes pour les EES, et de la façon d'aborder la biodiversité dans les EES.

Au sujet du traitement de la conservation de la biodiversité dans la gestion des pêches et des impacts négatifs des activités humaines sur la biodiversité marine et côtière, la CdP demande au Secrétariat:

- de transmettre le rapport de la réunion d'experts pour l'examen des préoccupations ayant trait à la biodiversité dans la pêche durable, aux gouvernements, à la FAO et aux organisations régionales de gestion des pêches, et de collaborer avec eux pour améliorer la façon dont sont traitées les questions de biodiversité pour une pêche durable;
- de collaborer avec les gouvernements, les organisations internationales et les communautés autochtones et locales pour élaborer des propositions et mettre à jour le plan de travail spécifique relatif au traitement du problème de blanchissement du corail, pour répondre aux besoins des gestionnaires, entre autres, de planifier une façon proactive d'aborder les risques climatiques et de formuler des stratégies d'adaptation;

- d'organiser un atelier d'experts pour élaborer des directives pratiques et des outils permettant de minimiser et d'atténuer les effets négatifs importants des bruits sous-marins d'origine anthropique sur la biodiversité marine et côtière, y compris les mammifères marins;
- d'organiser un atelier d'experts pour élaborer des directives pratiques encadrant la prévention et l'atténuation des impacts négatifs importants sur des débris marins; et
- d'organiser un atelier d'experts pour fournir des directives pratiques consolidées et une enveloppe d'outils pour la planification spatiale marine.

La CdP encourage également les gouvernements et les organisations à prendre, le cas échéant, des mesures permettant de minimiser les effets négatifs importants des bruits sous-marins d'origine anthropique sur la biodiversité marine, y compris la gamme complète des bonnes technologies et pratiques environnementales disponibles, selon ce qu'il convient et en fonction des besoins, en s'appuyant sur les directives disponibles.

LA BIODIVERSITE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le Groupe de travail I a examiné ce sujet en se basant sur les recommandations et la documentation pertinentes de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/3, 24 et 25). Les discussions ont porté sur la REDD+, la géo-ingénierie et le renforcement des connaissances ayant trait aux liens qui existent entre la biodiversité et le changement climatique.

La REDD+: Au sujet du conseil concernant l'application des mesures de protection appropriées de la biodiversité, particulières à chaque pays, qui figurent dans l'annexe à la recommandation de l'OSASTT, le Groupe africain et la Malaisie ont souhaité « en prendre note » et la République de Corée a préféré « l'accueillir favorablement ». Le GRULAC a déclaré que les pays devraient élaborer des systèmes nationaux de protection conformément aux décisions de la CdP à la CCNUCC. L'UE a plaidé pour des conseils sur les mesures de sauvegarde, soulignant que la CdP devrait examiner les moyens de s'assurer du suivi et de l'évaluation des effets de la REDD+ sur la biodiversité. La Bolivie a déclaré qu'il n'y a pas d'entente commune sur ce qu'est la REDD+, suggérant, soit d'éviter la référence à l'abréviation, soit d'ajouter une référence au Mécanisme conjoint bolivien d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrée et durable des forêts en tant qu'approche alternative non-marchande. Le Brésil et l'Inde ont déclaré que les données sur les mesures de protection doivent être conduites par les pays, conformément aux décisions de la CCNUCC. Le Brésil a, en outre, mis en garde que la question des forêts ne se réduit pas à la REDD+. Finalement, les parties ont décidé de « prendre note avec satisfaction » de l'annexe qui a rapport avec les mesures de protection de la biodiversité.

Les parties ont examiné une demande adressée au Secrétariat d'élaborer des conseils supplémentaires. L'UE, avec plusieurs autres, a plaidé pour la présentation d'un rapport sur l'état d'avancement des travaux, à l'OSASTT, avant la CdP 12. Les délégués ont convenu de « prendre pleinement en compte les décisions pertinentes de la CCNUCC ».

L'Afrique du Sud, la Norvège et la Suisse ont soutenu le maintien de la référence à une liste indicative des indicateurs, qui figure dans une note du Secrétariat (UNEP/CBD/SBSTTA/16/8). Le Brésil a suggéré sa suppression et la

Colombie a déclaré que l'évocation d'une liste d'indicateurs est prématurée. En guise de compromis, les délégués ont finalement convenu de supprimer deux dispositions portant: sur le soutien des pays en développement dans le traitement des préoccupations relatives à la biodiversité et dans la réalisation de multiples avantages en rapport avec la mise en application de la REDD+; et sur l'invitation des parties à redoubler d'efforts en portant une attention particulière à la liste indicative d'indicateurs figurant dans l'annexe du document du Secrétariat sur les mesures de protection prévues dans le cadre de la REDD+. Ils ont également décidé de supprimer la référence au transfert de technologie et au renforcement des capacités « pour la prise en compte des indicateurs pertinents dans les systèmes nationaux de suivi des forêts ».

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.27), la CdP, rappelant les conseils et les mesures de protection, ainsi que les directives encadrant les systèmes de fourniture d'informations sur la manière dont les mesures de protection sont examinées et adoptées dans les décisions de la CCNUCC:

- souligne que les mesures de protection peuvent également accroître les avantages pour la biodiversité et pour les CAL;
- prend note avec satisfaction de l'annexe; et
- invite les parties et les autres à prendre en considération l'information figurant dans l'annexe, lors de l'élaboration des rapports nationaux et d'autres soumissions.

La CdP demande au Secrétariat: de rassembler, auprès des parties, des informations sur les initiatives et les expériences en rapport avec le paragraphe 67 de la décision 2/CP.17 de la CCNUCC (résultat de Durban sur l'action concertée à long terme), pour ce qui est de sa contribution à la réalisation des objectifs de la Convention et de soumettre un rapport sur l'état d'avancement de ce travail, avant la CdP 12; et de formuler des conseils sur les questions touchant à la REDD+, en tenant pleinement compte des décisions pertinentes de la CCNUCC, sur la base des vues exprimées par les parties, et de présenter un rapport à l'OSASTT, avant la CdP 13.

La décision contient une annexe en rapport avec les mesures de protection de la biodiversité énoncées dans paragraphe 2 de l'annexe I à la décision 1/CP.16 de la CCNUCC.

LA GÉO-INGÉNIERIE: au sujet des définitions, le Ghana, appuyé par la Grenade et la Bolivie, a souligné l'importance de l'approche de précaution et a fait part de sa préoccupation au sujet des définitions retenues par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). La Chine a affirmé que la définition de la géo-ingénierie devrait être élaborée sur la base de celles utilisées par le GIEC et la CCNUCC. Finalement, les parties ont décidé de stipuler qu'elles sont « au courant » des définitions et ententes disponibles et des travaux en cours dans d'autres instances et, notamment au sein du GIEC, et « font état », sans préjudice aux futures délibérations sur la définition des activités de géo-ingénierie, des éléments touchant au climat que la géo- ingénierie peut intégrer. Le Brésil, appuyé par la Bolivie, a suggéré l'insertion d'une note de bas de page précisant que les activités de géo-ingénierie n'englobent pas le piégeage et le stockage du carbone (PSC) et les activités relevant de la REDD+. La Nouvelle-Zélande a

préféré « le boisement, le reboisement et la mise en valeur » à « la REDD+ », pour la couverture des activités menées par les pays industrialisés et des pays en développement. Les délégués ont finalement convenu « à l'exclusion du PSC émis par les combustibles fossiles, à sa source, lorsque le dioxyde de carbone se trouve piégé avant qu'il ne soit libéré dans l'atmosphère, et à l'exclusion aussi des activités forestières ».

Le GRULAC a estimé que la CDB n'est pas le cadre dans lequel l'examen du mécanisme de régulation de la géo-ingénierie devrait être effectué. Le délégué des Philippines a affirmé que les aspects touchant à la biodiversité, de la géo-ingénierie, doivent rester de la compétence de la CDB. La Coalition mondiale des forêts et le Groupe ETC ont déclaré que la CDB est l'organe compétent pour le suivi de la gouvernance de la géo-ingénierie. Le Ghana, l'UE, l'Argentine, l'Afrique du Sud, les Philippines et le Koweït ont plaidé pour la reconnaissance de l'absence, et la nécessité, d'un cadre « mondial, exhaustif, fondé sur la science, transparent et efficace pour les concepts de géo-ingénierie qui risquent d'entraîner des effets transfrontaliers négatifs et pour ceux qui sont déployés dans les ZADJN et dans l'atmosphère ». La Norvège a préféré souligner qu'un tel mécanisme « est sans doute plus nécessaire » pour la géo-ingénierie. Les parties ont finalement décidé de souligner l'absence de mécanismes de contrôle et de régulation mondiaux, fondés sur la science, transparents et efficaces pour la géo-ingénierie ayant trait au climat, la nécessité d'une approche de précaution, et le fait que ces mécanismes sont, sans doute, plus nécessaires pour les activités de géo-ingénierie qui risquent d'entraîner des effets transfrontières nocifs et pour celles déployées dans les ZADJN et dans l'atmosphère, précisant qu'il n'y a pas d'entente commune sur la place qui leur conviendrait le mieux.

L'Éthiopie, l'Indonésie, le Timor-Leste, la Bolivie et d'autres ont soutenu l'idée d'inviter les parties à veiller à ce que l'essai des techniques de géo-ingénierie se déroule dans des « conditions de laboratoire contrôlées », mais la Norvège, le Japon, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'UE s'y sont opposés. L'Afrique du Sud et les Philippines ont préféré « exhorter » les parties. Appuyée par le Pérou et l'Équateur, l'Argentine a proposé d'y ajouter « conformément au droit international ». La présidente González Posse a proposé l'insertion d'une référence à la décision X/33 (Biodiversité et changement climatique), car elle contient une formulation évoquant un « milieu contrôlé ». L'Éthiopie a déclaré qu'elle accepterait la suppression du libellé appelant à des conditions de laboratoire contrôlées si les délégués acceptent de « réaffirmer » le libellé de la CdP 10 qui appelle à veiller à ce qu'il n'y ait aucune activité de géo-ingénierie (figurant dans l'alinéa 8 (w) de la décision X/33). L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont préféré plutôt « rappeler » que « réaffirmer » l'alinéa 8 (w) de la décision X/33, l'Australie expliquant qu'elle n'accepterait « réaffirmer » cet alinéa que s'il est accompagné de son texte introductif qui « invite » les parties à examiner les conseils figurant dans l'alinéa 8 (w). Les délégués ont finalement décidé de supprimer le libellé appelant à des conditions de laboratoire contrôlées, et de « réaffirmer le paragraphe 8 et, notamment, l'alinéa 8 (w), de la décision X/33 ».

Les délégués ont examiné le libellé faisant état du droit international coutumier et, notamment, les obligations générales des Etats pour ce qui est des activités relevant de leur juridiction ou contrôle et les exigences concernant les EIE, ainsi que l'application du principe de précaution, qui peuvent être pertinentes pour les activités de géo-ingénierie, mais qui formeraient encore une base incomplète pour une réglementation mondiale. Citant la Cour internationale de Justice, l'Argentine a soutenu « l'obligation de procéder à une EIE » là où il ya risque d'un tel danger, et l'ajout d'une référence non seulement à l'obligation des Etats pour ce qui est des activités relevant de leur juridiction ou contrôle, mais aussi aux « conséquences éventuelles de ces activités ». La Norvège a préféré s'appuyer sur la formulation de l'Article 3 de la CDB (Principe), exprimant sa préoccupation à propos de la référence à dommage transfrontière « important ». La Nouvelle-Zélande a souligné la nécessité de se référer à l'approche de précaution avant la mention du droit international coutumier, en raison de l'inquiétude de certains pays au sujet du lien entre les deux. Les délégués ont finalement décidé de stipuler que l'application du principe de précaution, ainsi que le droit international coutumier, y compris l'obligation générale des Etats pour ce qui est des activités relevant de leur juridiction ou contrôle et pour ce qui concerne les conséquences éventuelles de ces activités, et les exigences de l'EIE, peuvent être pertinentes pour les activités de géo-ingénierie, mais qu'elles formeraient encore une base incomplète pour une réglementation mondiale. Le délégué des Etats-Unis a fait une objection à cette formulation, objectique qui sera mentionnée dans le rapport de la réunion.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.23), la CdP:

- réaffirme le paragraphe 8, y compris son alinéa (w), de la décision X/33;
- souligne, conscient des définitions et ententes disponibles et des travaux en cours dans d'autres instances et, notamment, au sein du GIEC, que la géo-ingénierie liée au climat peut inclure, entre autres, une intervention volontaire, dans l'environnement planétaire, de nature et d'ampleur destinée à la lutte contre le changement climatique d'origine anthropique et/ou ses effets, avec une note de bas de page qui exclut à la source, le PSC émis par les combustibles fossiles lorsque le dioxyde de carbone se trouve piégé avant qu'il ne soit libéré dans l'atmosphère, et les activités forestières également;
- souligne l'absence de mécanismes de contrôle et de régulation mondiaux, exhaustifs, fondés sur la science, transparents et efficaces pour la géo-ingénierie touchant à la biodiversité, la nécessité d'une approche de précaution, et le fait que ces mécanismes peuvent être plus nécessaires pour les activités de géo-ingénierie qui risquent d'entraîner des effets transfrontaliers négatifs, et ceux qui sont déployés dans les ZADJN et dans l'atmosphère, précisant qu'il n'y a pas d'entente commune sur la place qui leur conviendrait le mieux; et
- souligne que l'application du principe de précaution, ainsi que du droit international coutumier, y compris les obligations générales des Etats "pour ce qui est des activités relevant de leur juridiction ou contrôle et pour ce qui

concerne les conséquences éventuelles de ces activités, et les exigences de l'EIE, peuvent être pertinentes pour les activités de géo-ingénierie mais qu'elles formeraient encore une base incomplète pour une réglementation mondiale.

La CdP invite les parties à présenter un rapport sur les mesures prises conformément à l'alinéa 8 (w) de la décision X/33, demandant au Secrétariat de compiler ces informations et les mettre à disposition à travers le Centre d'échange.

La CdP demande également au Secrétariat de prévoir et de préparer, en temps opportun, un réexamen par les pairs, et de soumettre à la considération d'une future réunion de l'OSASTT: une mise à jour des impacts potentiels des techniques de géo-ingénierie sur la biodiversité et sur le cadre réglementaire de la géo-ingénierie, touchant au climat, relevant de la CDB, en s'appuyant sur les rapports scientifiques pertinents, tels que le Cinquième rapport d'évaluation du GIEC, et un aperçu des points de vue des parties et des autres intervenants, concernant les impacts potentiels de la géo-ingénierie sur la biodiversité et les effets sociaux, économiques et culturels connexes.

QUESTIONS DIVERSES: le Brésil, l'Argentine, la Chine, la Bolivie, la Malaisie, l'Ethiopie et d'autres ont demandé de placer entre crochets le texte appelant à entériner la recommandation XVI/8 de l'OSASTT qui porte sur le renforcement des connaissances et informations concernant les liens entre la biodiversité et le changement climatique ou l'ajout d'une référence au principe des responsabilités communes mais différenciées. L'UE, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Australie et la Norvège s'y sont opposés. Les délégués ont également débattu du point de savoir s'il fallait « entériner » ou « prendre note avec satisfaction de » la recommandation du SBSTTA, les parties acceptant finalement cette dernière formulation.

Au sujet du financement pour combler des lacunes dans les données sur la biodiversité et les écosystèmes pour les études à grandes échelles, le Japon, l'UE, la Norvège, le Canada et d'autres, contrés par la Chine, ont suggéré que les gouvernements et les organisations « en mesure de le faire » mobilisent davantage de ressources. Le Canada, le Japon et Israël ont mis en garde contre la référence au principe de Rio sur les responsabilités communes mais différenciées, en rapport avec la mobilisation des ressources. La Nouvelle-Zélande a suggéré, et les délégués ont accepté, une référence au fait qu'on soit « conscients des principes de Rio ».

Au sujet du renforcement des inventaires et du suivi de la biodiversité et des services des écosystèmes, l'UE, contrée par le Brésil, a proposé d'inclure l'évaluation de l'impact des mesures d'adaptation au, et d'atténuation du, changement climatique. Le Brésil, contré par la Norvège, s'est opposé au libellé appelant au réexamen de l'aménagement du territoire en vue d'y améliorer l'adaptation au changement climatique, fondée sur les écosystèmes, soutenant que cela relevait du mandat de la CCNUCC.

Les délégués ont finalement convenu d'un libellé de compromis appelant: à renforcer les connaissances et informations, y compris les ensembles de données comparables et la recherche connexe, ainsi que le suivi des activités menées sur les liens entre la biodiversité, le changement climatique et le bien-être humain, dans les programmes

éducatifs, l'UE y ajoutant « à tous les niveaux »; à renforcer les inventaires et la surveillance des menaces et des effets probables du changement climatique, et à la fois les effets positifs et les effets négatifs des mesures d'atténuation du, et d'adaptation au, changement climatique sur la biodiversité et les services écosystémiques; et à « envisager » le réexamen de l'aménagement du territoire, en vue de l'amélioration de l'adaptation au changement climatique, fondée sur les écosystèmes.

La Décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.6), la CdP:

- prend note avec satisfaction du paragraphe 1de la recommandation XVI/8 de l'OSASTT, concernant le renforcement des connaissances et informations sur les liens entre la biodiversité et le changement climatique;
- encourage les parties et les organisations compétentes à continuer à mobiliser des ressources, conformément à l'article 20 de la CDB, à la stratégie de mobilisation des ressources et aux Principes de Rio, aux fins de combler les lacunes qui existent dans les données relatives à la biodiversité et aux services écosystémiques dans le contexte du changement climatique; et à entreprendre des études à grandes échelles spatiales, des échelles locales aux échelles paysagiques plus vastes; et
- encourage les gouvernements: à renforcer les connaissances et informations, y compris les ensembles de données comparables et les activités connexes de recherche et de suivi menées sur les liens entre la biodiversité et le changement climatique et bien-être humain, dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux; à promouvoir les synergies entre les politiques et mesures appliquées à la biodiversité et celles appliquées au changement climatique; à reconnaître le rôle important que les aires protégées, les écosystèmes restaurés et autres mesures de conservation peuvent jouer dans les activités liées au changement climatique; et à envisager un réexamen de la planification de l'utilisation des terres, aux fins d'améliorer l'adaptation au changement climatique, fondée sur les écosystèmes.

LA BIODIVERSITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT

Le GT II a examiné les recommandations pertinentes du GTEA, y compris les recommandations de Dehradun (UNEP/CBD/COP/11/4, 33/Rev.1, 33/Add.1 et INF/4 et 40). Beaucoup ont soutenu la poursuite des travaux dans un GSET. Le Japon, contré par le Guatemala, a déclaré que l'éradication de la pauvreté ne relève pas du champ d'activité de la Convention. La Bolivie, le Venezuela et Cuba se sont opposés à l'approche fondée sur la loi du marché, préconisée dans les recommandations de Dehradun, et ont appelé à veiller à la cohérence avec le résultat de Rio+20.

L'UE a reconnu le rôle de l'APA dans la contribution à l'éradication de la pauvreté, l'Indonésie et la Tunisie soulignant le potentiel du Protocole de Nagoya. Le Gabon a appelé à l'intégration des objectifs d'Aichi dans le programme de développement de l'après 2015. Le Brésil a appelé à l'insertion d'une référence au libellé du document final de Rio 20, qui souligne l'importance des peuples autochtones dans la réalisation du développement durable. Le FIAB a suggéré de

reconnaître la contribution des savoirs traditionnels, et d'ajouter une référence à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA).

L'Équateur a proposé l'insertion, dans le préambule, d'une référence aux « droits de la nature ». Les délégués ont en débattu et, au terme de consultations informelles, ils ont décidé de prendre note de « la notion des droits de la nature ». Après concertation, les délégués ont convenu de rappeler, dans le préambule, l'importance des DDPA et du Document final de Rio+20.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.14), la CdP prend note des recommandations de Dehradun et décide que le Groupe d'experts sur la biodiversité au service de l'éradication de la pauvreté et du développement poursuivra ses travaux et soumettra, à la GTEA 5, un rapport pour examen par la CdP 12. Elle décide aussi que les questions relatives aux liens entre la biodiversité et le bien-être, l'éradication de la pauvreté, les moyens de subsistance et le développement durable sont à examiner, selon ce qu'il convient, lors des réunions futures de la CdP, dans l'objectif de recommander des mesures précises pour la mise en œuvre du Plan stratégique. Elle prie le Secrétariat de, entre autres, veiller à l'intégration effective de l'éradication de la pauvreté et des préoccupations de développement durable dans tous les programmes de travail de la Convention, et d'inclure les demandes d'information sur l'intégration de la biodiversité au service de l'éradication de la pauvreté et du développement, dans le processus de présentation des rapports nationaux au titre de la Convention. Les éléments du mandat et prérogatives du Groupe d'experts sur la biodiversité au service de l'éradication de la pauvreté et du développement sont annexés à la décision.

LES TERRES ARIDES ET SUB-HUMIDES

La CdP a pris note du rapport contenu dans le document UNEP/CBD/COP/11/25.

LA BIODIVERSITÉ DES EAUX INTÉRIEURES

Le GT I a examiné cette question (UNEP/CBD/COP/11/17 et 30 et INF/2). Beaucoup ont soutenu l'idée d'établir de nouvelles synergies et coopération entre les secrétariats des accords pertinents. L'UE a appelé à l'utilisation de définitions et de termes communs à toutes les conventions. La Norvège et la Nouvelle-Zélande ont suggéré de reconnaître l'importance du cycle de l'eau dans la plupart des domaines de la Convention, et de la réalisation des objectifs d'Aichi. Le Canada a demandé au Secrétariat d'élaborer des initiatives concernant la gestion de l'eau, avant la CdP 12. La République de Corée a proposé l'insertion d'une référence à la pertinence de l'eau telle qu'estimée dans le résultat de Rio+20. Le Pérou a soutenu l'insertion d'une référence aux écosystèmes qui sont partagés et ceux qui font partie d'une zone d'intérêt international. Les délégués ont décidé d'inclure une référence aux conclusions du rapport sur l'Economie des écosystèmes et de la biodiversité (EEB) consacré à l'économie de l'eau et aux terres humides.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.7), la CdP accueille favorablement les travaux du groupe d'experts sur les rapports concernant la capacité de la biodiversité à soutenir les cycles de l'eau; prend acte des conclusions du rapport sur l'EEB consacré à l'économie de

l'eau et aux terres humides; et reconnaît l'importance du cycle de l'eau pour atteindre la plupart des objectifs d'Aichi. La CdP invite les parties à envisager l'adoption du terme « terres humides », tel que défini dans la Convention de Ramsar, dans la mise en œuvre de l'Objectif 11 d'Aichi. La CdP demande, en outre, au Secrétariat et au Secrétaire général de la Convention de Ramsar, dans le cadre du Plan de travail conjoint entre les deux conventions, d'édifier des partenariats pour apporter des solutions fondées sur l'écosystème à la gestion des ressources en eau.

LES AIRES PROTÉGÉES

Le GT I a examiné ce sujet (UNEP/CBD/COP/11/2 et 26). Plusieurs pays en développement ont souligné la nécessité d'un soutien financier pour atteindre l'objectif 11 d'Aichi (les AP). L'UE a souligné la nécessité: d'entamer des négociations en vue d'un nouvel accord sur la mise en œuvre de la CNUDM dans le cadre de l'AGNU, sur les AP situées au-delà des lignes de la juridiction nationale; et de renforcer les capacités des communautés. Le Groupe africain a attiré l'attention sur l'efficacité de la gestion des AP, les problèmes de subsistance, et le soutien à une gestion harmonisée des aires protégées transfrontalières. La Bolivie a souligné le besoin de promouvoir et de soutenir financièrement la participation des CAL dans la réalisation de l'Objectif 11 d'Aichi.

Le délégué des Philippines a soutenu l'utilisation volontaire et la poursuite de l'élaboration du registre mondial des APAC géré par le PNUE-WCMC. La Colombie a proposé de renforcer la reconnaissance et le soutien des approches communautaires dans la conservation de la biodiversité, y compris les APAC et autres zones communautaires classées dans les catégories des AP de l'UICN.

La Suisse a appelé le Secrétariat et l'UICN à fournir des orientations sur les qualificatifs nécessaires à l'Objectif 11 d'Aichi, telles que la représentativité écologique et l'efficacité de la gestion. La Thaïlande a proposé d'inviter les parties à procéder à l'évaluation de l'état actuel des écosystèmes et d'accorder une priorité aux zones dégradées dans les aires protégées. Le FIAB a appelé au libre consentement préalable en connaissance de cause des peuples autochtones et des communautés locales avant l'établissement des AP.

La Colombie a recommandé de souligner que les aires protégées sont stratégiques pour la réalisation non seulement de l'Objectif 11 d'Aichi, mais aussi d'autres objectifs d'Aichi, le Brésil suggérant l'insertion de références à des objectifs précis. L'Ethiopie et le Bénin, contrés par l'UE, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, se sont opposés à un libellé appelant à l'amélioration des AMP situées dans toutes les zones relevant de la compétence des parties. L'Argentine a proposé d'ajouter une référence à l'article 4 de la CDB (Portée Juridictionnelle). La présidente González Posse a proposé une référence aux AP marines et terrestres à la fois.

Le délégué des Philippines a appelé à la poursuite des évaluations de la gouvernance des AP aux fins d'améliorer la gestion des systèmes des AP. Après des consultations informelles, les délégués ont accepté cette suggestion. L'UE a réitéré une proposition visant à encourager les parties, lors de la mise en œuvre de l'Article 9 du Protocole de Nagoya (Contribution à la

conservation et à l'utilisation durable), à exhorter les utilisateurs et les fournisseurs à réorienter les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques vers la conservation et l'utilisation durable et, notamment, vers l'établissement et la gestion d'aires protégées, l'Ethiopie, le Gabon, le Brésil et Madagascar demandant également de « veiller au partage juste et équitable des avantages avec les CAL ».

Au sujet de la liste d'activités devant permettre au Secrétariat de soutenir la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour le programme de travail sur les aires protégées, la Suisse a proposé l'ajout d'indications sur la détermination de mesures de conservation effectives à appliquer à la zone.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.9), la CdP invite les parties à, entre autres:

- intégrer les plans d'action nationaux élaborés pour le programme de travail dans les SPANB actualisées;
 - entreprendre des efforts importants, avec un soutien approprié, pour la réalisation de tous les éléments de l'Objectif 11 d'Aichi, pour l'amélioration des AMP situées dans les zones relevant de leur juridiction;
 - atteindre les objectifs du programme de travail dans les aires protégées qui sont en retard;
 - améliorer la coordination interinstitutionnelle et intersectorielle, en particulier dans le domaine de l'intégration des aires protégées et de la biodiversité et de l'intégration des aires protégées dans les paysages, plus larges, terrestres et marins;
 - renforcer la reconnaissance et le soutien des approches communautaires en matière de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité;
 - accorder une attention particulière à la conservation des espèces sauvages apparentées aux plantes cultivées et des plantes sauvages comestibles qui se trouvent dans les zones protégées et dans les APAC, conformément aux dispositions de la CDB et à la législation nationale;
 - établir des réseaux sous-régionaux et nationaux des correspondants nationaux pour l'échange des bonnes pratiques dans le cadre du programme de travail;
 - redoubler les efforts en vue de mettre en place des comités multisectoriels comprenant des représentants des communautés autochtones et locales; et
 - présenter un rapport sur la mise en œuvre des plans d'action nationaux.
- La CdP invite, en outre:
- la Convention de Ramsar sur les zones humides, le Programme de la biosphère de l'UNESCO, la Convention sur le patrimoine mondial et d'autres à créer des synergies et des partenariats englobant les CAL en vue de considérer les possibilités de canaliser les activités vers le soutien des plans d'action nationaux;
 - le FEM et ses agences d'exécution à faciliter l'alignement de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets d'aires protégées;
 - le PNUE-WCMC et ses partenaires à continuer à rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif 11 et d'autres objectifs d'Aichi, à travers le Rapport Planète protégée; et

- les initiatives, organisations et institutions régionales et internationales à coordonner leurs activités en vue de favoriser la coopération et les partenariats régionaux, et d'aligner leurs initiatives en matière de renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre des plans d'action nationaux.

L'UTILISATION DURABLE

Le GT I a examiné ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/2 et 29). La Fédération de Russie, l'Indonésie et d'autres ont soutenu le renforcement de l'application des Principes et directives d'Addis-Abeba. Le GRULAC, le Japon, le Népal et d'autres ont plaidé pour la reconnaissance de l'utilité de l'initiative de Satoyama comme plate-forme pour la création de synergies entre les initiatives au niveau du paysage. L'Australie a préféré le maintien de la référence à son utilité « potentielle ».

La Colombie a souligné la nécessité d'inclure les savoirs traditionnels dans l'élaboration des politiques et plans nationaux. Au sujet de la participation d'autres dans l'élaboration d'alternatives à la gestion non durable, l'Islande s'est opposée à l'insertion d'une référence au secteur de la pêche.

La Fédération de Russie a souligné que l'utilisation durable des faune et flore sauvages englobe à la fois les zones tropicales et les zones non tropicales. La FAO s'est portée volontaire pour l'animation du partenariat de collaboration proposée sur la gestion durable des faune et flore sauvages. Au sujet du « transfert » des droits d'accès et de la responsabilité de la gestion durable des ressources naturelles des îles aux CAL « autant que possible », le FIAB, soutenu par l'Éthiopie, a suggéré que les CAL qui peuvent fournir des solutions durables « devraient avoir accès à ces ressources et être suffisamment autonomisées ». TRAFFIC, avec la FIAB, a suggéré: plutôt « adopter » que « accueillir avec satisfaction » les recommandations révisées du Groupe de liaison sur la viande de brousse; leur intégration dans les SPANB et la détermination de correspondants nationaux particuliers pour la viande de brousse. Le Canada a demandé, et les délégués ont accepté, de revenir plutôt au texte de l'OSASTT 15 sur le transfert de l'accès et les droits et responsabilités associés aux communautés autochtones et locales, qu'à celui sur les « droits fonciers et les savoirs traditionnels ».

L'UE, contrée par le Brésil, la Bolivie, l'Équateur, le Soudan, le Qatar, le Mexique, la Colombie, l'Éthiopie et l'Argentine, a appelé à la réinsertion du libellé appelant les programmes nationaux relatifs à la REDD+ de tenir compte de l'importance des faune et flore sauvages pour la santé des écosystèmes et des services écosystémiques. Les délégués ont finalement accepté d'accueillir favorablement les recommandations révisées sur la viande de brousse, et un texte de compromis stipulant que les politiques et mesures d'adaptation au, et d'atténuation du, changement climatique devraient tenir compte de l'importance des faune et flore sauvages pour le maintien de la santé des écosystèmes et des services écosystémiques.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.15), la CdP:

- encourage les parties à renforcer l'application des Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'agriculture et l'approche écosystémique, dans l'aménagement du territoire et les politiques sectorielles;

- invite le Groupe des Nations Unies sur la Gestion de l'environnement à promouvoir les orientations existantes et nouvelles concernant l'utilisation durable pour ce qui est de la mise en œuvre du Plan stratégique et de chacun des objectifs d'Aichi;
- reconnaît la contribution que l'Initiative de Satoyama s'efforce à entreprendre pour la création de synergies entre les différentes initiatives régionales et mondiales disponibles sur les environnements naturels influencés par l'Homme; et
- exhorte les parties à reconnaître le rôle des communautés autochtones et locales à l'utilisation durable.

La CdP demande également au Secrétariat: d'appuyer le renforcement des capacités en matière de gestion de la nature pour l'utilisation coutumière durable; et de mettre en place des mécanismes de participation pleine et effective des communautés autochtones et locales dans le processus.

La CdP accueille avec satisfaction les recommandations révisées concernant la viande de brousse en tant que complément potentiel aux Principes et directives d'Addis-Abeba, et invite les gouvernements et autres organisations à en faire usage, le cas échéant, en tenant compte de l'Article 10 (c) de la CDB, ainsi que de la législation nationale, et d'envisager de les utiliser pour l'intégration de la viande de brousse dans les SPANB.

LA STRATEGIE MONDIALE POUR LA CONSERVATION DES PLANTES

Le GT I a examiné cette question (UNEP/CBD/COP/11/3). La Thaïlande a proposé d'encourager les pays et les partenaires à déterminer les détenteurs de spécimens et des données connexes, et à les aider à rendre l'information accessible, avec leur consentement. Le Brésil a souligné la nécessité de prendre en compte les conditions nationales particulières. L'Éthiopie a souligné la nécessité de renforcer les capacités taxonomiques et d'un soutien financier « prévisible » pour la mise en œuvre de la SMCP. Le Partenariat mondial pour la conservation des plantes a exprimé sa volonté de fournir une assistance technique aux niveaux national et régional. La présidente González Posse a proposé, et les délégués ont accepté, d'enregistrer les réserves exprimées dans le rapport de la réunion et d'approuver le projet de décision tel que transmis par l'OSASTT.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.3), la CdP, entre autres: prend note du rapport de la quatrième réunion du Groupe de liaison sur la SMCP qui décrit les liens entre les objectifs de la SMCP au titre de la période 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi, et une liste indicative d'indicateurs; souligne que la SMCP devrait être mise en œuvre conformément à l'Article 15 de la CDB (accès aux ressources génétiques) et, selon ce qu'il convient, au Protocole de Nagoya; et accueille favorablement la proposition de résolution du Comité des plantes, relatives à la coopération entre la CITES et la SMCP, qui sera soumise pour examen à la CdP de la CITES 16.

- Au sujet de l'enveloppe d'outils pour la SMCP, la CdP:
- invite les gouvernements et les organisations compétentes à faire usage des justificatifs techniques pour l'élaboration/la mise à jour des stratégies nationales de conservation des

plantes et de mettre à disposition des exemples d'utilisation et d'application national des justificatifs techniques pour une éventuelle insertion dans l'enveloppe d'outils; et

- demande au Secrétariat: d'intégrer dans l'enveloppe d'outils, des directives pour les mesures visant à faciliter l'application de la stratégie et des mesures de gestion et de conservation des espèces végétales touchées par le changement climatique, et d'aider les parties à établir des liens avec le suivi de la mise en œuvre nationale de la SMCP.

LES BIOCARBURANTS ET LA BIODIVERSITÉ

Au cours des discussions du GT I sur la technologie des biocarburants et les mesures éventuelles permettant de promouvoir les effets positifs ou d'éviter les effets négatifs (UNEP/CBD/COP/11/3), le Salvador, le Niger, la Suisse et l'Afrique du Sud ont mis en exergue l'approche de précaution. Le Qatar a fait part de ses préoccupations concernant les effets socio-économiques et, avec le Koweït, les effets sur la sécurité alimentaire. La Bolivie a remis en question le potentiel des biocarburants à atténuer le changement climatique. L'Éthiopie a proposé de demander une compilation d'exemples pratiques d'impacts positifs et négatifs des biocarburants. Les délégués ayant des préoccupations ont accepté leur mention dans le rapport de la réunion.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.2), la CdP, entre autres:

- reconnaît que la technologie des biocarburants peut aggraver les causes de l'érosion de la biodiversité, mais aussi la contribution positive potentielle des biocarburants à l'atténuation du changement climatique;
- encourage la poursuite des initiatives visant à élaborer et à appliquer des outils, et des approches visant à promouvoir les effets positifs et à minimiser ou à éviter les effets négatifs qui affectent les conditions socio-économiques;
- prend note des lacunes dans les connaissances scientifiques, les outils et les approches, et des incertitudes et difficultés de mesurer les effets indirects et d'y faire face;
- invite les parties à évaluer les mesures d'incitation qui peuvent conduire à l'expansion des biocarburants dans le contexte du thème transversal de la CDB concernant les mesures d'incitation;
- encourage le suivi de l'évolution de la technologie qui évolue rapidement, rappelant la Décision IX/2 de la CdP, alinéa 3 (c) (i), qui encourage les Parties à appliquer l'approche de précaution; et
- prie le Secrétariat de continuer à rassembler des données sur les lacunes qui existent dans les normes et les méthodologies et de compiler les informations pertinentes sur les définitions des principaux termes.

LES ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Les délégués du GT I ont examiné la question des EEE, y compris celles introduites en tant qu'animaux domestiques, d'espèces d'aquarium et de terrarium et comme appâts et aliments vivants (UNEP/CBD/COP/11/2 et 28). L'Indonésie a plaidé pour une coopération accrue entre les organismes internationaux travaillant sur les espèces exotiques envahissantes. Beaucoup ont soutenu le renouvellement de la

demande, faite par la CDB, d'un statut d'observateur au sein du Comité sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'Organisation mondiale du commerce. L'Inde a souligné la nécessité de s'assurer du suivi des accords commerciaux qui peuvent constituer une menace pour la biosécurité. Le Brésil a souligné le caractère pratique et non normatif de l'enveloppe d'outils proposée au sujet des EEE. La Suisse a proposé de se concentrer sur des mesures visant à contrôler et à éradiquer la priorisation des EEE après la minimisation des risques dans la réalisation de l'Objectif 9 d'Aichi (EEE).

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.17), la CdP, entre autres:

- encourage les gouvernements à faire face aux menaces découlant des EEE et, le cas échéant, à faire usage et à améliorer les normes disponibles pour faire face aux risques connexes;
- invite à l'examen de la demande, faite par la CDB, d'un statut d'observateur au sein du Comité des MSP; et
- demande au Secrétariat: de rassembler et de diffuser les méthodes permettant de surveiller et de contrôler le commerce et la circulation transfrontalière des EEE introduites; d'élaborer et de diffuser une enveloppe d'outils sur l'application des normes disponibles sur les EEE; et de faciliter la mise en œuvre du Partenariat mondial pour l'information sur les espèces exotiques envahissantes.

L'INITIATIVE TAXONOMIQUE MONDIALE

Les délégués du GT I ont adopté la décision recommandée par l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/2), avec la stratégie de renforcement des capacités de l'ITM placée dans une annexe.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.4), la CdP:

- invite les parties à intégrer la stratégie de renforcement des capacités de l'ITM dans les SPANB actualisées;
- invite les organismes taxonomiques et d'autres organismes à faire des efforts particuliers pour former et renforcer les ressources humaines pertinentes et à établir et entretenir des systèmes d'information accessibles au public et des installations pour les collections biologiques;
- reconnaît que la recherche taxonomique peut impliquer un transit de ressources génétiques entre les pays, et l'accès aux savoirs traditionnels, soulignant la nécessité d'entreprendre de telles activités conformément aux dispositions de la CDB sur l'APA et, le cas échéant, à celles du Protocole de Nagoya; et
- souligne l'importance du savoir taxonomique traditionnel des CAL dans le cadre du GT I.

La CdP demande aux parties de présenter un rapport sur l'efficacité du renforcement des capacités visant à soutenir la mise en œuvre de l'ITM, à travers leurs cinquième et sixième rapports nationaux, et prie le Secrétariat de présenter un rapport sur ces progrès aux réunions correspondantes de la CdP. Elle demande également au Secrétariat d'organiser et de faciliter: des ateliers régionaux sur l'intégration de la taxonomie dans les SPANB; des ateliers sur les outils pratiques pour améliorer les compétences taxonomiques et sensibiliser à l'utilité des données taxonomiques dans le cadre des objectifs de la CDB, y compris l'APA; et l'élaboration d'un kit pratique d'apprentissage pour promouvoir la participation des secteurs concernés.

L'annexe à la décision comprend la stratégie de renforcement des capacités pour l'ITM, comportant des sections consacrées à la vision, à la mission, aux objectifs, aux actions stratégiques à entreprendre durant la période 2011-2020, et à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation.

LES MESURES D'ENCOURAGEMENT

Les délégués du GT I ont examiné une recommandation de l'OSASTT (UNEP/CBD/COP/11/3). Le débat a porté sur les incitations perverses et sur la façon d'utiliser le travail de l'EEB dans ce cadre.

L'UE a souligné: que les incitations peuvent aider à réaliser les objectifs d'Aichi de la manière la plus rentable possible; que les besoins de financement de la biodiversité doivent aussi être abordés à travers les mécanismes de financement de l'économie verte et des mécanismes novateurs; que le rapport EEB doit être utilisé pour le réexamen des SPANB; et qu'elle est engagée en faveur de l'intégration de la biodiversité dans la réforme de son secteur agricole et de la pêche. Le GRULAC a cité la répartition régionale inégale des incitations perverses, appelant à l'élimination des subventions accordées dans les pays industrialisés au secteur de l'agriculture et de la pêche, et a exprimé son soutien en faveur de la rétribution des services écosystémiques s'ils se traduisent par la conservation et l'utilisation durable. L'Australie, appuyée par la Nouvelle-Zélande, a recommandé de veiller à l'harmonie avec les obligations internationales pertinentes. Le GRULAC a demandé que sa position sur les mesures incitatives soit consignée dans le rapport de la réunion.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.5), la CdP:

- encourage les gouvernements à envisager l'élaboration d'études nationales sur l'économie des écosystèmes et de la biodiversité, en utilisant l'étude EEB et en impliquant l'ensemble des parties prenantes, et à intégrer les valeurs de la biodiversité dans les politiques nationales et locales; et
- encourage les parties à considérer, conformément aux objectifs des SPANB révisés, la possibilité d'intégrer des critères spécifiques à la biodiversité dans les plans nationaux d'approvisionnement, dans les stratégies nationales pour la consommation et la production durables et dans les cadres de planification similaires, comme contribution à la mise en œuvre de l'Objectif 4 d'Aichi (production et consommation durables).

La CdP, notant en outre le travail analytique considérable déjà entrepris sur les incitations nocives, par nombre d'institutions internationales:

- invite les parties à élaborer et à appliquer des outils pour la détermination des incitations qui sont nocives à la biodiversité et des méthodes pour le suivi des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 3 d'Aichi (les mesures incitatives);
- souligne que la conduite d'études pour la détermination des incitations et, notamment, les subventions néfastes à la diversité biologique, ne doit pas retarder l'action politique devant être entreprise sans délais dans les cas où les candidates à l'élimination, à la suppression progressive ou à la réforme sont déjà connues; et

- invite les parties à soumettre des informations sur les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des options offertes pour la réforme des incitations qui sont nocives à la biodiversité.

La CdP demande également au Secrétariat:

- d'élaborer un rapport de synthèse sur les obstacles rencontrés dans la mise en œuvre des options déterminées pour l'élimination, la suppression progressive ou la réforme des incitations qui sont nocives à la biodiversité, pour examen par l'OSASTT, avant la CdP 12; et
- de continuer à tenir des ateliers régionaux de renforcement des capacités pour aider les pays à tirer parti des études EEB et des travaux similaires au niveau national ou régional.

LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

Ce point de l'ordre du jour (UNEP/CBD/COP/11/9-10, 10/Add.1 et INF/36) a été examiné en séance plénière et dans un groupe ouvert à tous sur le budget, présidé par l'Ambassadeur Conrod Hunte (Antigua-et-Barboudes).

Au cours du groupe de contact sur le budget, les parties ont discuté du budget programmatique du prochain exercice biennal 2013-2014, notant que la CdP avait préparé trois options fondées sur une croissance évaluée, une croissance à 7,5% et une croissance zéro. Les délégués ont abordé les scénarios pour chacune de ces options budgétaires, les parties examinant les implications en termes d'effectifs, de fréquence et de durée des réunions de l'OSASTT, de reclassement de postes, ainsi que de logistique des réunions du bureau de la CdP et de celui de l'OSASTT, y compris la structure et la durée des futures réunions de la CdP et de la CdP/RdP. L'une des options mise en exergue par les délégués consistait en ce que les futures CdP/RdP du Protocole de Nagoya et de Cartagena soient « sans coûts », en se tenant parallèlement aux CdP de la CDB.

Les délégués ont également discuté de l'état des contributions impayées de 2001, beaucoup faisant part de leurs préoccupations face au constat du nombre important de cotisations et de contributions prévues au titre de 2012 soient encore impayées, et ont décidé de rédiger un projet de décision demandant au président de la CdP et au Secrétaire exécutif de la Convention d'appeler les parties à payer d'urgence leurs contributions. Beaucoup ont souligné la nécessité d'idées créatives dans le domaine de la mobilisation des ressources, ainsi que d'une hiérarchisation des activités menées par le Secrétariat, compte tenu des nombreuses contraintes posées en matière de ressources durant l'actuelle crise financière.

Les délégués ont également abordé: l'utilisation de l'excédent budgétaire pour la tenue des réunions prioritaires, s'il devait y avoir un manque de fonds dans le budget de base; la fusion des fonds d'affectation spéciale; l'augmentation du budget programmatique de base; l'utilisation d'indicateurs applicables aux résultats et à la performance du budget programmatique; et la concrétisation de l'efficacité opérationnelle dans le budget.

La décision finale: Dans la décision (UNEP/CBD/COP/11/L.31), la CdP décide que le fonds d'affectation spéciale de la CDB soit prorogé jusqu'au 31 décembre 2015. La décision approuve un budget programmatique de base à hauteur de 12.994.100 dollars pour 2013 et à hauteur de 13.580.800 dollars pour 2014. Elle adopte en outre le barème des quotes

ainsi que le tableau des effectifs du Secrétariat, contenus dans les décisions, et décide de partager les coûts des services de secrétariat qui sont communs, entre la CDB et le Protocole de Cartagena. Au sujet de la réserve relative au fonds de roulement, elle réaffirme un niveau de 5% des dépenses du budget programmatique de base.

La CdP:

- invite toutes les parties à noter que les contributions au budget de base sont dues le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle les contributions sont budgétisées;
- note avec préoccupation que nombre de Parties n'ont pas encore versé leurs contributions au budget de base au titre de 2011 et d'années antérieures, les exhortant à le faire sans tarder davantage;
- décide que les parties dont les contributions accusent un retard de deux ans ou plus ne seront pas admissibles à devenir membres du Bureau de la CdP, précisant que cela ne s'applique pas aux pays les moins avancés ou aux petits Etats insulaires en développement;
- prie le Secrétaire exécutif et le Président de la CdP d'aviser, par lettre signée conjointement, les parties qui sont en retard, et de les inviter à prendre des mesures opportunes; et
- invite les Etats non parties ainsi que les diverses organisations intergouvernementales, ONG et autres sources, à verser des contributions au fonds d'affectation spéciale approprié.

La CdP demande au Secrétariat:

- d'élaborer un rapport sur les implications éventuelles pour le budget de la Convention, résultant de l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya, pour soumission à la CIPN-3, à la CdP/RdP et à la CdP 12;
- de continuer à présenter des rapports sur les indicateurs mesurables applicables aux réalisations et à la performance du budget programmatique et de proposer les améliorations pouvant y être apportées, à la CdP 12;
- d'élaborer et de présenter, à la CdP 12, un budget au titre de l'exercice biennal 2015-2016, ainsi que de fournir cinq alternatives;
- veiller à davantage d'efficacité opérationnelle pour l'exercice biennal 2013-2014, en concertation avec le directeur exécutif du PNUE;
- d'entreprendre un réexamen approfondie des fonctions du Secrétariat en vue d'une actualisation de sa structure et d'un reclassement des postes; et
- d'élaborer et de présenter un rapport sur l'application de la Convention.

La décision constate également avec préoccupation et regret que le budget de base ne contient pas de financement adéquat pour les cinq réunions intersessions prioritaires qui ont été identifiés par les parties et a donné lieu à ICNP-3 et de l'article 8 (j) de réunions dépendant des contributions volontaires.

LE DÉBAT DE HAUT NIVEAU

Tenue du 16 au 19 octobre 2012, la réunion de haut niveau a entendu les déclarations de ministres et de représentants de haut niveau, et a comporté des tables rondes consacrées: à la mise en œuvre du Plan stratégique; à la biodiversité au service des moyens de subsistance et de la réduction de la pauvreté; à la biodiversité marine et côtière; et, à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya sur l'APA.

Manmohan Singh, Premier ministre indien, a annoncé la ratification du Protocole de Nagoya par son pays et a annoncé aussi « L'engagement d'Hyderabad » portant sur 50 millions de dollars durant les deux années du mandat de l'Inde à la tête de la CdP, montant qui sera consacré au renforcement des ressources humaines et techniques de l'Inde pour atteindre les objectifs de la CDB et à la promotion du renforcement des capacités dans les pays en développement.

LA PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Vendredi après-midi 19 octobre, la présidente de la CdP, Natarajan, a convoqué la plénière de clôture. Les délégués y ont entendu un rapport sur les pouvoirs et ont adopté les rapports des groupes de travail et la plupart des décisions, signalant les consultations en cours sur la mobilisation des ressources et le budget. La plénière a pris note des conclusions de la présidence de la réunion de haut niveau, ainsi que des résumé et déclaration issus du Sommet tenu sur le thème 'les Villes et la biodiversité'.

La République de Corée a proposé d'accueillir la CdP 12 de la CDB au cours de la seconde moitié de l'année 2014, signalant que les travaux y seront axés sur l'intégration de la notion de conservation de la biodiversité dans le développement, et la plénière a adopté une décision à cet effet (UNEP/CBD/COP/11/L. 32). Le Réseau des femmes latino-américaines pour la diversité biologique a remis un don au musée naturel et culturel de la CDB. Les délégués ont adopté un hommage au gouvernement et au peuple de l'Inde (UNEP/CBD/COP/11/L.33). La plénière a été suspendue à 17h54 pour permettre la finalisation des consultations sur la mobilisation des ressources et le budget. La plénière a repris ses travaux samedi matin à 13h55, et les délégués ont adopté les décisions concernant la mobilisation des ressources et le budget, ainsi que le rapport de la CdP (UNEP/CBD/COP/11/L.1).

Dans les déclarations de clôture, l'Arabie saoudite a appelé à des réponses rapides aux défis posés à la préservation de la biodiversité. L'UE a souligné: la nécessité d'une responsabilité commune pour relever le défi posé à la protection de la biodiversité de la planète, de décisions concernant les mesures de protection, la biodiversité marine et les ZIEB, de la REDD+, et d'une coopération renforcée entre les conventions de Rio et les conventions touchant à la biodiversité, et d'un engagement à doubler le total des apports consacrés à la biodiversité, au niveau mondial, d'ici 2015. Le Japon, au nom de la présidence de la CdP 10, a félicité les délégués pour leurs efforts continus en faveur de la mise en œuvre des résultats de Nagoya.

La Chine a fait part de sa préoccupation à l'égard des déclarations faites à propos de la décision concernant la mobilisation des ressources, et a appelé à l'application de la dite décision sur la base du consensus atteint à la CdP 11. L'Argentine, au nom du GRULAC a souligné la nécessité d'aller de l'avant dans la mise en œuvre des résultats de Nagoya, pour assurer la transparence et des financements nouveaux et supplémentaires, conformément à l'article 20 de la CDB, et de respecter le principe de Rio sur les responsabilités communes mais différenciées.

Le président du groupe sur le budget, Hunte, a parlé des réalisations accomplies par le groupe sur le budget, et a reconnu que les pays ont fait le pas de s'engager à financer les réunions prioritaires qui ont été placées dans le Fonds des contributions

volontaires, et en particulier, le Japon, qui s'est engagé à garantir le financement de la CIPN3, et un groupe de pays, comprenant le Groupe africain et l'Inde, qui s'est engagé à assurer la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j).

Le Groupe africain a souligné que les discussions ont permis de parvenir à un certain engagement à assurer le soutien financier nécessaire à la mise en œuvre des objectifs d'Aichi et à l'actualisation des SPANB pour une application efficace de la Convention, mais a indiqué que l'objectif des ressources financières doit être plus ambitieux.

Le FIAB a exprimé sa préoccupation à propos de la résistance de certaines parties à utiliser le terme peuples autochtones; a fait part de sa satisfaction quant aux résultats obtenus sur l'utilisation coutumière durable; a appelé à la poursuite des travaux sur la révision des politiques appliquées aux CAL dans les domaines thématiques, en particulier, les aires protégées et les zones marines et côtières; et, a mis en garde contre les expériences de géo-ingénierie conduites en plein air.

Carlos Novella, au nom du directeur exécutif du PNUÉ, Achim Steiner, a offert, au Secrétariat de la CDB, son appui dans le travail programmatique nécessaire à la concrétisation des objectifs d'Aichi.

Le secrétaire exécutif de la CDB, Bráulio Ferreira de Souza Dias, a déclaré que 'Hyderabad' a jeté la fondation de la mobilisation des ressources nécessaires à la réalisation des objectifs d'Aichi, soulignant l'engagement d'Hyderabad pris par l'Inde et invitant d'autres à unir leurs efforts pour devenir des champions aussi de la biodiversité.

Après l'échange des civilités d'usage, le président de la CdP 11, Natarajan, a clôturé la réunion à 3h02 du matin.

BREVE ANALYSE DE LA CDP 11

LA MISE EN ŒUVRE, LA MISE EN ŒUVRE ET LA MISE EN ŒUVRE

Il ya deux ans, à Nagoya, la CdP 10 avait suscité de grands espoirs en adoptant son fameux « paquet » de décisions portant sur un nouveau plan stratégique, la mise en œuvre d'une stratégie de mobilisation des ressources et un Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages. Négocié dans l'ombre de la faillite du processus de réalisation de l'objectif 2010 pour la biodiversité, le paquet était susceptible de remettre la Convention sur la voie d'une application renouvelée plus cohérente. Dans ce contexte, on n'attendait pas, de la CdP 11, de réaliser de grandes évolutions comparables à celles obtenues à Nagoya, mais plutôt de jeter les bases nécessaires à la concrétisation des engagements pris voilà deux ans. Le nouveau Secrétaire exécutif de la CDB, Bráulio Ferreira de Souza Dias, l'a clairement fait savoir, en soulignant que le travail pour la période post 2010 comportait trois priorités, à savoir « la mise en œuvre, la mise en œuvre et la mise en œuvre ».

Ce qui est de plus en plus évident, cependant, c'est le fait qu'il ne peut y avoir de mise en œuvre sans mobilisation de ressources, comme l'ont bien clarifié, dès l'abord, le G-77/Chine et le Mexique. Les débats sur les questions budgétaires et financières ont dominé l'ordre du jour à Hyderabad, jusqu'aux petites heures du matin de samedi, alors que des questions

de fond, autrement importantes, comme celles concernant la biodiversité marines et les changements climatiques,, avaient déjà été résolues. Finalement, la CdP 11 a produit une liste, longue et exigeante, des tâches, continues et nouvelles, pour la Convention, ne cédant rien de ses grandes attentes, même en ces temps de de crise économique. Cette analyse examine les négociations sur le budget et sur la mobilisation des ressources, en tant que toile de fond nécessaire à la compréhension d'une sélection d'autres résultats, plus techniques, de la CdP 11, en vue d'illustrer la manière dont la réussite de la mise en application durant l'ère post-Nagoya, va dépendre de la rationalisation, de la hiérarchisation des priorités et du suivi.

L'ARGENT, L'ARGENT, L'ARGENT

Les difficultés rencontrées dans la négociation du budget en cette période de récession économique n'ont surpris personne. Les délégués ont rapidement réalisé qu'en ces temps de restrictions budgétaires, ils allaient devoir établir des priorités parmi les plus de 140 sollicitations présentées au Secrétariat de la CDB et accumulés parallèlement aux discussions de fond menées à la CdP. La prolifération des travaux à mener au titre de la Convention étant un problème vécu de longue date, certains participants en étaient à se demander si « l'ultime coup de pouce vers la rationalisation n'allait pas être donné par la contrainte budgétaire ». D'autres, cependant, étaient préoccupés par le dilemme d'avoir à sacrifier d'importantes activités, au nom de l'efficacité économique. Par exemple, de récentes activités du Secrétariat dont, notamment, les ateliers régionaux de renforcement des capacités, sont devenues très appréciées, en tant qu'appui concret et efficace apporté à la mise en œuvre, qui crée et renforce de manière importante des réseaux d'experts régionaux tellement utiles. Néanmoins, en raison de contraintes budgétaires, ces activités ont été intégrées dans les contributions volontaires de la Convention. Les pays en développement ont donc tenu à souligner que la CdP 12 doit accorder à la rubrique des ateliers régionaux, une place de choix dans le budget central, qui rende compte de leur statut nouvellement découvert de priorité centrale dans les activités du Secrétariat. Beaucoup étaient également préoccupés par le fait que la tenue de la prochaine réunion du Groupe de travail sur l'Article 8 (j) restait tributaire des contributions volontaires, mais ont vu un rayon d'espoir inattendue dans l'offre, sans précédent, faite par le Groupe africain et l'Inde, de contribuer à son organisation, la première fois, dans l'histoire de la CDB, que des pays en développement font une telle offre !

Les négociations prolongées sur la mobilisation des ressources, ont semblé être moins liées aux contingences économiques mondiales, qu'aux débats archétypaux Nord-Sud sur la question de savoir si les dispositions de solidarité financière au titre de la CDB et, plus généralement, celle concernant le principe de Rio, des responsabilités communes mais différenciées, étaient plus que de simples vœux pieux lorsqu'il est question de la mise en œuvre du suivi. Compte tenu des objectifs ambitieux d'Aichi et de l'attention accrue accordée à la mesure des progrès réels accomplis sur le terrain pour réduire l'érosion de la biodiversité, après le non-respect de l'objectif de 2010, les pays en développement s'attendaient à un engagement ferme et concret des pays industrialisés. Ils ont exigé que la surveillance accrue de leur propre

performance, dans le cadre du Plan stratégique, aille de pair avec un suivi systématique des contributions financières des pays industrialisés. Les délégués ont eu du mal à faire avec le « travail inachevé » de Nagoya sur l'élaboration d'objectifs permettant d'évaluer les apports financiers, et même à s'accorder un « objectif provisoire » et une feuille de route vers des objectifs définitifs. Finalement, ils ont décidé un doublement des apports en ressources liées à la biodiversité, d'ici 2015, avançant, en même temps, un cadre de notification préliminaire pour le suivi de la mobilisation des ressources et une feuille de route permettant l'examen des progrès accomplis et l'adoption éventuelle d'un objectif final, à la CdP 12. Sans doute pour éviter un effet domino de fixation d'objectifs et de suivi des obligations financières dans d'autres accords multilatéraux sur l'environnement, plusieurs donateurs ont souligné, dans leurs déclarations, le fait que ce développement est particulier au contexte de la CDB et qu'il est à caractère préliminaire.

COOPÉRATION EN FAVEUR DES ÉCOSYSTÈMES

Nonobstant les impasses auxquelles ont abouti les négociations sur les questions de financement et des responsabilités respectives des uns et des autres, la CdP 11 est parvenue à traiter avec succès une quantité impressionnante de travaux sur les questions liées à l'écosystème, principalement grâce à la rationalisation et à la coopération avec d'autres processus internationaux.

Beaucoup ont estimé que le résultat obtenu sur la question de la biodiversité marine représente un progrès. Au cours des deux prochaines années, la CDB sera particulièrement chargée sur plusieurs fronts complexes, tels que ceux des débris marins et des bruits sous-marins. Plus important dans les négociations, cependant, était le travail sur les aires marines protégées (AMP). Alors que l'AMP terme est devenu un sujet tabou et pratiquement jamais mentionné dans la Convention, compte tenu des négociations en cours à l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) sur ce sujet et sur d'autres questions liées à la biodiversité marine évoluant dans les zones au-delà des lignes juridictionnelles nationales (ZADLN), une quantité impressionnante de travaux scientifiques inscrits sous l'étiquette circospecte de « description des zones marines d'importance écologique et biologique » (ZIEB) ont été réalisés par la CDB et les organisations partenaires au niveau régional. Cet exercice a fourni une base de données scientifique critique au débat sur les aspects politique et juridique de la création d'AMP, mené dans d'autres instances compétentes. Bien que la décision finale soit alambiquée et que la CdP n'ait pas « entériné » les rapports décrivant les zones répondant aux critères de ZIEB dans deux régions (la région du sud-ouest du Pacifique et la grande région des Caraïbes et de la fosse occidentale de la dorsale médio-atlantique), elle a néanmoins « lancé » le référentiel des ZIEB, dans lequel ces rapports seront officiellement placés et les précieuses données qu'ils contiennent, partagées avec l'AGNU et d'autres organisations internationales compétentes. Avec les nouvelles directives encadrant l'évaluation des effets environnementaux dans les aires marines, y compris les ZIEB, qui ont également été adoptées à la CdP 11, la CDB fournit les preuves scientifiques nécessaires pour répondre à deux questions urgentes figurant sur l'ordre du jour de l'AGNU et de son Groupe de travail sur la biodiversité marine dans les ZIEB.

Marcher sur la corde raide de mandat étroit - limité à « des tâches scientifiques et, le cas échéant, techniques », la CDB peut ainsi apporter une certaine dynamique au processus politique qui avance au rythme d'un escargot à New York.

S'agissant du thème Biodiversité et changements climatiques, la CdP a réussi à lancer la sculpture du créneau de la CDB pour la REDD+ en se penchant sur ses aspects liés à la biodiversité. Abordant les directives volontaires encadrant les mesures de protection liées à la biodiversité, prévues dans le cadre de la REDD+, les discussions ont démarré sur un ton de méfiance, un pays en développement soulignant que les mesures de protection « volontaires » prévues pour la CDB dans le cadre de la la REDD+ risquaient de se transformer en conditions lorsqu'elles viendront à être appliquées par les bailleurs de fonds de la REDD+ sur les pays hôtes de la REDD+. La rationalisation et l'affinement de la décision pour l'aligner sur les derniers développements survenus dans le cadre de la CCNUCC ont également pris du temps. Par exemple, les délégués ont longuement débattu d'une proposition d'élaborer des indicateurs pour surveiller le respect, par les pays en développement, des mesures de protection de la REDD+, qui visant à éviter les impacts négatifs sur la biodiversité et sur les CAL. Dans ce contexte, certains pays en développement ont réitéré les décisions de la CCNUCC comme un mantra, en disant que les systèmes d'information de surveillance sont « à l'initiative des pays » et que la surveillance des activités de la REDD+ et de leurs effets par rapport aux mesures de protection, a des conséquences financières pour des pays hôtes de la REDD+, qui risquent de ne pas être forcément compensées par les avantages apportés par les activités de la REDD+. Nonobstant les longues tractations qui ont eu lieu entre des pays ancrés dans des positions très tranchées, la plupart des participants ont dit être relativement satisfaits du résultat. D'abord, parcequ'il rend compte de manière assez fidèle des évolutions survenues dans le régime de la lutte contre le changement climatique, comme requis par les pays en développement désireux d'éviter que la CDB empiète sur les négociations climatiques en cours. Ensuite, parcequ'il présente une « feuille de route » autorisant la prochaine CdP de la CDB à examiner un rapport intérimaire sur les mesures de protection de la REDD+, qui pourrait alimenter les discussions des CdP ultérieures de la CCNUCC, comme l'espèrent certains pays industrialisés, et permet la conduite d'un nouvel examen à la CdP 13 de la CDB. Cependant, les indicateurs de suivi du respect des mesures de protection de la REDD+, par les pays en développement, ont disparu du résultat final, sacrifiés pour parvenir à un compromis.

LES ÉNIGMES RELATIVES A LA TECHNOLOGIE

En dépit des querelles continues sur la procédure d'intégration des thèmes nouveaux et émergents dans l'ordre du jour de l'OSASTT, la CDB a accumulé un palmarès impressionnant de résolutions rapides face à des menaces technologiques sans précédent posées à la biodiversité. Les délégations nationales et les ONG estiment, de même, que la CDB est, à cet égard, le « seul recours valable » parmi les AEM. La Convention a ainsi suscité des attentes en tant que forum ouvert et enthousiaste pour discuter d'applications pratiques de l'approche de précaution controversée. Les dernières CdP ont

eu à les aborder dans le cadre de la question des technologies génétiques restrictives (GURT), des arbres génétiquement modifiés et de la fertilisation des océans.

Un autre cas d'école, la géo-ingénierie. Beaucoup ont présenté les résultats pertinents de la CdP 10 (« l'alinéa 8 (w) ») comme étant un moratoire, ce qui a conduit à mettre la question à l'ordre du jour de la CDB, bien que pas forcément de façon permanente ou exclusive, compte tenu du fait que certains pays craignent que la CDB risque de ne pas être « l'instance idoine ». Les discussions qui ont suivi à Hyderabad étaient encore assez controversées et entachées de divergences de vue quant à l'application du principe de précaution, en raison de la nuance subtile entre les activités de géo-ingénierie et la recherche sur le potentiel de la géo-ingénierie à contribuer à l'atténuation du changement climatique. Le groupe de contact de la CdP 11 a également examiné, une fois de plus, les préoccupations concernant la complémentarité avec les travaux en cours menés dans le cadre du régime climatique: et ainsi les délégués ont décidé que la CDB poursuive le suivi de cette question « au moment opportun », c'est à dire après la publication du cinquième Rapport d'évaluation du GIEC, attendu en 2015 et qui porte sur la question de la géo-ingénierie. En outre, les discussions ont été compliquées par des questions complexes touchant au droit international, telles que celle de la pertinence et du contenu du droit international coutumier, révélant des angoisses éprouvées non seulement par des parties mais aussi par des non-parties. Ces discussions ont eu lieu au moment même où des médias publiaient des rapports alarmants sur les activités de fertilisation du milieu marin dans l'océan Pacifique, présentant la chose comme étant « la plus grande expérience de géo-ingénierie menée dans le monde en violation avec les règles de l'ONU », et l'investisseur derrière l'expérience y était cité affirmant que l'idée d'un quelconque moratoire international est un « mythe ». Alors que la formulation de la CdP 11 sur la géo-ingénierie est évasive sur la nécessité d'élaborer un mécanisme mondial de réglementation et de contrôle, ou sur le point de savoir si la CDB est l'instance la plus appropriée pour combler la lacune, la Convention n'en reste pas moins l'instance qui surveillera les activités des parties, relevant de l'alinéa 8 (w) « réaffirmé », nonobstant les pays qui se sont opposés à reconnaître en ce dernier un moratoire en raison de la mention du terme volontaire dans son libellé introductif.

La question de la biologie synthétique est un autre exemple. Alors qu'une sonnette d'alarme avait déjà été tirée à leur initiative à la CdP 10, les ONG et certains pays en développement espéraient établir un moratoire à la CdP 11. Même s'ils ont fini par accepter un texte de compromis exhortant les parties à appliquer l'approche de précaution, cela s'est réalisé pour un champ d'application restreint, limité à la menace d'une « réduction ou perte sensible de la biodiversité » que poseraient des organismes, des composants et des produits issus de la biologie synthétique. Le compromis est venu aussi au prix de l'acceptation d'une référence à diverses normes internationales pertinentes, qu'un grand nombre de participants a comprises comme étant autant d'allusions aux normes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cela a suscité des préoccupations quant au risque de voir les lois de l'OMC donner lieu à une interprétation plus restrictive du principe de

précaution. Certaines ONG ont fait observer avec amertume: « Avec la géo-ingénierie, nous n'avons pas gagné, mais au moins nous n'avons pas perdu non plus. Avec la biologie synthétique, nous avons perdu ». La question reste néanmoins à l'ordre du jour, laissant à la Convention ou potentiellement à son Protocole sur la biosécurité, la possibilité de poursuivre les discussions, de suivre l'évolution, d'accroître la compréhension scientifique et d'essayer de trouver un terrain d'entente entre les parties.

LA MUSIQUE DE SORTIE: LA RATIONALISATION ET LE SUIVI

La CdP 11 a été, à bien des égards, une CdP de transition. Elle a été l'occasion de prouver l'engagement et l'ambition, et de parvenir à une feuille de route pour la mise en œuvre post-Nagoya, qui a été élaborée avec difficulté, à cause de la question cruciale de la mobilisation des ressources. La CdP 11 a été également l'occasion de dresser un bilan et un plan d'action. Les parties ont porté une attention particulière à la facilitation de la coopération internationale au sein « du créneau propre » à la CDB, à travers l'apport de contributions spécialisées dans les négociations internationales sur la biodiversité marine et les changements climatiques qui sont en cours dans d'autres forums.

En partie, en raison de la situation économique mondiale actuelle, et en partie, en raison du besoin de veiller au maintien de la hauteur des attentes suscitées à Nagoya, un brave nouveau monde de rationalisation de l'ordre du jour et de suivi systématique caractérisera la Convention dans les années à venir. Dans cet ordre d'idée, la CdP 12, qui se tiendra en Corée du Sud, procédera à une évaluation de mi-parcours, des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'Aichi. Face aux nombreuses demandes placées sur la Convention – qui vont de l'appel à de nouveaux travaux scientifiques sur la biodiversité marine et côtière, à celui de poursuivre le travail menant à l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya –, cette évaluation pourrait fournir une occasion en or de s'assurer que les multiples facettes du travail de la CDB conduisent à quelque chose de plus important que la simple somme des éléments qui la composent.

REUNIONS A VENIR

Renforcement des capacités pour les pays pilotes œuvrant pour la création de synergies entre les conventions de Rio:

Cette réunion est organisée par le Secrétariat de la CDB. **dates:** 29 octobre – 2 novembre 2012 **lieu:** Hanoï, Viet Nam **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** Secrétariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/meetings>

Quatrième Réunion du Comité du TIRPG sur l'ATMS

et le SML: Le Comité spécial consultatif technique sur l'Accord de transfert de matériel (ATTM) et le Système multilatéral (MLS) du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (TIRPG) conseille le Secrétariat du traité sur les questions de mise en œuvre, soulevées par les utilisateurs. **dates:** 6-7 novembre 2012 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat de TIRPG **téléphone:** +39-6-570-53441 **télécopie:** +39-6-570-56347 **courriel:** pgrfa-treaty@fao.org **www:** <http://www.planttreaty.org/>

Première réunion du Comité du TIRPG sur l'utilisation durable des RPGAA: Le Comité ad hoc consultatif technique sur l'utilisation durable des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture (RPGAA) conseillera le Secrétariat et le Bureau du TIRPG sur un certain nombre de questions, y compris celle de l'élaboration d'une enveloppe d'outils sur l'utilisation durable des RPGAA et la coopération avec la CDB, la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture (CRGAA) et d'autres processus et institutions internationales dans le domaine de l'utilisation durable des RPGAA. **dates:** 8-9 novembre 2012 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat de TIRPG **téléphone:** +39-06-570-53441 **télécopie:** +39-06-570-56347 **courriel:** pgrfa-treaty@fao.org **www:** <http://www.planttreaty.org/>

43^e réunion du Conseil du FEM: Le Conseil du FEM examinera, entre autres questions, l'accréditation d'autres agences d'exécution. **dates:** 13-15 novembre 2012 **lieu:** Washington, DC, Etats-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **télécopie:** +1-202-522-3240 **courriel:** Secrétariat@thegef.org **www:** <http://www.thegef.org/gef/events/gef-43rd-council-meeting>

CdP 18 et CdP/RdP 8 de la CCNUCC: La 18^e session de la Conférence des Parties à la CCNUCC et de la 8^{ème} session de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/RdP) se tiendront avec les 37^{èmes} sessions de l'OSMCE et de l'OSASTT et d'autres organes subsidiaires. **dates:** 26 novembre - 7 décembre 2012 **lieu:** Doha, Qatar **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** Secrétariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

6^{ème} Journée des Forêts: Cet événement a pour but d'éclairer l'ordre du jour mondial de la CCNUCC et les parties prenantes du secteur forestier sur les voies et moyens d'aller de l'avant avec les accords de la REDD+ conclus à CdP 17 à Durban. **date:** 2 décembre 2012 **lieu:** Doha, Qatar **courriel:** f.selamat@cgiar.org **www:** <http://www.forestsclimatechange.org/events/forest-day/forest-day-6/>

IPBES 1: La première session plénière de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) a pour but de parvenir à un accord sur le reste des articles du règlement intérieur régissant les réunions de la plate-forme, d'envisager d'autres règles de procédure de la plate-forme, de procéder à l'élection des membres du Bureau et du Groupe d'experts multidisciplinaire et de parvenir à une entente sur les prochaines étapes au terme desquelles le programme de travail de l'IPBES peut devenir opérationnel. **dates:** 21-26 janvier 2013 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat du PNUE **téléphone:** + 254-20-762-5135 **courriel:** ipbes.unep@unep.org **www:** <http://ipbes.net/>

Groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources génétiques forestières: La deuxième session du Groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources génétiques forestières, de la Commission de la FAO sur les ressources génétiques destinées à l'alimentation et à

l'agriculture, aura lieu en janvier. **dates:** 23-25 janvier 2013 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat du CRGAA **téléphone:** +39-06-5705-4981 **télécopie:** +39-06-5705-5246 **courriel:** cgrfa@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-home/en/>

CIG 23 DE OMPI: Suite au renouvellement de son mandat par l'Assemblée générale de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), la 23^e session du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (CIG) poursuivra les négociations sur un instrument international/des instruments internationaux axé(s) sur les ressources génétiques. **date:** 4-8 février 2013 **lieu:** Genève, Suisse **teletéléphone:** +44-22-338-8181 **télécopie:** +44-22-338-8810 **www:** <http://www.wipo.int/tk/en>

CA 27/FMME: La 27^e session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) se tiendra en février 2013. Le Conseil d'administration constitue un forum mondial annuel au niveau ministériel sur l'environnement, dans lequel les participants se réunissent pour examiner les questions importantes et celles nouvelles posées dans le domaine de l'environnement. **dates:** 18-22 février 2013 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Secrétariat du Conseil d'administration du PNUE **téléphone:** +254-20 762-3431 **télécopie:** +254-20 762-3929 **courriel:** sgc.sgb@unep.org **www:** <http://www.unep.org/resources/gov/overview.asp>

CdP16 de la CITES: La 16^e réunion de la Conférence des Parties (CdP 16) à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) portera sur les propositions d'amendement des annexes de la Convention et sur nombre de questions administratives, stratégiques et financières. **dates:** 3-14 mars 2013 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Secrétariat de la CITES **téléphone:** +41-22-917-81-39/40 **télécopie:** +41-22-797-34-17 **courriel:** info@cites.org **www:** <http://www.cites.org/eng/cop/16/prop/index.php>

FNUF 10: La dixième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF10) procédera à l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant régissant tous les types de forêts et dans la réalisation de ses quatre objectifs relatifs aux forêts. **dates:** 8-19 avril 2013 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Secrétariat du FNUF **téléphone:** +1-212-963-3401 **télécopie:** +1-917-367-3186 **courriel:** unff@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/forests/>

CRGAA 14: La 14^e session de la Commission de la FAO sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture abordera un large éventail de questions liées aux plantes, aux animaux et aux ressources génétiques forestières. Elle sera précédée par une réunion spéciale sur le changement climatique. **dates:** 15-19 avril 2013 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Secrétariat de la CGRFA **téléphone:** +39-06-5705-4981 **télécopie:** +39-06-5705-5246 **courriel:** cgrfa@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/cgrfa/cgrfa-home/en/>

IPNUQA 12: La douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones se penchera, entre autres, sur la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. **dates:** 20-31 mai 2013 **lieu:** Siège des Nations Unies, New York **contact:** Secrétariat de l'IPNUQA **courriel:** indigenous_un@un.org **www:** <http://social.un.org/index/IndigenousPeoples.aspx>

Conférence internationale sur les peuples autochtones et les communautés locales, du Réseau des gestionnaires des milieux terrestre et marin: La conférence explorera des thèmes touchant aux milieux terrestre et marin, tels que la gestion de l'économie bleue, les moyens de subsistance durables, les femmes engagées dans le développement durable et les savoirs écologiques traditionnels. **dates:** 27-31 mai 2013 **lieu:** Darwin, Australie **contact:** Australian Government Land and Coasts **téléphone:** +1800-552-008 **télécopie:** +61-02-6272-4526 **courriel:** communications@nrm.gov.au **www:** <http://www.nrm.gov.au/about/key-investments/indigenous-network/index.html#conference>

CdP/RdP 7 du Protocole sur la biosécurité: La septième Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques se tiendra dans la foulée de la CdP 12 de la CDB. **dates:** à confirmer, deuxième semestre 2014 **lieu:** République de Corée **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** Secrétariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int>

CDP 12: La douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique procédera à une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi. Elle se tiendrait concurremment avec la première Réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'APA. **dates:** à confirmer, deuxième semestre 2014 **lieu:** République de Corée **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** Secrétariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int>

GLOSSAIRE

APA	Accès et partage des avantages	UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
ZADLN	Zones au-delà de la juridiction nationale	AEM	Accords environnementaux multilatéraux
GSET	Groupe spécial d'experts techniques	AMP	Aires marines protégées
CEI	Centre d'échange et d'information	SPANB	Stratégie et plan national pour la biodiversité
CDB	Convention sur la diversité biologique	FAPN	Fonds pour l'application du Protocole de Nagoya
CESP	Communication, education et sensibilisation du public	AP	Aires protégées
CdP	Conférence des Parties	REDD+	Réduction des émissions découlant du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement, et la conservation, la gestion durable et la valorisation des stocks de carbone des forêts
CdP/RdP	Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties	ESE	Evaluation stratégique de l'environnement
ZIEB	Zone d'importance écologique et biologique	OSASTT	Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques
EIE	Evaluation d'impact environnemental	EEB	Economie des écosystèmes et de la biodiversité
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ST	Savoir traditionnel
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	CNUDM	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer
SMCP	Stratégie mondiale pour la conservation des plantes	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
ITM	Initiative taxonomique mondiale	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
GRULAC	Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes	CCUNCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
EEE	Espèces exotiques envahissantes	AGNU	L'Assemblée générale des Nations Unies
ZAAC	Zones autochtones et communautaires conservées	IPNUQA	Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones
CIPN	Comité intergouvernemental pour le Protocole de Nagoya	WCMC	Centre mondial du PNUE pour le suivi de la conservation
CAL	Communautés autochtones et locales	GT	Groupe de travail
FIAB	Forum international autochtone sur la biodiversité	GTEA	Groupe de travail sur l'examen de l'application de la Convention
IPBES	Plate-forme intergouvernementale sur la biodiversité et les services des écosystèmes		
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat		